

Chapitre 1

Performances régionales et potentialités sous-exploitées

Introduction

Au début du siècle dernier, l'économie norvégienne reposait essentiellement sur le secteur primaire, et plus précisément sur la pêche, l'agriculture et la sylviculture. Une faible base industrielle, située pour l'essentiel dans le sud du pays, de même que les contraintes imposées par la nature au développement agricole ont limité la création d'emplois, ce qui a provoqué une émigration, en particulier vers l'Amérique du nord. Les perspectives économiques ont commencé à changer à la fin du XIX^e siècle grâce au développement de l'hydroélectricité rendu possible par l'existence de nombreuses chutes d'eau sur l'ensemble du territoire. L'électricité bon marché a facilité l'expansion de la métallurgie et de l'industrie chimique, en particulier la production d'aluminium, d'alliages ferreux et d'engrais. Les petites villes situées près des fjords ont commencé à jouer un rôle capital pour l'industrie norvégienne. En même temps, les grandes entreprises ont pris une importance cruciale pour l'emploi et le développement régional dans de nombreuses parties du pays. Lors de la dépression économique consécutive à la Première Guerre mondiale, l'expansion de la production d'électricité et de la métallurgie s'est ralentie, mais elle a été suivie ultérieurement d'une spécialisation plus poussée. Après la Deuxième Guerre mondiale, l'État a créé à Mo i Rana une usine sidérurgique alimentée par l'électricité produite dans la région et le minerai de fer local. Le fer des mines de Kiruna, dans le nord de la Suède, était exporté à partir du port libre de glaces de Narvik. Le contrôle de ces ressources stratégiques a constitué un enjeu majeur de la Deuxième Guerre mondiale, comme en témoigne la fameuse bataille de Narvik. L'exploitation de ces ressources a ensuite stimulé l'expansion de la construction navale dans le sud du pays.

Au milieu du siècle dernier, l'industrie norvégienne s'est développée rapidement grâce à l'exploitation de ces ressources naturelles, tandis que comme dans les autres pays, la part de la main-d'œuvre travaillant dans le secteur primaire diminuait. Il en est résulté une urbanisation croissante dont a bénéficié surtout la capitale, mais en dépit de cette évolution marquée, la Norvège reste le pays nordique le moins urbanisé¹, à la seule exception de la Finlande. En 1980, la population norvégienne était urbanisée à 70.5 %, et à 75.8 % en 2000², contre respectivement 59.8 % et 61.1 % pour la Finlande, 83.8 % et 85.1 % pour le Danemark, pays nordique le plus urbanisé, suivi par la Suède, avec 83.1 % et 83.3 %. En dépit des migrations de population depuis les

zones faiblement peuplées vers les villes, la Norvège conserve comme la Finlande des caractéristiques rurales marquées, probablement accentuées par le fait que ses zones côtières sont tournées à la fois vers l'agriculture et la pêche³, en particulier la pisciculture, secteur dans lequel elle occupe le premier rang mondial.

Cinq municipalités norvégiennes seulement comptaient plus de 100 000 habitants au début de 2006 : Oslo (538 411), avec 11.6 % de la population du pays, Bergen (242 158), Trondheim (158 613) Stavanger (115 557) et Bærum (105 928), qui fait partie de l'agglomération d'Oslo. Toutes ces municipalités sont situées dans le sud du pays, qui compte d'autres centres urbains importants comme Kristiansand (76 917) et Fredrikstad (70 791). Les principaux centres urbains du nord sont beaucoup plus petits, Tromsø comptant 63 596 habitants, Bodø 44 992 et Hammerfest 9 361 seulement. Les quatre plus grandes villes représentent 38 % de la population urbaine totale, tandis que 13 % de celle-ci seulement vivait dans 697 municipalités de moins de 2 000 habitants. Un peu plus de la moitié de la population urbaine de la Norvège vit ainsi dans des villes moyennes ou grandes. Plus d'un million (1 028 790) de Norvégiens habitent dans les 189 villes de 2 000 à 20 000 habitants et près de 740 000 dans les 15 villes de 20 000 à 99 999 habitants (voir graphique 1.1). La population urbaine⁴, qui augmente régulièrement, représentait au début de 2006 78 % de la population totale, contre 75.8 % en 2000. Cet accroissement a atteint 1.3 % en 2005, mais il est touché davantage les quatre villes principales que l'ensemble des zones urbaines (1.9 % contre 1.3 %).

La Norvège est un pays caractérisé par une très faible densité de population (14 habitants au km²) contre une moyenne de 118 habitants au km² pour l'ancienne Union européenne des 15. Elle partage cette caractéristique avec d'autres pays nordiques comme la Finlande (15 habitants au km²) et dans une moindre mesure, la Suède (20 habitants au km²). Seulement 1.4 % du territoire norvégien est construit (bâtiments, routes et chemins de fer) et 3.2 % voué à l'agriculture. Les montagnes et les plaines d'altitude couvrent près de 45 % du territoire. Le mode de peuplement est largement déterminé par la topographie (voir section 1.4.1), ce qui explique que 18 % seulement de toutes les mailles d'un km² soient peuplées. Cela entrave la prestation de services depuis les centres vers les zones peu peuplées ainsi que les migrations quotidiennes vers la ville la plus proche offrant des emplois. Quarante pour cent des 161 bassins d'emploi régionaux ne comprennent qu'une seule municipalité (Juvkam, 2002). Les municipalités se caractérisent par une très faible densité de population (environ 2.3 habitants au km²) et la petite taille des établissements humains (moins de 2 000 habitants). Un emplacement périphérique⁵ peut donc être considéré comme synonyme d'un accès relativement difficile à l'activité économique, ce qui a de sérieuses répercussions sur la politique régionale.

Graphique 1.1. Modes de peuplement de la Norvège

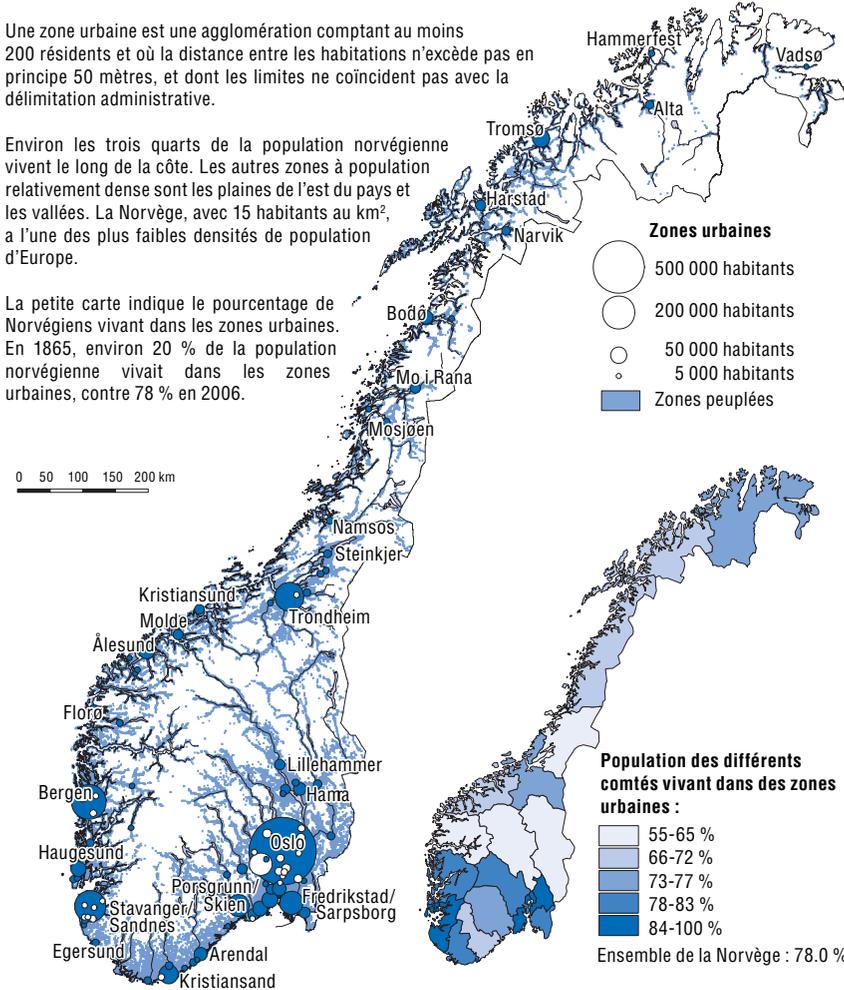
V. Peuplement

La carte indique les zones peuplées et le nombre d'habitants des principales zones urbaines au 1^{er} janvier 2006. Les zones urbaines d'au moins 5 000 habitants sont indiquées par des cercles sur la carte. Le principal centre urbain, Oslo, comptait 825 105 habitants au 1^{er} janvier 2006.

Une zone urbaine est une agglomération comptant au moins 200 résidents et où la distance entre les habitations n'excède pas en principe 50 mètres, et dont les limites ne coïncident pas avec la délimitation administrative.

Environ les trois quarts de la population norvégienne vivent le long de la côte. Les autres zones à population relativement dense sont les plaines de l'est du pays et les vallées. La Norvège, avec 15 habitants au km², a l'une des plus faibles densités de population d'Europe.

La petite carte indique le pourcentage de Norvégiens vivant dans les zones urbaines. En 1865, environ 20 % de la population norvégienne vivait dans les zones urbaines, contre 78 % en 2006.



Source : Statistics Norway.

En 2005, environ un tiers des municipalités de la Norvège (142) n'avaient pas accès à un centre urbain d'au moins 2 000 habitants. Les municipalités les plus périphériques restent ainsi fortement tributaires du secteur primaire et des emplois du secteur public (administration locale et services municipaux). Un pourcentage très faible de la population des municipalités les plus éloignées vit en milieu urbain (environ 25 %, soit trois fois moins que la moyenne nationale),

et la taille moyenne des centres urbains est très faible (environ 600 habitants). Ces municipalités représentent toutefois plus de 42 % du territoire national. Elles correspondent aux régions de Norvège susceptibles de poser des problèmes, et il faut y ajouter quelque 70 municipalités situées dans des régions plus centrales ou méridionales, qui présentent des caractéristiques assez similaires du point de vue de la densité de population, de la structure et de la taille des établissements humains, des distances ou de l'éloignement ainsi que de la base industrielle et du marché du travail.

1.1. Principales tendances démographiques et économiques

1.1.1. Mouvements de population et évolution démographique

La principale évolution de la répartition de la population enregistrée au cours des 50 à 60 années écoulées en Norvège est sans doute la « centralisation géographique » qui s'est opérée dans trois directions : des campagnes vers les zones urbaines, du nord au sud et de l'intérieur des terres vers la côte. Les principales manifestations de la croissance urbaine continue se sont fait tout particulièrement sentir dans les années 50 et 60 et au cours des deux dernières décennies du siècle passé. Durant ces périodes, les migrations ont été extrêmement sensibles aux cycles conjoncturels. Une conjoncture négative a généralement retardé et « mis en veilleuse » une migration interrégionale aux effets potentiellement centralisateurs, tandis que la migration intrarégionale se poursuivait. En période de conjoncture positive, les flux migratoires interrégionaux à caractère centralisateur (en particulier à partir du nord et de l'intérieur du pays vers le sud et certaines parties du sud-ouest du pays) se sont accélérés. Parallèlement, le déclin de la fécondité a intéressé tout d'abord le sud et le centre du pays, puis les zones éloignées, en particulier les zones côtières du nord, où le phénomène a été plus tardif, mais plus rapide que dans le centre du pays.

Environ la moitié des municipalités norvégiennes ont vu leur population diminuer au cours des décennies postérieures au milieu des années 80, tandis que l'on observait une forte tendance à une centralisation de la population à tous les niveaux territoriaux. En conséquence, on observe généralement dans les municipalités du centre du pays une surreprésentation très marquée des groupes d'âge de plus de 60 ans, et en particulier du quatrième âge. Inversement, les individus âgés de 20 à 40 ans y sont nettement sous-représentés. Ce schéma, de même que le rétrécissement général de la base de la pyramide des âges, a des répercussions sur la reproductivité de la population, son dynamisme et sa viabilité économiques, tout en créant, dans de nombreuses collectivités locales des problèmes concernant la prestation de services adaptés aux besoins d'une population qui vieillit rapidement.

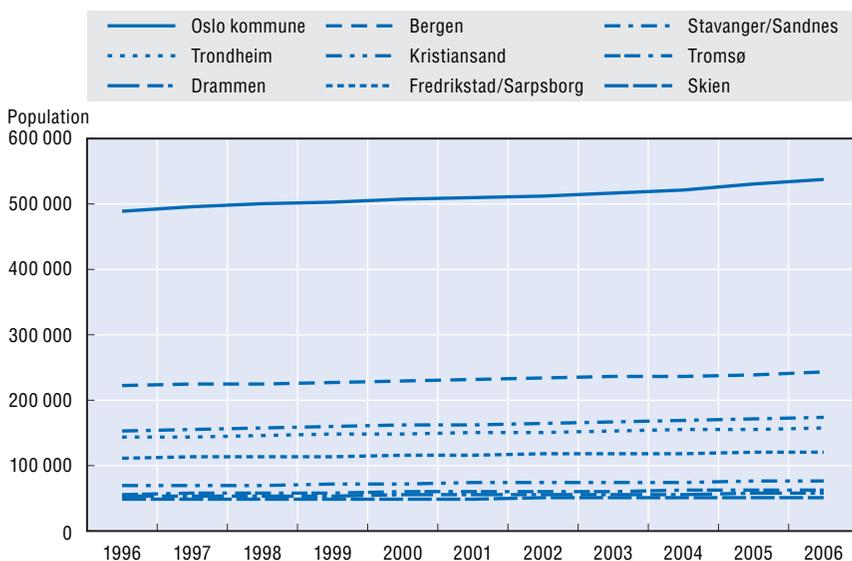
La centralisation résulte dans une large mesure du développement technologique et de l'intensification de la concurrence internationale sur les marchés des produits, des capitaux et du travail. L'emploi et la population se sont développés parallèlement dans les zones bénéficiant de ces tendances, les demandeurs d'emploi migrant vers les zones où des emplois étaient disponibles tandis que la création d'emplois était stimulée par l'accroissement de la population. D'une part, les services privés et les emplois de la fonction publique sont nettement surreprésentés dans la centaine de municipalités des principales zones urbaines, alors que dans les 142 municipalités les plus rurales et périphériques, c'est le cas du secteur primaire et dans une certaine mesure, de l'industrie manufacturière et des services municipaux. De tels contrastes montrent que les régions à la traîne sont celles qui ont vu leur population diminuer durant une longue période. À l'échelon local, ce phénomène intéresse des régions de toutes les parties du pays mais au niveau régional, le nord du pays est la seule grande région dont la population ait diminué (-0.9 %) durant la période 1994-2004, tandis que celle de la région la plus peuplée du sud-est (Oslo) augmentait de 7.5 %.

1.1.2. Évolution de la croissance urbaine

La Norvège est peu urbanisée par rapport aux autres pays d'Europe, ne comptant en effet que cinq municipalités de plus de 100 000 habitants en 2006, et la municipalité d'Oslo (avec près de 540 000 habitants) étant à elle seule plus de deux fois plus peuplée que celle de Bergen (242 000 habitants), deuxième ville de Norvège.

On s'efforcera ci-après d'analyser la croissance de la population des neuf villes principales de Norvège (municipalités)⁶, dont huit sont situées dans le sud du pays, seule celle de Tromsø (la plus petite, avec 63 596 habitants en janvier 2006) se trouvant dans le nord du pays. On comparera ces villes entre elles, de même que leurs bassins de main-d'œuvre régionaux. Sur la base des résultats obtenus, on s'efforcera alors de déterminer s'il existe une corrélation entre la croissance des centres urbains et celle des bassins de main-d'œuvre régionaux. Dans le cas d'Oslo, on fera le même type de comparaisons en prenant en compte non seulement le bassin de main-d'œuvre régional, mais aussi « l'Agglomération d'Oslo »⁷ (46 municipalités) et l'« Alliance d'Oslo » (56 municipalités), regroupement de municipalités désireuses de coopérer dans le cadre d'une agglomération urbaine *de facto* plus étendue. Les données démographiques les plus récentes datent de janvier 2006 et portent sur une période de 10 ans commençant en 1996.

Dans le cas des villes principales, les chiffres absolus de croissance durant la période considérée sont indiqués dans le graphique 1.2 ci-dessous. C'est à Stavanger-Sandnes, capitale de l'industrie pétrolière de la Norvège (plus de 1.20 % par an en moyenne) et à Tromsø (près de 1.20 %) que les taux

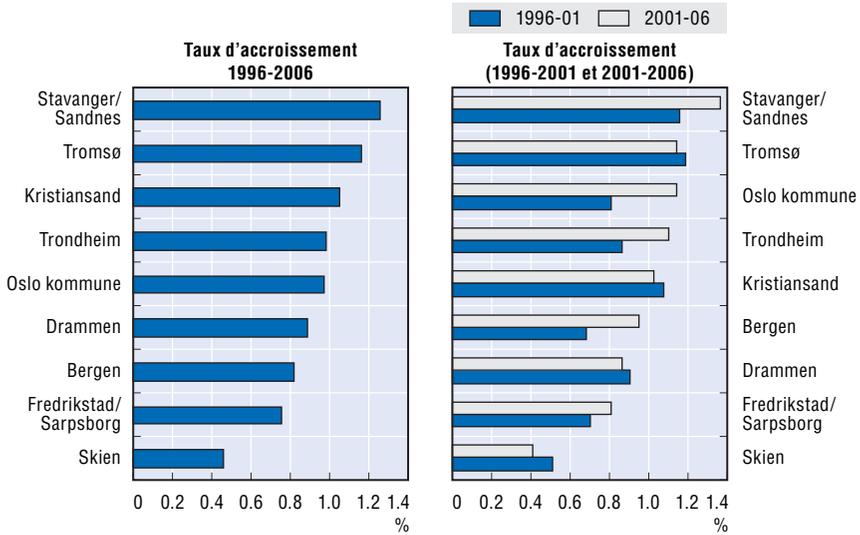
Graphique 1.2. **Accroissement de la population des principales villes-municipalités de Norvège, 1996-2006**

Source : Statistics Norway.

d'accroissement les plus élevés ont été enregistrés durant cette période. Seule, Kristiansand conserve également un taux supérieur à 1 % (voir graphique 1.3). Lorsqu'on examine les deux périodes de cinq ans, une image quelque peu différente apparaît. Il en ressort que depuis 2001, le taux de croissance le plus élevé (près de 1.40 %) a été enregistré une fois encore à Stavanger-Sandnes, mais aussi à Oslo (1.15 %). En revanche, la croissance s'est légèrement ralentie dans plusieurs villes, notamment Tromsø, durant la période la plus récente (graphique 1.3).

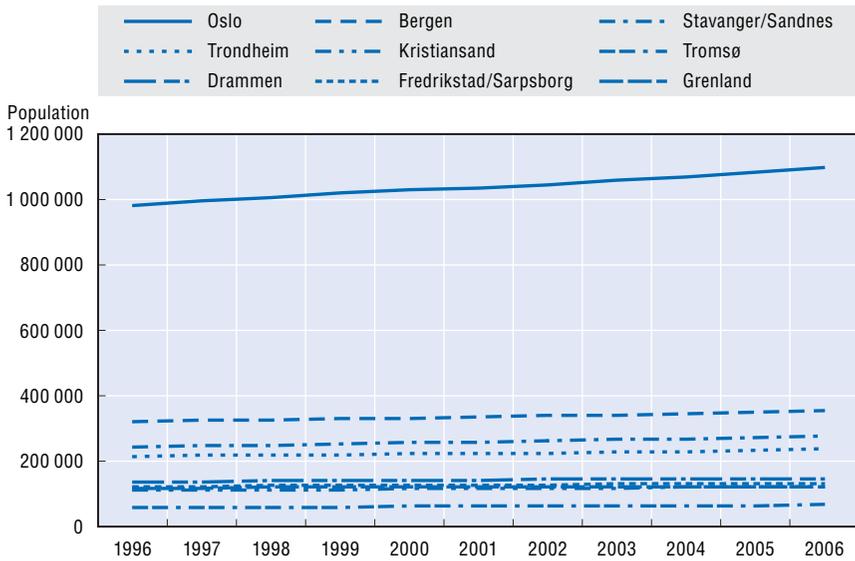
Le graphique 1.4 indique l'accroissement de la population dans les bassins de main-d'œuvre régionaux en chiffres absolus. On peut constater que la courbe est très similaire à celle de la ville principale. Si l'on examine les taux d'accroissement annuels que représentent ces chiffres (graphique 1.5), il apparaît que le taux le plus élevé (1.2 %) est enregistré dans la zone de Stavanger-Sandnes, suivie d'Oslo (1.1 %) et de Tromsø (avec un peu plus de 1 % entre 1996 et 2006). Si l'on considère seulement les cinq dernières années, la plus forte croissance a été le fait de Bergen, suivie de Trondheim et Stavanger, la zone d'Oslo n'arrivant qu'en cinquième position. Comment expliquer que l'accroissement enregistré dans le bassin d'emploi d'Oslo ait été plus faible au cours de la période la plus récente? Cette tendance est trop récente et ne porte que sur une très courte période, et l'on en est donc réduit à des hypothèses telles que la pénurie d'espace en milieu urbain et les disparités croissantes

Graphique 1.3. **Taux d'accroissement annuels de la population des principales villes-municipalités de Norvège, 1996-2006**

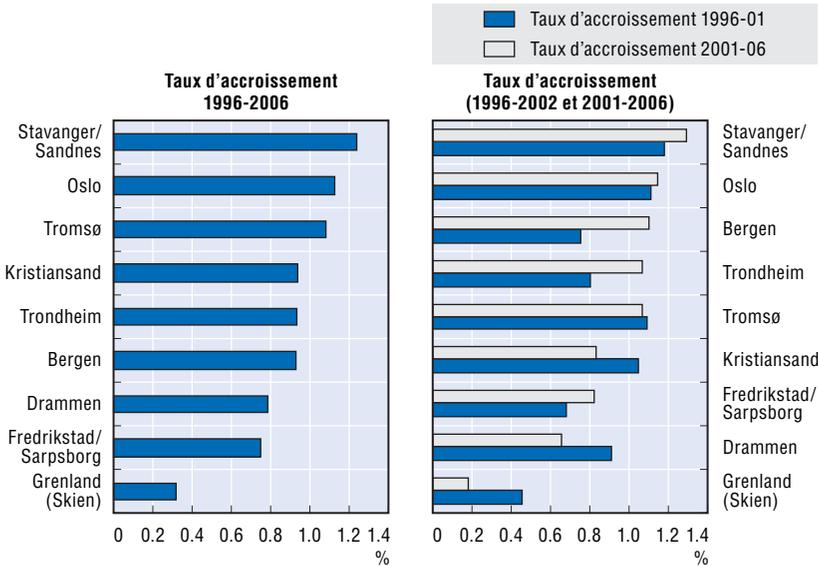


Source : Statistics Norway.

Graphique 1.4. **Accroissement de la population de neuf bassins régionaux de main-d'œuvre de Norvège, 1996-2006**



Source : Ministère des Collectivités locales et du Développement régional.

Graphique 1.5. **Taux d'accroissement annuels de la population de neuf bassins régionaux de main-d'œuvre, 1996-2006**

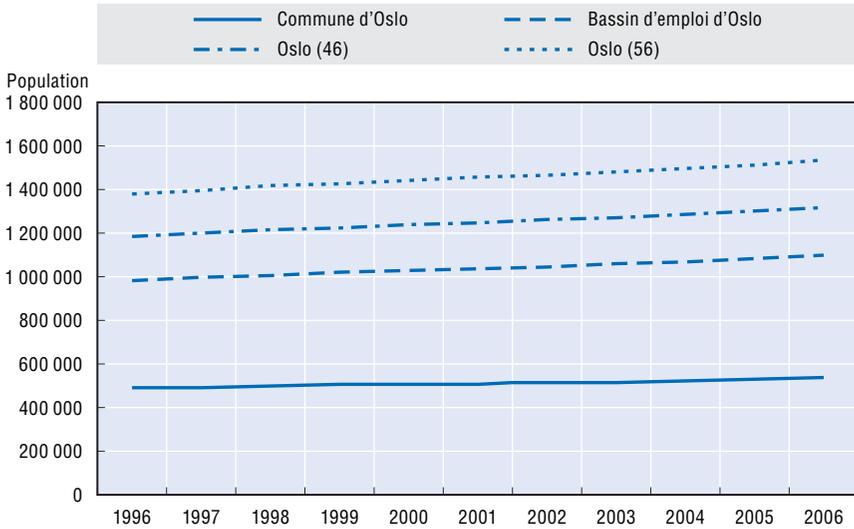
Source : Ministère des Collectivités locales et du Développement régional.

entre les différents quartiers, dues en particulier aux problèmes d'intégration des immigrants, qui rendent peut-être la région d'Oslo moins attractive pour les entreprises.

Si l'on compare la croissance de la population des villes principales et celle de leurs bassins d'emploi, la première est plus forte que la seconde sauf dans le cas de Bergen et d'Oslo. Dans le cas d'Oslo comme dans celui de la plupart des capitales, cela peut être dû à un ensemble de facteurs : loyers plus élevés dans le centre ville, encombrement, pollution, mais également création et croissance des entreprises et des pôles d'activités dans un bassin d'emploi plus vaste. Dans tous les autres cas, les taux de croissance de la ville principale et du bassin de main-d'œuvre régional restent plus ou moins similaires, bien que l'on constate parfois, comme à Tromsø, de légères différences en faveur du centre. À Tromsø, c'est peut-être la densité de population plus faible, notamment dans la municipalité du centre, qui explique que les zones périphériques ne soient pas beaucoup plus attractives que le centre urbain.

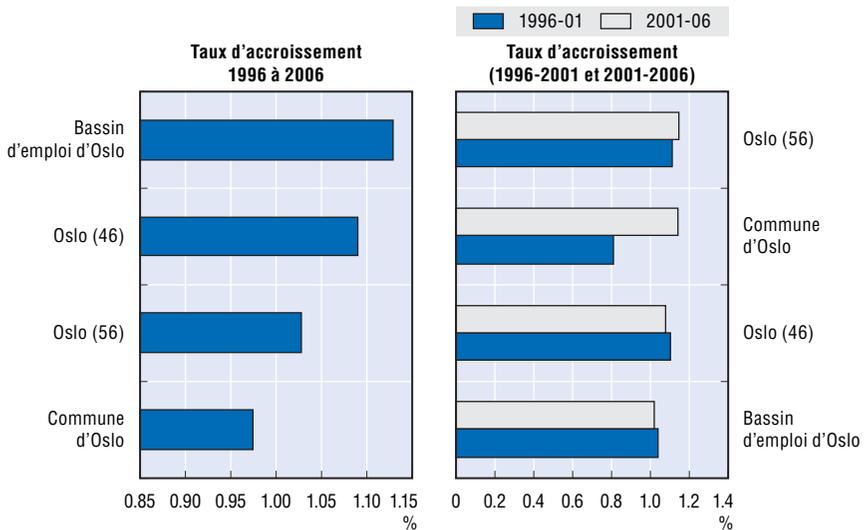
Enfin, le graphique 1.6 ci-dessous compare la croissance en chiffres absolus de l'agglomération de la capitale, basée sur la municipalité d'Oslo, du bassin d'emploi régional, de la région d'Oslo et de la zone plus vaste correspondant à l'Alliance d'Oslo. En observant l'évolution des taux de croissance au cours des dix dernières années (graphique 1.7) on peut en arriver aux conclusions suivantes :

Graphique 1.6. **Accroissement de la population d'Oslo et environs, 1996-2006**



Source : Statistics Norway et ministère des Collectivités locales et du Développement régional.

Graphique 1.7. **Taux d'accroissement annuels de la population d'Oslo et des régions voisines, 1996-2006**



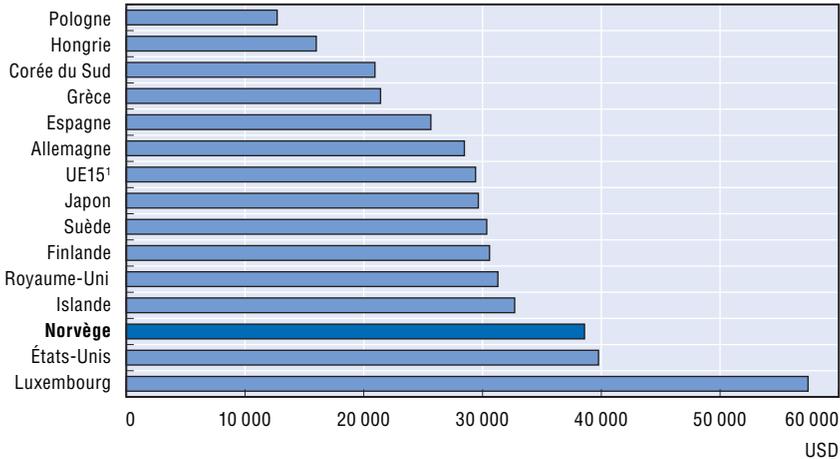
Source : Statistics Norway et ministère des Collectivités locales et du Développement régional.

la municipalité d'Oslo a connu une croissance plus faible (moins de 1 %) que les zones environnantes, le bassin d'emploi régional enregistrant la plus forte croissance (environ 1.12 % par an), ce qui montre que les principales activités économiques et les principaux lieux de résidence se trouvent dans le premier cercle autour de la capitale. L'agglomération d'Oslo enregistre un taux de croissance d'environ 1.8 % contre 1.3 % pour la zone plus vaste correspondant à l'Alliance d'Oslo. Là encore, plus on s'éloigne du centre, plus l'activité économique et les densités de population ont tendance à diminuer. Si l'on examine l'évolution de la situation au cours des cinq dernières années seulement (graphique 1.7), il apparaît que la population de la municipalité d'Oslo a augmenté plus rapidement qu'au cours de la période précédente (1.18 % contre 0.80 %). Inversement, tous les autres territoires enregistrent des taux de croissance comparables ou plus faibles au cours des cinq dernières années par rapport à la période quinquennale précédente. Il est possible que cela tienne à l'afflux récent d'immigrants dans certains quartiers du centre ville.

1.1.3. Changements structurels de l'économie

La Norvège enregistre une croissance régulière de son PIB depuis le début des années 90, avec un taux moyen de plus de 3 % entre 1991 et 2003, nettement supérieur à celui des pays de l'OCDE (2.5 %) (OCDE, 2005d). La Norvège vient au 8^e rang de ces pays, derrière l'Irlande, le Luxembourg; la Corée, l'Australie et trois pays d'Europe centrale. Cette bonne performance est naturellement liée à l'essor de son secteur pétrolier (voir plus bas). Pour le PIB par habitant, la Norvège occupait en 2004 le troisième rang mondial, derrière le Luxembourg et les États-Unis (voir graphique 1.8).

En Norvège, le nombre d'emplois dans l'agriculture et l'industrie ne cesse de diminuer. L'agriculture employait 5.3 % de la main-d'œuvre en 1994 et 3.5 % seulement dix ans plus tard tandis que pour l'industrie, les chiffres correspondants sont de 23.4 % et 20.9 %⁸. Inversement, la part du secteur des services est passée dans le même temps de 71.3 % à 75.6 % (OCDE en chiffres 2005). Ces tendances, observées dans beaucoup de pays, dissimulent généralement les changements majeurs qu'a connus l'économie norvégienne au cours des années 90 en raison de l'exploitation plus intensive des gisements de gaz et de pétrole de la Mer du Nord et de la Mer de Norvège, et de la mise en exploitation récente des ressources pétrolières de la Mer de Barents (gisement « Blanche Neige »), qui contiendrait d'énormes réserves. Comme on le verra, l'exploitation de ces ressources naturelles joue maintenant un rôle très important dans l'économie norvégienne, bien que son impact sur l'emploi soit encore relativement faible.

Graphique 1.8. **Produit intérieur brut par habitant d'un certain nombre de pays, 2004**

1. Pays membres de l'UE au 1 mai 2004.

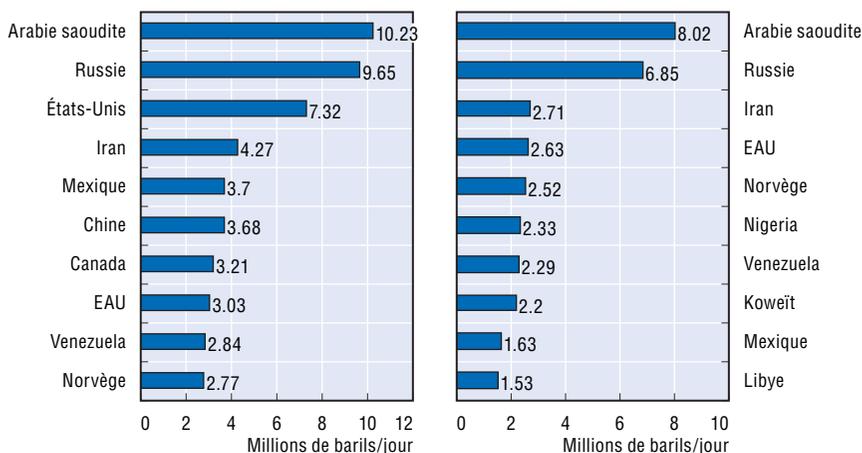
Source : OCDE en chiffres 2005 – Tableaux des PIB.

Le pétrole et son impact sur les autres secteurs

La Norvège était en 2006 le cinquième exportateur mondial de pétrole (GNL et condensats compris) derrière l'Arabie Saoudite, la Russie, l'Iran et les Émirats arabes unis (voir graphique 1.9). La part de l'exploitation de ces ressources naturelles dans l'économie norvégienne a augmenté au fil des ans en raison, d'une part, de l'accroissement de la production et d'autre part, de la hausse continue des cours du pétrole et du gaz. Ce secteur constitue maintenant une part très importante de l'économie. En 2006, il a représenté au total 25 % du PIB, 36 % des recettes publiques, 24 % de l'ensemble des investissements et 51 % des exportations (ministère du Pétrole et de l'Énergie, 2007). L'essor de la production de pétrole, avec ses industries directement en amont, a donné naissance à une « économie duale ». Le secteur florissant des combustibles fossiles, qui assure des recettes en augmentation régulière mais n'a qu'un impact assez limité sur l'emploi (selon Statistics Norway, il ne comptait que 59 622 salariés à la fin de 2005, sur un nombre total de 2 298 000) a des caractéristiques très différentes de celles de tous les autres secteurs. En particulier, son développement continu est fortement tributaire de facteurs exogènes, en tout état de cause beaucoup plus que les services ou le secteur manufacturier qui sont exposés à la concurrence mondiale.

Le problème que pose l'accroissement de la part des recettes pétrolières et gazières dans l'économie consiste à éviter qu'il n'ait des effets négatifs à long terme sur la compétitivité des autres secteurs, dans la mesure où ces recettes contribuent fortement à faire de la Norvège un pays à coûts élevés⁹. L'économie

Graphique 1.9. Principaux pays producteurs et exportateurs de pétrole en 2006



Source : Petroleum Economics Ltd.

norvégienne doit donc s'efforcer constamment de maintenir un haut niveau de productivité et d'innovation dans tous les secteurs. L'autre risque est que les recettes pétrolières alimentent l'inflation. La Norvège l'a évité en créant en 1990 le Fonds pétrolier, maintenant appelé judicieusement Fonds public de pension – Global (voir encadré 1.1) car il a pour but de contribuer à couvrir le coût croissant des retraites lié au vieillissement de la population (voir plus loin).

Malgré ces politiques, les hausses récentes des prix du pétrole peuvent encore avoir des effets pervers, comme il est dit dans *Études économiques de l'OCDE : Norvège* (2005). « Le renchérissement récent du pétrole se traduit donc par des chocs positifs exogènes, *premièrement* sur les termes de l'échange, modifiant les prix relatifs et donc les flux de facteurs en faveur du secteur pétrolier et aux dépens des autres secteurs, et, *deuxièmement*, sur la demande intérieure, privée et publique, à moyen terme. L'ampleur du choc est telle qu'il pourrait en résulter des pressions sur les salaires, l'inflation et le taux de change. L'enjeu consiste ici à stabiliser la production en utilisant judicieusement les politiques macroéconomiques, ainsi qu'à préserver la compétitivité du secteur non pétrolier en faisant preuve de discipline sur le plan budgétaire et en mettant en œuvre des réformes structurelles ambitieuses. »

L'impact territorial de la production de pétrole et de gaz est inégal dans la mesure où il est lié à l'emplacement et à l'exploitation des réserves sous-marines. Les premières découvertes et la mise en exploitation des gisements sous-marins ont eu lieu sur le plateau continental de la Mer du Nord et de la Mer de Norvège. Les effets liés à l'approvisionnement et à la maintenance (production, installation et réparation des plates-formes) et les effets indirects

Encadré 1.1. Le Fonds de pension gouvernemental – Global

Le Fonds pétrolier gouvernemental a été créé en 1990 pour constituer des réserves financières afin de préserver une part équitable des recettes pétrolières actuelles pour les générations et les décennies futures, et pour empêcher les fluctuations à court terme du prix du pétrole d'influer sur les dépenses dans le budget courant et celui du prochain exercice. Le fonds est pleinement intégré dans le budget de l'État et ses allocations nettes reflètent le surplus budgétaire total (y compris les revenus du pétrole). Ce fonds n'a pas été alimenté jusqu'en 1996 en raison de la récession du début des années 90, mais ses actifs ont rapidement augmenté au cours des dernières années. Comme le préconisaient des Études antérieures de l'OCDE (par exemple OCDE, 2004a), le gouvernement a décidé en 2005 d'établir le Fonds de pension gouvernemental englobant le précédent Fonds pétrolier gouvernemental (renommé Fonds de pension gouvernemental-global) et le Fonds du système national d'assurance (renommé Fonds de pension gouvernemental-Norvège). Il apparaît que son rendement réel assure un préfinancement partiel des paiements futurs à effectuer au titre des pensions. Ce fonds vise principalement à transformer des ressources en voie d'épuisement (pétrole et gaz) en actifs financiers. Comme ces richesses appartiennent théoriquement aux générations présentes et futures de Norvégiens, il conviendrait de préserver le capital et de n'en dépenser que le revenu pour permettre aux générations futures de disposer comme elles l'entendent de ces rentrées.

En tant qu'outil de politique monétaire (en stérilisant les apports de capitaux étrangers et en empêchant toute appréciation de la monnaie due aux recettes pétrolières), le fonds empêche également toute fluctuation marquée de la couronne norvégienne. Le fonds est géré par Norges Bank, mais de façon distincte des réserves monétaires officielles et des fonctions ordinaires de la banque centrale. Selon les directives du ministère des Finances en matière d'investissement, le capital du fonds est investi exclusivement dans des actifs étrangers, et 50 à 70 % du portefeuille consistent en actifs à revenu fixe et 30 à 50 %, en prises de participation. Le fonds est diversifié géographiquement, environ 50 à 60 % des avoirs étant investis en Europe, et 40 à 50 % aux Amériques, en Asie et en Océanie. Le ministère détermine un portefeuille de référence et fixe les écarts que la Banque est tenue de ne pas dépasser par rapport à cette référence. La valeur des actifs du fonds était de NOK 357 milliards en 1998, et elle est passée à NOK 1 784 milliards (soit plus de 110 % du PIB de la Norvège continentale) à la fin de 2006. Le retour total sur le fonds au cours des deux dernières années a été de 21 %, ce qui a été dû essentiellement aux rendements élevés des marchés participatifs. Entre 1997 et 2006, le rendement réel moyen a été de 4.6 % par an, déduction faite des frais de gestion. En 2004, de nouvelles règles éthiques ont été adoptées en ce qui concerne la répartition des investissements internationaux du fonds. En avril 2007, le gouvernement a fait savoir qu'il envisageait de porter à 60 % la part des marchés participatifs dans le portefeuille.

Source : OCDE (2005), *Études économiques de l'OCDE : Norvège*, les Éditions de l'OCDE, Paris, et ministère des Finances.

sur l'économie de services locale (hôtels, restaurants, transports) se sont ainsi fait sentir au large de la côte du sud-ouest et du centre de la Norvège. Stavanger est devenue la « capitale pétrolière » du pays et le pétrole a remplacé rapidement tout à la fois la pêche et la construction navale, qui doit affronter une vive concurrence de la part des pays à bas coûts. Bergen et Kristiansund ont également tiré parti de cette nouvelle activité. Enfin, la R-D dans le secteur pétrolier et le développement des compétences dans le cadre des établissements universitaires sont concentrés dans cette partie du pays.

À mesure que la production des énormes réserves de la Mer de Barents augmente (en particulier celle du gisement « Blanche Neige »), on peut s'attendre à certains effets au niveau régional. Ceux-ci pourraient même être assez considérables. C'est ainsi que l'on prévoit de créer jusqu'à 4 300 nouveaux emplois directs et indirects dans le nord de la Norvège d'ici à 2025, et de passer avec des entreprises locales des marchés d'une valeur de EUR 2.5 milliards (Secrétariat de Barents, 2006). En revanche, le climat particulièrement rigoureux de l'extrême nord du pays et l'obscurité qui y règne pendant deux mois de l'année constituent de sérieux obstacles à un afflux de migrants dans une région qui pourrait être qualifiée de « Nouvel Eldorado ». Si l'on tient compte également du fait que la base de l'industrie pétrolière est déjà installée dans le centre et le sud-ouest de la Norvège, il est probable que la principale source d'offre pour l'exploitation de ces ressources restera située ailleurs que dans le nord du pays. En revanche, une politique régionale dynamique et des avantages fiscaux accordés aux entreprises et aux particuliers dans cette partie du pays (voir plus loin) peuvent aider à y attirer de nouvelles entreprises et des migrants car un grand nombre d'emplois seront probablement créés dans le secteur des services.

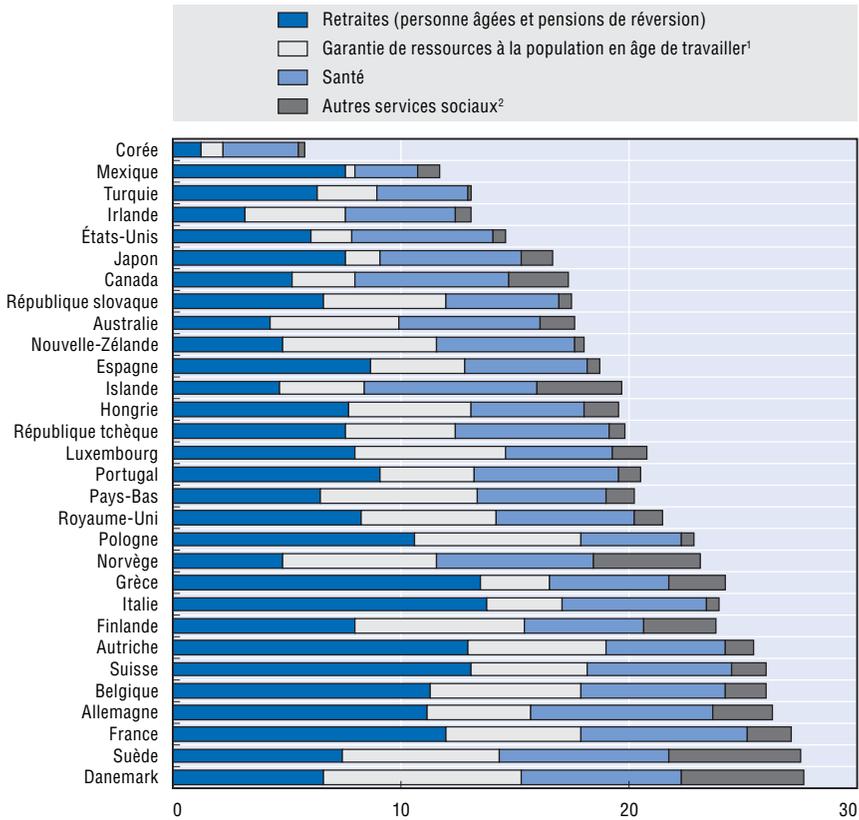
1.1.4. Changements sociétaux et effets à long terme

Vieillesse de la population et problèmes connexes

Grâce aux recettes régulièrement croissantes que lui assure sa production de pétrole, la Norvège est mieux à même que les autres pays de faire face à l'impact budgétaire du vieillissement de sa population, comme en témoigne la création du Fonds de pension. Néanmoins, le coût des congés de maladie et des indemnités d'invalidité relativement plus élevé que dans les autres pays de l'OCDE, à quoi s'ajoute un niveau considérable de sortie du marché du travail en raison du risque d'invalidité, risque de créer des problèmes de financement public à long terme, même si les recettes pétrolières continuent à augmenter. Cette éventualité est d'autant plus à redouter que les dépenses de santé des personnes âgées augmentent. Bien que les dépenses liées aux prestations sociales de la Norvège (comme celles des autres pays nordiques) sont dans la moyenne de celles des pays de l'OCDE (voir graphique 1.10), ces facteurs pourraient peser sur les dépenses publiques. Ces tendances et projections sociales et démographiques sont présentées brièvement ici, dans la mesure où

Graphique 1.10. **Prestations sociales assurées par l'État dans les pays de l'OCDE**

En % du PIB, 2001



1. La garantie de ressources à la population en âge de travailler inclut les indemnités d'invalidité (invalidité et maladie), des mesures dynamiques en faveur du marché du travail et les indemnités de chômage.
2. La catégorie « divers » inclut les allocations familiales et les indemnités de logement.

elles risquent fort de faire sentir leurs effets en particulier dans des zones éloignées ou périphériques déjà en difficulté. Les analyses suivantes proviennent des *Études économiques de l'OCDE : Norvège* (2005).

Comme la plupart des pays de l'OCDE, la Norvège doit s'attendre à un vieillissement considérable de sa population au cours des prochaines décennies. La proportion des personnes âgées de 65 ans et plus passera d'environ 15 % de la population à 24 % en 2040. Le rapport de la population de plus de 65 ans à celle âgée de 15 à 64 ans devrait pratiquement doubler pour atteindre 40 % en 2040, contre plus de 50 % pour les pays de l'OCDE, ce qui provoquera une réorientation marquée des ressources vers la prestation de services aux personnes âgées. Sur la

base des taux d'activité actuels, on prévoit que le rapport des personnes actives aux retraités (tout inactif de plus de 50 ans étant considéré comme retraité) tombera de près de 3 pour 1 en 2000 à un peu plus de 1.7 pour 1 en 2050. L'accroissement de la population en âge de travailler tombera de près de 1 % par an actuellement à près de zéro en 2050. Au cours des prochaines décennies, la Norvège risque donc d'avoir à faire face à un ralentissement de sa croissance économique, à de graves pénuries de main-d'œuvre et à une fiscalité de plus en plus lourde pour financer un volume accru de services et de transferts aux personnes âgées.

Travailleurs âgés et âge de la retraite

Les taux d'emploi des personnes âgées en Norvège sont parmi les plus élevés des pays de l'OCDE et les retraités bénéficient de taux raisonnables de remplacement de leur revenu. Les dépenses consacrées aux pensions de vieillesse publiques, qui représentent environ 7 % du PIB, sont nettement plus faibles que dans la plupart des autres pays de l'OCDE (voir graphique 1.10). Toutefois, lorsque ces nombreuses cohortes d'actifs prendront leur retraite, elles bénéficieront de prestations beaucoup plus importantes que les générations précédentes, et la plupart des gens en âge de partir à la retraite auront alors droit à des pensions publiques de vieillesse à taux intégral. Les dépenses de retraite se mettront à augmenter rapidement. On prévoit qu'en l'absence de réformes, la Norvège cessera d'être un des pays de la zone OCDE les moins dépensiers dans ce secteur pour devenir l'un de ceux qui dépensera le plus.

En conséquence, bien que la Norvège ait l'un des taux globaux d'emploi des travailleurs âgés (de 55 à 64 ans) les plus élevés des pays de l'OCDE, les taux d'emploi baissent fortement avec l'âge, en particulier à partir de 62 ans. Un tiers seulement des personnes âgées de 64 ans ont un emploi, bien que l'âge officiel de la retraite soit de 67 ans. Dans les années 90, les taux d'emploi ont augmenté en moyenne, mais ils ont diminué pour les personnes âgées de 62 ans et plus. Malgré un marché du travail restreint, le nombre moyen d'heures ouvrées a diminué depuis 1995 d'au moins cinq par semaine, tant pour les salariés dans la force de l'âge que pour ceux qui sont âgés de 55 à 59 ans. Cette diminution est encore plus marquée pour les travailleurs âgés de 60 à 64 ans. Par ailleurs, l'âge moyen de la retraite a tendance à diminuer depuis le milieu des années 80, passant d'environ 68 ans à près de 62 ans aujourd'hui. Cette évolution tient à l'adoption en 1989 d'un système de départ à la retraite anticipé ainsi qu'à l'abaissement progressif, durant les années 90, de l'âge auquel il est possible de bénéficier de ce régime. Si l'on tient compte en outre de l'augmentation du nombre de personnes bénéficiant d'une pension d'invalidité grâce à un régime très accessible et généreux, l'âge effectif de sortie du marché du travail est tombé à 59-60 ans en 2004, soit l'un des âges les plus bas des pays de l'OCDE.

Congés de maladie, invalidité et sortie du marché du travail

Par rapport à d'autres pays, la Norvège a un taux d'activité très élevé, en particulier chez les personnes âgées, mais elle compte parmi elles l'une des plus fortes proportions de malades ou d'invalides (plus de 15 %, en moyenne des personnes âgées de 55 à 59 ans, et plus de 25 % du groupe d'âge 60 à 64 ans). Peu d'entre elles réintègrent finalement la vie active. En 2000, plus de 85 % des hommes et 66 % des femmes âgés de 50 à 59 ans qui ont quitté le marché du travail l'ont fait pour cause de maladie ou d'invalidité. Pour les personnes âgées de 60 à 64 ans, les régimes d'invalidité sont la principale voie de sortie de la vie active, avant même les départs à la retraite anticipés. De 1993 à 2001, le nombre de nouveaux cas d'invalidité n'a cessé d'augmenter. Récemment, leur nombre a semblé se stabiliser chez les travailleurs âgés, mais il augmente fortement chez les personnes âgées de 30 à 50 ans.

Un congé de maladie de longue durée débouchant souvent sur un statut d'invalide, il n'est pas surprenant que la Norvège compte le plus grand nombre de jours annuels d'arrêt de travail pour cause de maladie (24), soit deux fois plus que la moyenne des pays de l'OCDE (12), ainsi que le taux d'invalidité le plus élevé de la zone OCDE. En Norvège, le nombre de jours de congé de maladie est en augmentation depuis le milieu des années 80. Le nombre de jours de congés de maladie payés est passé de huit par salarié et par an en 1983 au niveau record de 14.2 en 2003. Depuis le premier trimestre de 2004, cette tendance s'est inversée, diminuant d'environ 10 % entre 2003 et 2004 et de près de 20 % entre 2003 et 2005, ce qui semble être dû à l'application de règles de contrôle plus strictes (OCDE, 2006b). En 2006, le nombre de jours de congé de maladie a toutefois augmenté d'environ 3.5 % par rapport à 2005, selon Statistics Norway.

Dépenses et financements liés à l'âge

D'après les estimations les plus récentes faites au niveau national, le coût total des pensions de vieillesse et d'invalidité et des prestations assurées aux personnes âgées ajouté à celui de l'ensemble des prestations dont bénéficient les personnes âgées représenterait en 2050 une part du PIB de la Norvège continentale en augmentation de 10 points de pourcentage (19 % au lieu de 9 %), en supposant que le nombre d'invalides et de personnes prenant une retraite anticipée n'augmente pas encore davantage. L'augmentation des dépenses de santé y compris des coûts liés aux perfectionnements technologiques et aux soins de santé à assurer aux personnes âgées est plus difficile à évaluer mais d'après les services compétents, il pourrait atteindre 4 points de pourcentage du PIB. La hausse des dépenses de santé porterait à environ 14 à 15 % du PIB l'augmentation totale des dépenses liées aux personnes âgées.

Les dépenses de santé en pourcentage du PIB sont restées plus ou moins stables jusqu'à la fin des années 90, mais elles ont commencé à augmenter après cette date, pour atteindre 9.5 % du PIB en 2002, soit un point de pourcentage de plus que la moyenne de l'OCDE (graphique 1.11). Elles ont représenté 12 % du PIB de la Norvège continentale en 2002, chiffre le plus élevé de la zone OCDE à l'exception d'un seul¹⁰. Les dépenses de santé *par habitant* de la Norvège placent ce pays au troisième rang de la zone OCDE, après les États-Unis et la Suisse, elles dépassent de plus de 50 % la moyenne des pays de l'OCDE et sont également très supérieures à celles des autres pays nordiques.

Caractéristiques de l'immigration

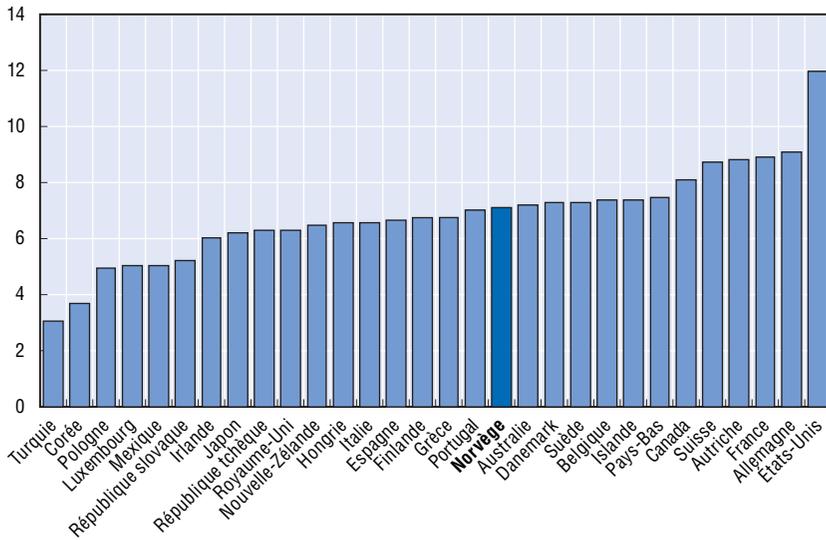
En 1970, les immigrants ou les personnes dont les deux parents étaient des immigrés représentaient 1.5 % seulement de la population norvégienne. Au début de 2006, on comptait 387 000 immigrants, soit 8.3 % de la population¹¹. La Norvège a ouvert ses portes aux immigrants depuis 1970, accueillant non seulement des chercheurs d'emploi, mais aussi un nombre croissant de demandeurs d'asile. L'importance des groupes originaires de Somalie, des Balkans et maintenant d'Irak témoigne de cette politique d'ouverture, qui va de pair avec le niveau le plus élevé du monde d'aide bilatérale au développement en pourcentage du revenu national brut ou RNB (0.87 % en 2004, alors que le niveau de 0.7 % fixé comme objectif par les Nations Unies n'est atteint que par quatre autres pays). La population immigrée en Norvège est originaire de plus de 200 pays différents. L'immigration a augmenté du fait des guerres balkaniques des années 90 et ces dernières années, la plupart des nouveaux immigrants sont venus en Norvège dans le cadre de regroupements familiaux.

Il s'agit dans une grande majorité des cas (318 500) d'immigrants de la première génération, tandis que 68 200 sont nés en Norvège de deux parents nés à l'étranger. Parmi les groupes les plus nombreux, ce sont les Pakistanais qui comptent le plus de personnes nées en Norvège (45 %) et parmi les personnes originaires du Maroc, d'Inde, du Sri Lanka, de Turquie et du Viêtnam, la proportion est supérieure à 30 %. Depuis 1970, les flux migratoires ont beaucoup changé. En 1970, 6 % seulement des immigrants venaient de pays extra-européens, d'Amérique du Nord et d'Océanie, mais ce pourcentage est passé à 56 % en 2006. On compte 53 000 immigrants des pays nordiques, 49 000 d'autres pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, 68 000 d'Europe de l'Est et 217 000 d'Asie (Turquie comprise), d'Afrique et d'Amérique du Sud.

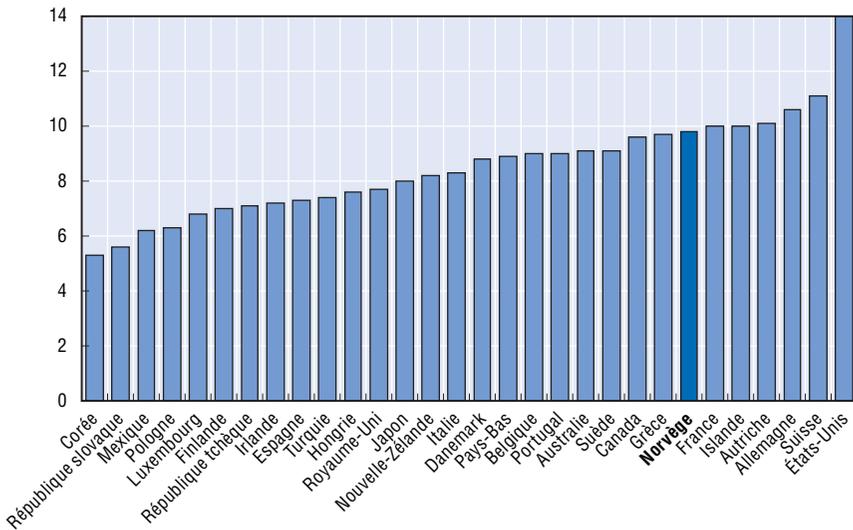
En janvier 2006, les immigrants en Norvège étaient très majoritairement d'origine non occidentale¹², et leur nombre s'élevait à 285 300 (soit 6.1 % de la population), les immigrants des pays occidentaux ne représentant quant à eux que 2.2 % de la population. Quinze groupes d'immigrants comptent plus de 10 000 personnes, les Pakistanais étant les plus nombreux (27 700), suivis des Suédois (23 500), des Irakiens (20 000), des Danois (19 100) et des Vietnamiens

Graphique 1.11. **Dépenses totales de santé des pays de l'OCDE**

En pourcentage du PIB
1995¹



2002¹



1. Ou année la plus proche pour laquelle on dispose de données.

Source : Eco-santé OCDE, 2007.

(18 333)¹³. L'évolution observée au cours des cinq dernières années montre que le nombre d'immigrants d'Europe occidentale n'augmente pratiquement plus. Le nombre de Russes a plus que doublé et celui des Irakiens, des Somalis et des Polonais a pratiquement doublé. Parmi les groupes d'immigrants les plus nombreux, celui des Allemands est le seul groupe occidental en forte croissance. Quarante-sept pour cent des immigrants ont la nationalité norvégienne. Près de 45 % résident à Oslo et dans les environs, mais la plupart des municipalités comptent des habitants d'origine étrangère (voir graphique 1.12).

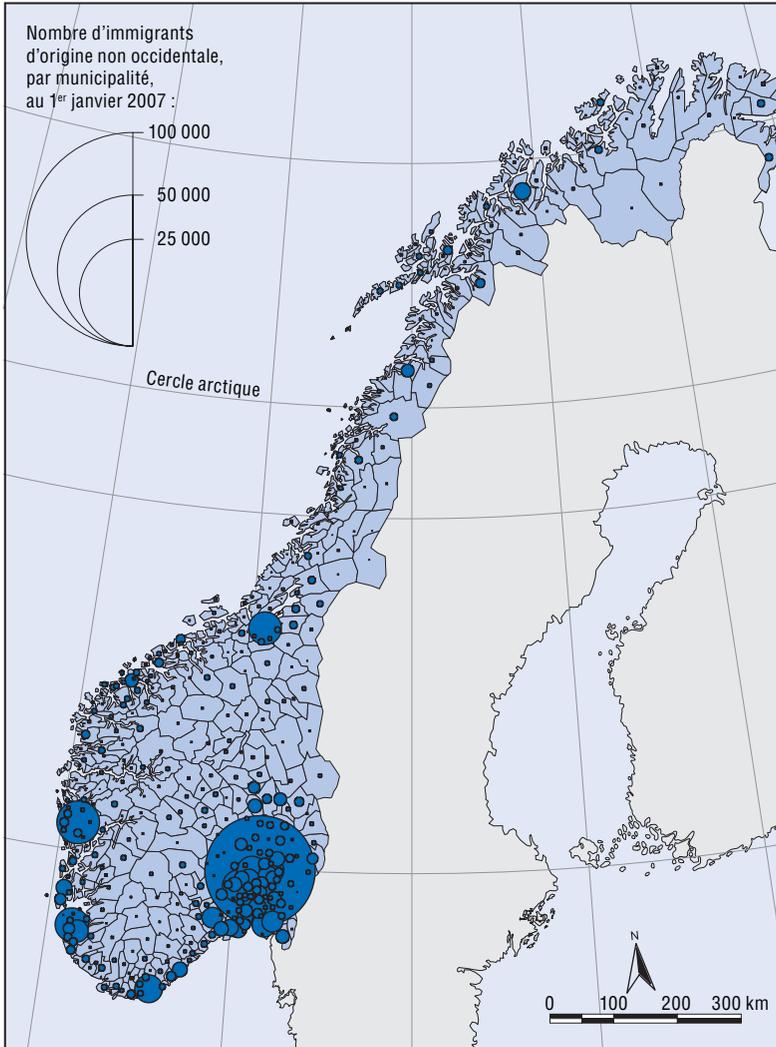
Les taux d'activité et de chômage des immigrants sont respectivement plus faible et plus élevé que dans l'ensemble de la population. Toutefois, le taux d'emploi des immigrants de la première génération est passé de 56.6 % à 57.5 % entre le quatrième trimestre de 2004 et le quatrième trimestre de 2005. Dans l'ensemble du pays, le taux d'emploi n'a augmenté que de 0.1 point de pourcentage (passant de 69.3 % à 69.4 %). Le taux de chômage officiel des immigrants a diminué de 1.8 point de pourcentage, tombant de 10 % à 8.2 %, entre février 2005 et février 2006. Au sein du reste de la population, le taux de chômage officiel est tombé de 3.4 % à 2.6 %. Durant la période considérée, c'est le taux de chômage des immigrants de sexe masculin qui a diminué le plus (-2.3 points de pourcentage) tandis que chez les immigrantes, cette baisse était de 1.2 points de pourcentage. Ces tendances montrent que les immigrants sont de mieux en mieux intégrés au marché du travail, pourvoyant essentiellement des postes exigeant peu de qualifications.

Il est difficile de se faire une idée précise de la migration totale de main-d'œuvre vers la Norvège du fait que les nationaux des pays nordiques n'ont pas besoin de permis et qu'ils ne sont pas enregistrés par les services d'immigration. Le nombre total de permis de travail accordés en 2005 a été de 50 500 (28 500 nouveaux permis et 22 000 renouvellements), soit 10 500 de plus qu'en 2004. Cela est dû à l'augmentation du nombre de renouvellements (plus 15 000) car celui des nouveaux permis a diminué de 4 500. Quatre-vingt douze pour cent de l'ensemble des permis de travail ont été accordés à des nationaux européens. Bien que ceux-ci ne représentent qu'une faible partie du nombre total d'immigrants, ils reçoivent la plus forte proportion de permis de travail, ce qui fait ressortir le fait que souvent, les immigrants non occidentaux sont au chômage ou travaillent dans l'économie souterraine.

L'élargissement de l'UE en 2004 a eu un effet considérable sur la migration de main-d'œuvre vers la Norvège. Si l'on inclut les renouvellements, 37 200 permis ont été accordés à des nationaux des nouveaux pays membres de l'UE en 2005 (et seulement 5 900 à des nationaux des pays membres de l'ancienne Europe des 15), soit 8 500 de plus qu'en 2004. Le nombre de permis délivrés pour la première fois a diminué de 5 800 (passant de 25 100 à 19.300), tandis que celui des renouvellements a augmenté de 14 300 (passant de 3 600 à 17 900). En 2005 comme en 2004, le plus grand nombre de permis a été accordé aux travailleurs

Graphique 1.12. Immigrants non occidentaux, par municipalité

Au 1.1.2007



Source : Statistics Norway.

polonais qui en ont reçu près de 24 200 (contre 18 000 en 2004), soit 65 % du total, suivis des Lithuaniens, avec 8 900 permis (contre 7 150 en 2004), puis des Lettons, avec 1 500 permis (contre 1 300 en 2004). En 2006 cette augmentation s'est poursuivie, mais elle concerne dans une proportion nettement accrue les renouvellements de permis, ce qui indique que davantage de migrants d'Europe centrale restent plus longtemps.

1.1.5. Défis à long terme auxquels est confrontée la Norvège

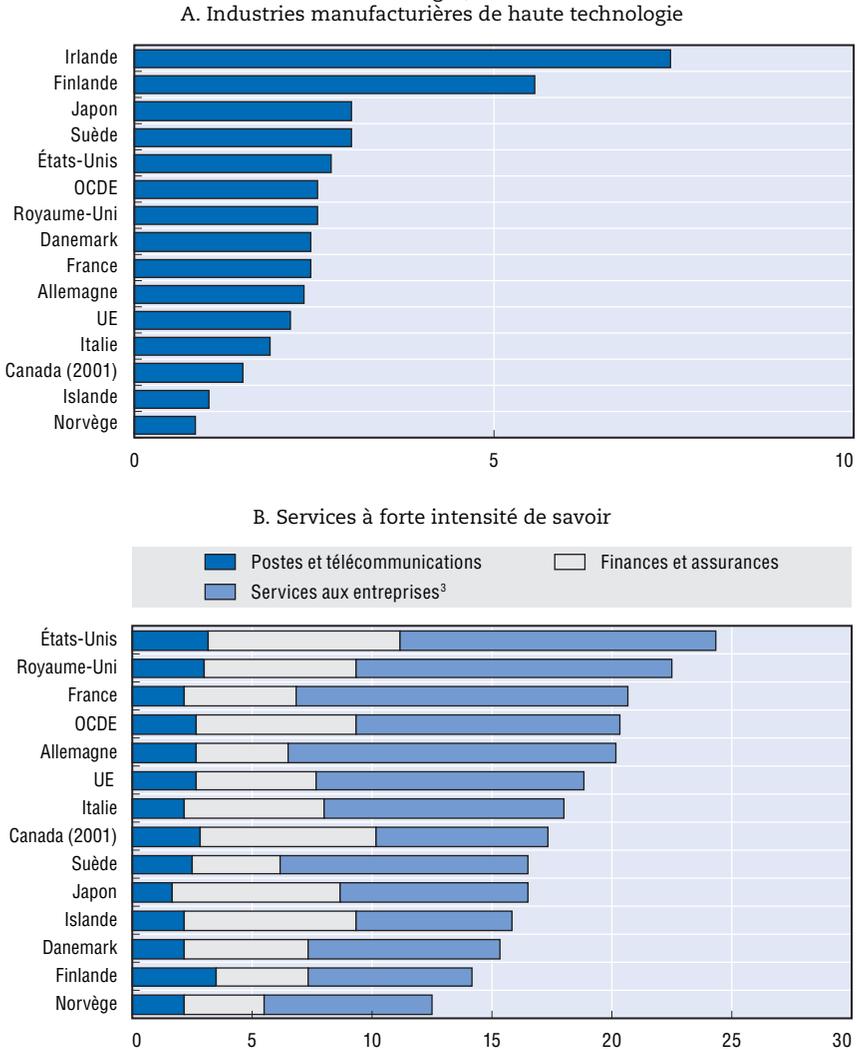
Création de valeur et développement industriel

D'une façon générale, l'industrie et le commerce de la Norvège reposent encore largement sur les matières premières. Au cours des dernières décennies, le développement du secteur pétrolier et les recettes considérables que celui-ci a assurées ont ouvert la voie à une amélioration des programmes de protection sociale et à une augmentation des salaires. Désormais plus tributaire qu'auparavant du pétrole et du gaz, la Norvège est également devenue plus vulnérable à l'évolution des prix du pétrole. Toutefois, même si le secteur pétrolier est le plus rentable, les industries lourdes produisant de l'aluminium, des alliages ferreux, de la pâte à papier et du papier restent compétitives. En fait l'« effet chinois » a accru la demande de produits typiques provenant de l'exploitation de ressources naturelles comme les métaux et le poisson. Les impératifs de la restructuration au sein des industries primaires, qui prédominent souvent dans les zones éloignées, se font ainsi plus pressants.

L'esprit d'entreprise en Norvège semble avoir faibli progressivement entre 2000 et 2004, mais il a connu une reprise depuis lors (London Business School et Babson, n.d.). En 2005 et 2006, 9 % de la population âgée de 18 à 64 ans ont participé aux premières phases de la création d'une entreprise, contre un peu plus de 7 % en 2004 (Rapport GEM pour la Norvège, 2006). Entre 2004 et 2006, on a observé une augmentation du nombre d'initiatives prises tant par des hommes que par des femmes pour créer une entreprise. Le développement de l'esprit d'entreprise chez les femmes est le facteur sous-jacent à cette tendance positive et compense en grande partie la diminution du nombre d'entreprises créées par des hommes. La Norvège reste ainsi en bonne position parmi les pays européens en ce qui concerne les start-ups, n'étant dépassée que par l'Islande, où en 2006, 11 % de la population en était aux stades préliminaires de la création d'une entreprise. Le fort pourcentage de la main-d'œuvre norvégienne ayant fait des études supérieures permet d'espérer un développement encore plus marqué de l'esprit d'entreprise, mais il reste difficile de mobiliser pleinement ces compétences pour mettre le territoire en valeur car beaucoup de personnes ayant fait des études cherchent un emploi dans des villes situées en dehors de la région dont elles sont originaires.

La Norvège est riche en ressources naturelles, bien placée du point de vue de la productivité de la main-d'œuvre et de la création de nouvelles entreprises, mais relativement à la traîne en matière de R-D et d'innovation. Comme l'indique le graphique 1.13, elle est très mal placée parmi les pays de l'OCDE en ce qui concerne la production manufacturière de haute technologie et les services à forte intensité de savoir (OCDE, 2005c). Elle a en outre la part la plus faible pour les secteurs à croissance lente (activités manufacturières de technicité faible à moyenne et agriculture), avec en contrepartie un certain niveau technologique dans le secteur public et l'industrie pétrolière. Grâce à

Graphique 1.13. **Composition de la production, par secteur**¹
Pourcentages, 2002²



1. Partie de la valeur ajoutée dans la valeur ajoutée totale.
2. Ou dernière années pour laquelle des données sont disponibles.
3. Les services aux entreprises incluent la location de machines et de matériel (71); les services informatiques (72); la recherche et développement (73); et des services divers (74).

l'utilisation de technologies avancées, la Norvège est parvenue à exploiter ses ressources naturelles pour pouvoir faire face au coût accru des services publics et du système de protection sociale de haute qualité qui s'inscrivent dans la tradition des pays nordiques, bien que les effets du vieillissement de la population commencent à se faire sentir. La Norvège étant un pays à coûts

élevés, en particulier du fait de ses ressources pétrolières, son avantage compétitif futur dépendra largement du maintien et du développement d'une main-d'œuvre au niveau de formation élevé capable d'assurer de nouveaux gains de productivité et de stimuler l'innovation.

La création de valeur et les nouvelles entreprises reposent sur des pôles d'activités dynamiques ayant un potentiel de croissance. Les domaines les plus favorables à cet égard en Norvège sont le pétrole et le gaz, les industries maritimes et marine, l'électricité et également le tourisme. Les services, qui emploient actuellement les trois quarts de la main-d'œuvre, constituent un élément clé pour renouveler et modifier la structure de l'économie. Les marchés internationaux des services sont également en pleine expansion. En outre, les distinctions traditionnelles entre l'industrie et les services s'estompent du fait du contenu croissant en services et en connaissances des divers produits mentionnés plus haut.

L'innovation se développe de plus en plus dans des domaines où la recherche, le savoir et l'expérience rencontrent un marché, ce qui nécessite une interaction accrue au sein des réseaux et le long des chaînes de valeur ajoutée. Le secteur privé et les responsables régionaux/locaux ont besoin de compétences et de réseaux pour assurer le succès des projets de développement de l'innovation fondés sur des partenariats. L'aptitude à tirer profit du savoir est très variable, et il faut donc renforcer plus particulièrement la capacité d'innovation d'un grand nombre de petites entreprises, et singulièrement leurs compétences commerciales, en leur faisant mieux connaître les besoins et les tendances du marché. Enfin, l'accès au crédit reste souvent un obstacle, tant pour les petites entreprises que pour les start-ups, en particulier dans les zones périphériques, d'où la nécessité de modèles de financement innovants : Innovation Norvège, SIVA et NRC, principaux organismes publics chargés de transférer des crédits de développement aux comtés, mettent actuellement en œuvre différents programmes à cette fin.

Un petit pays à l'économie ouverte doit absolument rester en phase avec les tendances internationales. Assurer l'accès des entreprises aux chaînes de valeurs globales et leur participation à celles-ci ne sera pas chose facile. Les changements structurels intervenus dans les échanges mondiaux en raison de la croissance rapide de la Chine et d'autres pays à bas coûts et à haut niveau technologique comme l'Inde, entraînent une baisse des coûts des produits importés, ce qui empêche une hausse des prix. Ces changements représentent également des défis mais aussi de nouvelles opportunités pour l'économie norvégienne. Du fait que la production à forte intensité de main-d'œuvre est transférée dans d'autres pays, une économie fondée sur le savoir et l'innovation s'impose dans un pays à coûts élevés comme la Norvège. Défendre des positions sur le marché en gardant son leadership et en étant à la pointe du développement sur un créneau particulier exige une interaction

entre l'innovation fondée sur le marché et celle qui repose sur la recherche du fait que les opportunités offertes par les nouvelles solutions technologiques et les besoins du marché se créent simultanément. Dans ce domaine, la Norvège doit encore élever son niveau de R-D, en particulier dans le secteur privé.

Faible rapport des dépenses de R-D au PIB : « le paradoxe norvégien »

Les dépenses totales de R-D pour l'ensemble des secteurs, y compris les administrations publiques et l'enseignement supérieur, se sont élevées à NOK 29.6 milliards en 2005 (Statistics Norway, 2006), soit une progression de 6.5 % par rapport à 2004. Elles ont représenté 1.5 % du PIB de la Norvège continentale en 2005, ce qui représente une baisse par rapport à 2004 et 2003 (1.6 et 1.7 % respectivement). Cette diminution est due à la forte augmentation du PIB, qui tient en partie à l'accroissement des recettes pétrolières (11 % en 2005 et 9 % en 2004). En Norvège, c'est surtout la part des entreprises et de l'industrie dans la R-D qui a diminué. Celle-ci n'a représenté que 0.8 % du PIB total, contre 0.9 % en 2004 et 1 % en 2003. Ces chiffres incluent les centres de recherche travaillant pour les entreprises et l'industrie. Les chiffres correspondants pour la Suède, la Finlande et le Danemark sont de 2.9 %, 2.5 % et 1.7 % du PIB respectivement (OCDE, 2007a).

Ce que l'OCDE appelle le « paradoxe norvégien » dans *Études économiques de l'OCDE : Norvège* (2007) tient au fait qu'en dépit de la faiblesse des moyens consacrés à l'innovation et également des résultats limités obtenus dans ce domaine, le revenu par habitant de la Norvège est très élevé en comparaison de celui des autres pays, même si l'on exclut les recettes pétrolières. Le PIB de la Norvège continentale représente environ 75 % du PIB total compte tenu des prix très élevés du pétrole. Le niveau et le taux de croissance de la Productivité totale des facteurs (PTF) sont respectables par rapport à ceux des autres pays. L'innovation au niveau des procédés et des systèmes de production a probablement un effet positif sur la croissance des PTF du fait que de meilleurs résultats peuvent être obtenus avec moins de ressources. Le paradoxe norvégien peut être considéré comme cette combinaison de revenus élevés et dynamiques avec une activité d'innovation mesurée limitée. Parmi les explications possibles figure une sous-représentation de l'économie dans les secteurs à forte intensité d'innovation du fait que celle-ci repose essentiellement sur les ressources naturelles. Ce qui compte en fait pour être productif, c'est d'utiliser les innovations (même si celles-ci viennent d'ailleurs), et pas nécessairement de les concevoir sur place. Selon un autre point de vue, la R-D est particulièrement importante pour les industries de pointe, mais les meilleurs gains de productivité peuvent être obtenus dans les industries à faible technicité moyennant des dépenses limitées. L'autre paradoxe est donc que la théorie de l'innovation d'aujourd'hui ne parvienne pas à expliquer la croissance économique durable de la Norvège.

Il est vrai que la Norvège compte peu d'industries de pointe en dehors du secteur pétrolier. Celle-ci fait appel pour environ 80 % à des technologies assez traditionnelles, soit un pourcentage nettement plus important que dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE. Cela n'est pas nécessairement synonyme de faible productivité et de fait, celle-ci est généralement forte en Norvège. Cela s'explique en partie par une réaction aux niveaux élevés de PIB par habitant qui ont été stimulés par la progression des exportations de pétrole. On peut conclure de ce qui précède que le paradoxe norvégien est réel. Malgré un climat politique favorable à l'innovation, les dépenses consacrées à celles-ci sont limitées. Une progression régulière de la productivité est essentiellement synonyme d'innovation car elle crée une demande de produits nouveaux et de meilleurs moyens de production et de distribution de tous les produits. Malgré le fait qu'une réduction de la production et des recettes pétrolières est encore éloignée, la Norvège a réellement besoin de trouver des moyens d'investir plus que maintenant dans l'innovation si la prospérité doit rester au rendez-vous.

Gérer les coûts accrus des retraites et de la protection sociale

La production et les recettes pétrolières contribuent fortement à la croissance économique, mais cela n'est pas sans risques pour les autres secteurs de l'économie et la compétitivité future de la Norvège sur les marchés internationaux, car cette importante source de recettes fiscales, qui contribue pour une part importante au budget national, ne peut à elle seule assurer la viabilité du modèle norvégien de protection sociale face au vieillissement accru de la population. Il est dit clairement dans un document de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE (Bellone et Bibbee, 2006) que le régime de retraites et le système de protection sociale des personnes âgées tels qu'ils existent actuellement sont loin d'être viables « même si la totalité des recettes de (l'ancien) Fonds du pétrole (remplacé maintenant par le Fonds de pension) était consacrée à la satisfaction des promesses concernant les futures retraites et le maintien des normes actuelles de soins de santé du fait de l'augmentation du rapport du nombre de retraités à celui des personnes actives ». Les réformes sont donc jugées « à la fois nécessaires et urgentes si l'on veut réduire les futurs coûts budgétaires du vieillissement de la population tout en optimisant le taux de croissance de l'économie, en particulier en encourageant la main-d'œuvre à travailler plus longtemps et efficacement ».

Une réforme est en cours dans ces domaines, sur la base d'un Livre blanc publié par l'administration en décembre 2004 et qui propose de futures mesures qui limiteront inévitablement quelque peu certains avantages tels que ceux déjà indiqués, notamment la possibilité d'un départ à la retraite anticipé assorti de conditions avantageuses, des régimes généreux d'invalidité et de congés de maladie débouchant sur une retraite anticipée et une imposition des retraites plus faible que celle des salaires. Ces caractéristiques sont au cœur d'un

État-providence qui sera de plus en plus sollicité à mesure que le vieillissement de la population s'accroîtra et s'accompagnera d'une augmentation des cohortes de retraités ainsi que de pressions en faveur d'un accroissement des soins de santé à assurer aux personnes âgées. C'est là un formidable défi à relever, non seulement à cause des enjeux sociétaux qui en résultent, mais aussi parce qu'il y va du bon fonctionnement futur des municipalités qui assurent la majeure partie des services publics du pays.

Il existe un large consensus politique sur la nécessité d'une réforme. Certaines des caractéristiques de celle qui est envisagée, sur la base des propositions de la Commission des pensions (janvier 2004) et des lignes directrices du Livre blanc, sont présentées ici. Un départ à la retraite anticipé serait moins attractif (l'âge obligatoire de la retraite est actuellement de 67 ans). Il n'y aurait pas de limite supérieure à l'âge de la retraite. Suivant ce principe et avec de meilleures incitations au travail et une nouvelle méthode d'indexation, le ministère des Finances estime que grâce à la réforme, les engagements au titre des pensions non financés seraient ramenés d'un niveau correspondant à quelque 400 % du PIB de la Norvège continentale à 250 % (chiffre qui reste astronomique) en 2050! Pour donner une idée de l'ampleur du problème tel qu'il se pose aujourd'hui, le document de travail de l'OCDE souligne que la valeur des engagements au titre des retraites dépasse nettement le montant total des avoirs du Fonds du pétrole et du Fonds national d'assurance qui ne font maintenant plus qu'un.

En bref, « même si elle est finalement adoptée telle quelle, la réforme permettra de combler moins d'un tiers du déficit de financement prévu en raison des retraites, et de nombreuses incertitudes subsistent quant à l'effet qu'auront les réformes des retraites proposées sur l'offre de main-d'œuvre. Compte tenu également des autres risques considérables que font peser sur le budget les prestations à long terme et les soins de santé, cela implique que des réformes plus ambitieuses seront presque certainement nécessaires dans d'autres domaines ». Les choix qui seront faits ne sauraient être neutres du point de vue du développement régional car les zones où les tendances au vieillissement de la population sont souvent plus prononcées (zones éloignées et périphériques) sont celles qui sont actuellement visées en priorité par les programmes de financement régional (voir chapitre 2). Il s'agit là certainement d'un défi qui pourrait nécessiter la prise de mesures de sauvegarde spéciales.

Immigration et développement territorial

Comme dans beaucoup de pays d'immigration, on observe un certain degré de polarisation dans la capitale et ses environs. D'après Statistics Norway, en 2006, 32 % du nombre total d'immigrants résidaient dans le comté d'Oslo et 12.5 % dans l'Akershus voisin. Viennent ensuite le Rogaland (Stavanger) avec 7.5 %, le Hordaland avec 6.9 % (Bergen), le Buskerud (Drammen) avec 5.9 % et l'Østfold

(Moss) avec 5.7 % de l'ensemble de la population immigrée. Il existe également des immigrants résidant dans presque toutes les municipalités de la Norvège, ce qui constitue une caractéristique unique par rapport à d'autres pays où la grande majorité des immigrants est concentrée dans certaines zones urbaines et est généralement absente de petites municipalités le plus souvent rurales. C'est un fait que deux municipalités norvégiennes seulement ne comptaient aucun immigrant non occidental au début de 2006.

En outre, 14 municipalités comptaient plus de 10 % d'immigrés. La plupart sont situées dans les environs d'Oslo. Dans la capitale proprement dite, on compte 123 900 immigrants. Les groupes les plus nombreux d'immigrés se trouvent à Oslo (23 %), suivie de Drammen (17.6 %) et de Lørenskog (14.3 %). Les proportions les plus fortes d'immigrés non occidentaux se trouvent également dans les mêmes municipalités : 18.9 % à Oslo, suivie de Drammen (15.1 %), Lørenskog (11.7 %) et Askim (11 %). La concentration d'immigrés, en particulier non occidentaux, dans l'agglomération d'Oslo et dans les autres grandes villes pose des problèmes de développement urbain consistant notamment à éviter l'exclusion ethnique et sociale. La plupart des immigrants non occidentaux vivent généralement dans certains quartiers défavorisés, ce qui soulève des problèmes d'intégration et rend nécessaire l'adoption d'une politique urbaine globale.

En matière d'immigration, la Norvège présente ainsi quelques caractéristiques assez uniques par rapport aux autres pays car en dépit de la prédominance de certains groupes, elle compte des immigrants originaires de pays très divers. Beaucoup viennent de pays en proie à des troubles politiques, et la Norvège applique une politique relativement plus libérale que beaucoup d'autres pays en matière de regroupement familial et d'intégration. L'enseignement systématique de la langue norvégienne y a également contribué¹⁴. En matière de développement territorial, il est à noter que les immigrants sont répartis dans tout le pays, même s'ils sont relativement concentrés dans la capitale et ses environs et dans certaines villes. Ils peuvent atténuer partiellement certains effets de tendances démographiques négatives tout en venant renforcer la main-d'œuvre locale, dans la mesure où certaines pénuries de main-d'œuvre peuvent être identifiées. En revanche, un certain nombre de ces immigrants s'installent finalement dans des zones urbaines, surtout dans le sud du pays, mais leur répartition géographique relativement plus large pourrait favoriser leur intégration en empêchant la constitution de « ghettos » dans des zones urbaines surpeuplées.

1.2. Tendances régionales

1.2.1. Démographie

La population est inégalement répartie entre les diverses régions du pays. En 2006, un tiers de la population totale vivait dans la région de la capitale et ses

environs – Oslo (11.7 %), Akershus (10.8 %), Østfold (5.6 %) et Buskerud (5.3 %) – tandis que 18 % étaient concentrés dans les comtés de Hordaland (9.8 %) et Rogaland (8.6 %), dans le sud-ouest du pays, qui constituent, autour de Bergen et Stavanger respectivement, les deux autres principales régions urbanisées de la Norvège, après l'agglomération d'Oslo. Ce schéma résulte des tendances démographiques des 26 dernières années (tableau 1.1). Entre 1980 et 2006, le taux d'accroissement annuel moyen de la population de l'Akershus (1.2 %) et du Rogaland (1.1 %) a été plus de deux fois supérieur à celui de l'ensemble du pays (0.5 %). Il a par contre été nettement inférieur à la moyenne nationale au Hedmark (0.04 %), en Oppland et au Sogn og Fjordane (0.1 %) et même négatif au Finnmark (-0.3 %) et au Nordland (-0.1 %).

Tableau 1.1. **Taux d'accroissement annuels moyens de la population des régions, 1980-2006**

Région	1980-85 (%)	1986-90 (%)	1991-95 (%)	1996-2000 (%)	2001-05 (%)	1980-2006 (%)
Oslo	-0.3	0.5	1.1	1.0	0.9	0.6
Akershus	1.0	1.4	0.9	1.5	1.1	1.2
Hedmark	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.04
Oppland	0.2	0.0	0.1	-0.1	0.1	0.1
Østfold	0.2	0.2	0.1	0.7	0.8	0.4
Buskerud	0.5	0.5	0.3	0.7	0.6	0.5
Vestfold	0.5	0.7	0.6	0.9	0.7	0.7
Telemark	0.1	0.1	0.0	0.2	0.2	0.1
Aust-Agder	1.0	0.6	0.6	0.5	0.3	0.6
Vest-Agder	0.6	0.6	0.7	0.8	0.7	0.7
Rogaland	1.2	1.0	1.1	1.0	1.0	1.1
Hordaland	0.4	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6
Sogn og Fjordane	0.2	0.1	0.2	0.0	-0.1	0.1
Møre og Romsdal	0.1	0.1	0.2	0.2	0.1	0.1
Sør-Trøndelag	0.2	0.3	0.5	0.5	0.7	0.4
Nord-Trøndelag	0.3	0.0	0.1	-0.1	0.2	0.1
Nordland	0.0	-0.3	0.2	-0.2	-0.2	-0.1
Troms	0.2	-0.1	0.5	0.1	0.2	0.2
Finnmark	-0.5	-0.7	0.7	-0.7	-0.3	-0.3
Ensemble du pays	0.3	0.4	0.5	0.6	0.6	0.5

Du fait de ces tendances, le poids démographique des régions d'Akershus et de Rogaland a nettement augmenté au niveau national (+21 % et +16 % respectivement) mais celui d'une majorité (11) de régions a nettement diminué (tableau 1.2). Cette diminution est particulièrement sensible dans les comtés de Finnmark (-19 %), Nordland (-15 %), Hedmark et Sogn og Fjordane (-12 %) et Oppland (-11 %). Les cinq comtés du nord sans exception ont vu leur population diminuer, tout particulièrement le Finnmark. En dehors de cette zone,

Tableau 1.2. Répartition de la population entre les régions (%), 1980-2004

Région	Pourcentage en 2006	Accroissement de la population dans les différentes régions 1980-2006
Oslo	11.7	5
Akershus	10.8	21
Hedmark	4.0	-12
Oppland	3.9	-11
Østfold	5.6	-2
Buskerud	5.3	1
Vestfold	4.8	5
Telemark	3.6	-10
Aust-Agder	2.2	2
Vest-Agder	3.5	5
Rogaland	8.6	16
Hordaland	9.8	2
Sogn og Fjordane	2.3	-12
Møre og Romsdal	5.3	-9
Sør-Trøndelag	5.9	0
Nord-Trøndelag	2.8	-10
Nordland	5.1	-15
Troms	3.3	-8
Finnmark	1.6	-19

six comtés du sud du pays, dans l'intérieur ou sur la côte, ont également enregistré une diminution de leur population, le comté le plus touché (Hedmark), dans des proportions tout à fait comparables aux comtés du nord, ce qui signifie que ces tendances négatives ne se limitent pas à la périphérie nord du pays, mais affectent de nombreuses régions rurales ou éloignées.

Les migrations internes semblent être la principale cause de la diminution de la population des régions intervenue ces dernières années (tableau 1.3). Entre 1998 et 2005, elles ont représenté une réduction de la population égale à -10 % au Finnmark, -6 % au Sogn og Fjordane, -5 % au Nordland et au moins -3 % au Møre og Romsdal et dans le Troms. Dans toutes ces régions, l'impact négatif des migrations internes a cependant été partiellement compensé par l'arrivée d'immigrants internationaux.

L'accroissement global de la population d'Oslo (+15 000), du Hordaland et d'Akershus (+10 000), ainsi que du Rogaland (+9 000) est également dû pour une large part aux migrations internationales. En Oppland et dans le Telemark, le niveau élevé des migrations internationales a largement compensé les effets négatifs des migrations internes et de l'équilibre naturel, qui aurait impliqué à lui seul une diminution encore plus marquée de la population. La contribution importante de ces flux se traduit par une forte concentration de la population étrangère non occidentale (qui constitue la grande majorité des immigrants en Norvège) dans les régions du sud du pays, en particulier le sud-est.

Tableau 1.3. **Déterminants de la dynamique de la population des régions**
1997-2005

Région	Accroissement de la population	Équilibre naturel	Migration interne nette	Migration internationale nette
Akershus	47 893	20 563	17 020	10 289
Aust-Agder	3 004	959	-598	2 646
Buskerud	12 323	2 770	4 476	5 080
Finnmark	-1 887	2 598	-7 715	3 250
Hedmark	2 442	-3 158	1 626	3 971
Hordaland	27 293	16 341	527	10 425
Møre og Romsdal	2 967	5 145	-8 090	5 908
Nordland	-3 073	2 309	-12 820	7 454
Nord-Trøndelag	1 959	1 762	-2 868	3 065
Oppland	968	-1 827	-1 931	4 693
Oslo	37 374	22 897	-745	15 257
Østfold	16 802	1 172	12 136	3 517
Rogaland	30 001	20 294	1 069	8 651
Sogn og Fjordane	-1 123	2 034	-6 139	2 978
Sør-Trøndelag	16 137	7 529	2 698	5 954
Telemark	2 266	-741	-1 277	4 285
Troms	3 461	4 455	-5 605	4 606
Vest-Agder	9 727	4 304	331	5 100
Vestfold	13 302	1 477	7 905	3 931

Source : StatBank Norway, 2006.

Ces tendances démographiques ont un effet notable sur le rythme du vieillissement de la population, variable d'une région à l'autre. L'évolution de ce phénomène au cours des deux dernières décennies (tableau 1.4) dans les différentes régions laisse à penser que si certaines d'entre elles ont vu leur situation s'améliorer – Oslo (4 %), Aust-Agder et Telemark (3 %), d'autres ont vu la proportion de leur population en âge de travailler diminuer – Akershus (-3 %), Finnmark (-2 %) et Troms (-1 %). Au total, il est à noter que durant la période considérée, un net accroissement de la population en âge de travailler n'a été observé que dans les trois régions indiquées plus haut, tandis que sept régions enregistraient une progression de 1 % (moyenne nationale) et que la population de six autres restait inchangée (0 %). Deux régions sur les trois dont la population en âge de travailler diminue sont situées dans la périphérie nord (Finnmark et Troms), tandis que la situation reste inchangée dans la troisième région du nord (Nordland). Cela témoigne des défis auxquels sont confrontées ces régions et de la priorité que leur accorde la politique régionale (voir chapitre 2).

Tableau 1.4. **Population âgée de 15 à 64 ans, par région (%), 1980-2004**

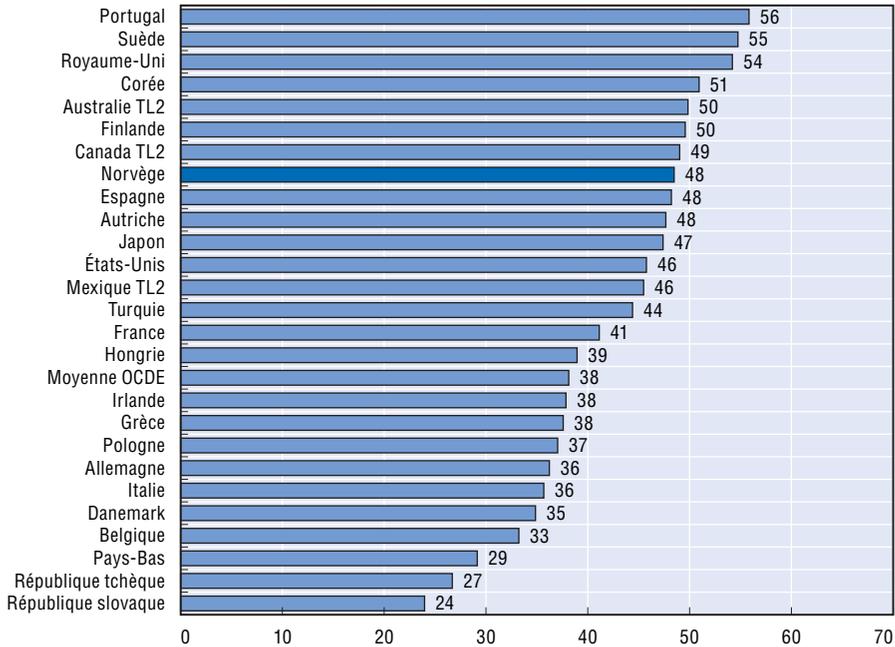
Région	1990 (%)	1995 (%)	2000 (%)	2004 (%)	1980-2004 (%)
Oslo	66	66	68	70	4
Akershus	69	67	66	66	-3
Hedmark	64	63	63	64	0
Oppland	64	64	64	64	0
Østfold	65	65	65	65	0
Buskerud	65	65	65	66	1
Vestfold	65	64	64	65	0
Telemark	63	63	64	65	2
Aust-Agder	63	64	65	65	3
Vest-Agder	64	63	64	65	1
Rogaland	64	64	65	65	1
Hordaland	64	64	64	65	1
Sogn og Fjordane	62	62	62	63	1
Møre og Romsdal	63	63	63	64	1
Sør-Trøndelag	65	65	65	66	1
Nord-Trøndelag	63	63	63	63	0
Nordland	64	64	63	64	0
Troms	67	66	66	66	-1
Finnmark	68	67	66	66	-2
Ensemble du pays	65	65	65	65	1

1.2.2. PIB par habitant

La principale caractéristique de l'économie norvégienne est la forte concentration géographique de l'activité économique. En 2003, quatre (sur 19) régions NUTS 3 assuraient la moitié du PIB national (compte non tenu des activités au large des côtes), la région de la capitale (Oslo) représentant à elle seule 22 % du total. Par rapport aux autres pays de l'OCDE, la Norvège se caractérise par la concentration géographique relativement marquée de son PIB (graphique 1.14) et se classe au huitième rang derrière le Portugal, la Suède, le Royaume-Uni, la Corée, la Finlande, l'Australie et le Canada, le Danemark étant le pays scandinave dont le PIB est le moins concentré géographiquement.

Dans une large mesure, la concentration du PIB reflète clairement la répartition régionale de la population. Comme les autres pays de la région, la Norvège se caractérise par la polarisation entre les régions à population dense et les autres. Toutefois, une forte concentration résulte non seulement de la localisation de la population, mais semble également être due aux différences de PIB par habitant (graphique 1.15). En particulier, le PIB semble être plus concentré que la population, ce qui signifie que les régions à population dense ont un PIB par habitant plus élevé que les autres.

Comme dans presque tous les pays, c'est le cas en particulier de la région de la capitale. Si l'on considère seulement les pays nordiques ayant une

Graphique 1.14. **Indice de concentration géographique du PIB (NUTS 3) dans les pays de l'OCDE, 2003**

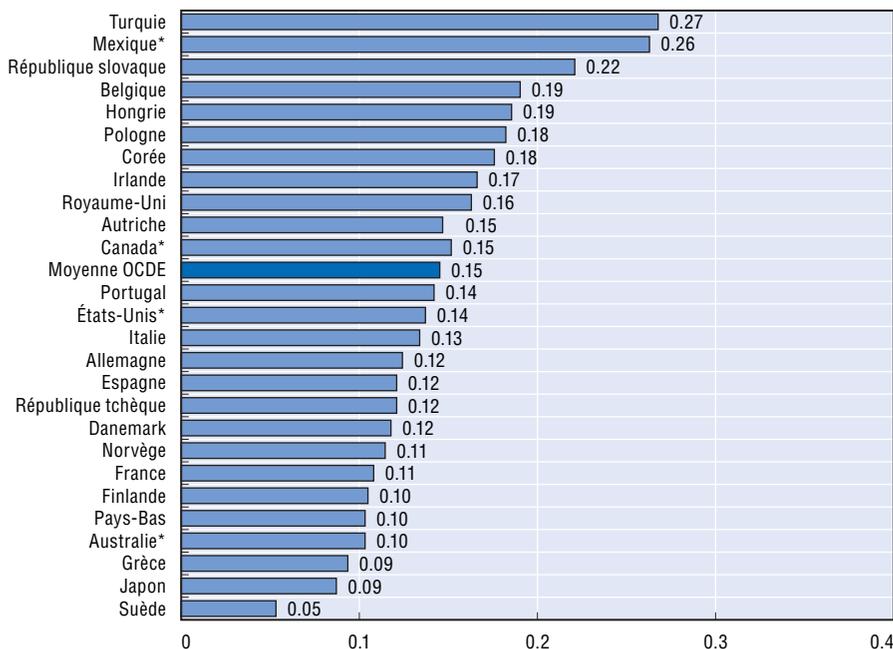
Note : Cet indice compare le poids économique et géographique relatif de toutes les régions d'un pays donné et est censé rendre compte des différences de taille des régions aussi bien dans un même pays qu'entre les pays. L'indice va de 0 (pas de concentration) à 100 (concentration maximale) dans tous les pays et se prête à des comparaisons internationales de la concentration géographique.

Source : OCDE (2007), *Panorama des régions de l'OCDE*, les Éditions de l'OCDE, Paris.

densité de population et des schémas de peuplement urbain comparables à ceux de la Norvège (ce qui exclut le Danemark), on constate que cette dernière concentre dans la région de sa capitale 22 % de son PIB (contre 28 % pour la Suède et 35 % pour la Finlande) mais seulement 11 % de sa population (contre 21 % et 29 % respectivement pour les deux autres pays), ce qui signifie que c'est la région de la capitale norvégienne qui a le ratio PIB/population le plus élevé (1.9)¹⁵. Elle crée en effet un niveau de richesse par rapport à sa population plus élevé que dans les deux autres pays (qui ont l'un comme l'autre un ratio PIB/population de 1.4). Cela tient peut-être au fait que les taux de productivité de la région de la capitale sont supérieurs à ceux du reste du pays (voir plus loin).

Environ 22 % du PIB de la Norvège (compte non tenu des activités au large des côtes) ont ainsi été produits en 2002 dans la région d'Oslo, seule région de Norvège considérée comme essentiellement urbaine selon la classification de l'OCDE, bien qu'elle n'accueille que 11 % de la population totale. Son ratio PIB/population est supérieur à celui de la Finlande (où les régions urbaines

Graphique 1.15. **Différences régionales de PIB par habitant entre les pays de l'OCDE, 2003**



* Les pays avec astérisque sont au niveau territorial 2 et les autres au niveau territorial 3. Indice de Gini non pondéré, ce qui signifie que chaque région a un coefficient de pondération égal à 1, indépendamment de la taille de sa population.

Source : OCDE (2007), *Panorama des régions de l'OCDE*, les Éditions de l'OCDE, Paris.

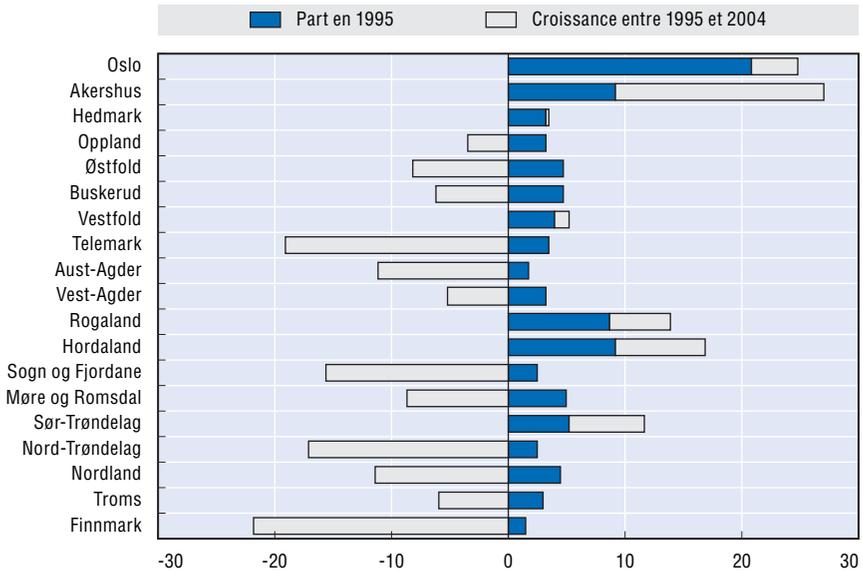
représentent 38 % du PIB national et 22 % de la population totale) et il dépasse largement celui des régions urbaines de Suède (avec 28 % du PIB national et 21 % de la population totale) et du Danemark (avec 39 % du PIB et 29 % de la population).

Cette concentration s'est intensifiée ces dernières années (graphique 1.16). En général, les régions assurant une grande part du PIB national en 1995 n'ont fait que l'accroître au cours de la période 1995-2004, tandis que le phénomène inverse était observé dans les régions n'assurant qu'une faible partie du PIB. Cet accroissement a été particulièrement marqué dans la région d'Akershus (voisine d'Oslo), avec la seconde part de PIB du pays en 1995, alors que la plus forte diminution a été enregistrée dans les régions du Finnmark (comté le plus septentrional) et du Telemark (dans le sud du pays), dont les parts du PIB étaient déjà parmi les plus faibles en 1995.

Ces dernières années (1995-2002), cette tendance semble due essentiellement à l'évolution du PIB par habitant plutôt qu'à des facteurs démographiques (graphique 1.17). L'Oppland, le Hedmark, l'Aust-Adger et

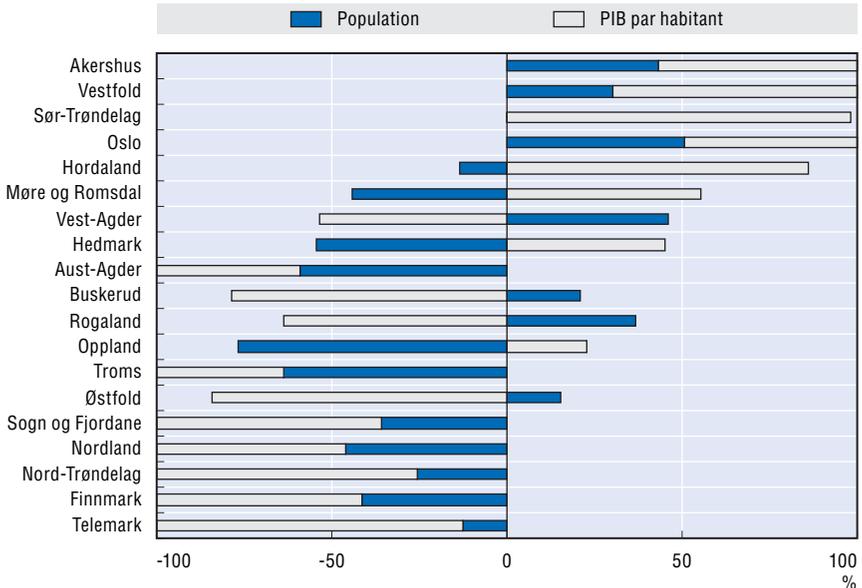
Graphique 1.16. **Croissance de la partie du PIB imputable aux régions (1995-2004)**

Ventilation en 1995



Graphique 1.17. **Population, PIB par habitant et part des régions dans le PIB (1995-2002)**

Contribution proportionnelle (%) à la croissance



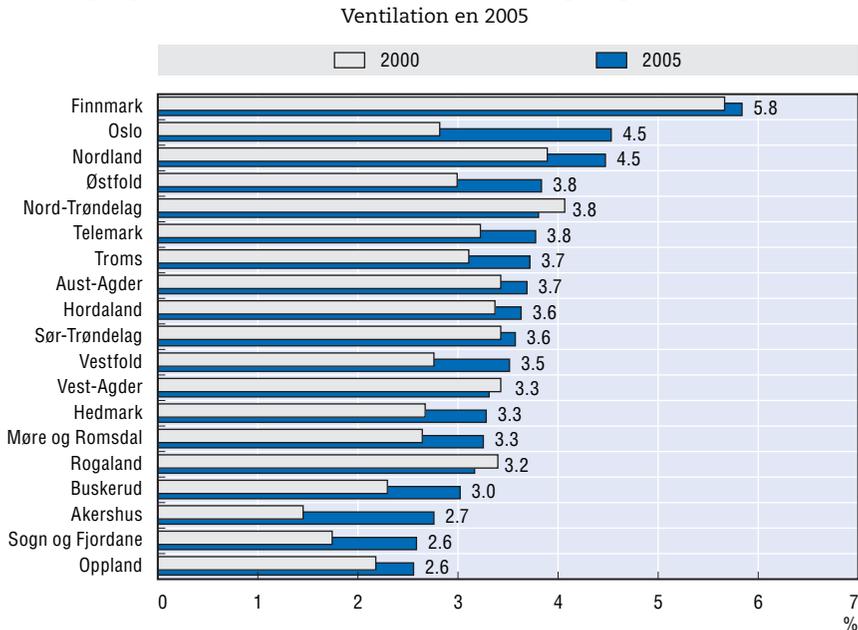
le Troms sont les seules régions où le ralentissement de la croissance démographique ou même une diminution de la population est la principale explication pour l'évolution observée du PIB. Dans la plupart des autres régions, c'est l'évolution du PIB par habitant qui explique le poids croissant de certaines régions (Sør-Trøndelag, Hordaland et Vestfold) et décroissant d'autres (Nord-Trøndelag, Telemark, Østfold et Buskerud). Il est à noter que ces tendances ne font apparaître aucun schéma géographique précis, les comtés éloignés ou périphériques (caractérisés par de faibles densités de population et une diminution de population) étant plus touchés que les autres par une stagnation ou des tendances négatives. Sur les quatre régions mentionnées, le Troms est ainsi la seule région périphérique du nord à avoir vu baisser la part du PIB qu'elle représente, par rapport à d'autres, du fait d'un ralentissement de la croissance, ou bien d'une diminution de la population. De même, parmi les cinq comtés considérés comme en recul, celui de Trøndelag est le seul à être situé dans le nord, les quatre autres se répartissant entre différentes parties du sud du pays.

1.2.3. Chômage

En comparaison des autres pays de l'OCDE, la Norvège se caractérise à la fois par un taux de chômage les plus faibles et par les écarts les moins marqués d'une région à une autre en matière de chômage. Malgré une augmentation rapide (+1 point de pourcentage) entre 2000 et 2003, le taux de chômage a diminué dans les mêmes proportions entre 2003 et 2006. En 2006, celui de la Norvège (3.5 %) était inférieur au taux moyen enregistré dans les pays de l'OCDE (6 %) et très inférieur à ceux de la Finlande (7.7 %), de la Suède (7 %) et du Danemark (3.9 %).

Les différences de taux de chômage d'une région à l'autre sont également peu marquées. En 2003, elles étaient plus faibles qu'en Norvège seulement dans sept pays de l'OCDE (Japon, Irlande, Pays-Bas, Suède, États-Unis, Grèce et France) (OCDE, 2007b). Toutefois, l'aggravation du chômage observée entre 2000 et 2005 au niveau national semble avoir touché les régions à des degrés divers (graphique 1.18). Durant cette période, c'est à Oslo (+1.7 point de pourcentage) et Akershus (+1.3) que le taux de chômage a augmenté le plus, tandis que la poussée était plus limitée en Sogn og Fjordane, Østfold and Vestfold (+0.8) et Buskerud (+0.7). En revanche, les régions du Nord-Trøndelag (-0.3), Rogaland (-0.2) et Vest-Agder (-0.1) ont vu leur taux de chômage baisser entre 2000 et 2005.

La tendance à une aggravation du chômage entre 1998 et 2005 a été due entre autres, au régime monétaire de l'époque qui visait à juguler l'inflation, ce qui a eu des répercussions sur les industries à vocation exportatrice comme le secteur manufacturier et les communications. Les autres secteurs dans lesquels le nombre d'emplois a diminué sont notamment les administrations publiques, les transports et l'entreposage et dans une moindre mesure, l'agriculture. C'est la raison pour laquelle les régions où ces trois secteurs représentaient une forte

Graphique 1.18. **Évolution des taux de chômage régionaux (2000-05)**

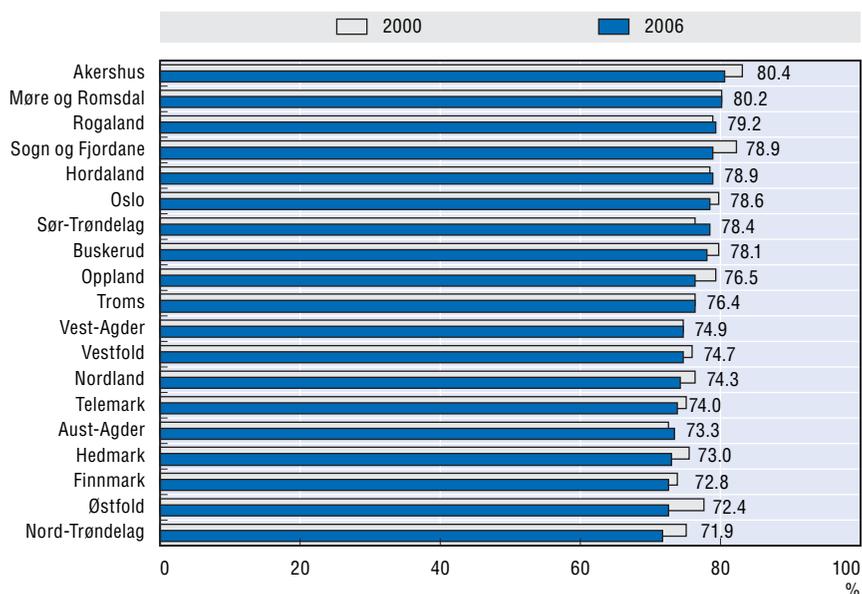
Source : Statistics Norway et base de données régionales Panda.

proportion de l'emploi ont enregistrée une hausse plus forte du taux de chômage. En Sogn og Fjordane, cet effet a été partiellement compensé par la diminution marquée de la main-d'œuvre (-2 %). Les régions où le taux de chômage est resté inchangé ou a même diminué (Nord-Trøndelag) le doivent à un développement très sensible des services, en particulier de la santé et des services sociaux. Le régime monétaire a été modifié au printemps de 2001, ce qui, avec la reprise récente de l'économie norvégienne, a contribué à l'évolution positive de la situation de l'emploi. C'est ainsi que dans le secteur manufacturier, le nombre de salariés a augmenté de 5 000 par an en moyenne de 2005 à 2006. Durant cette même période, la plus forte croissance de l'emploi a été enregistrée dans le secteur financier ainsi que dans les secteurs des services aux entreprises, du bâtiment et de la construction.

Le ralentissement observé durant la période 2000-05 s'est traduit par une baisse générale des taux d'emploi. De fait, entre 2000 et 2005, le taux national d'emploi (pourcentage des personnes en âge de travailler (15 à 64 ans) ayant un emploi défini à leur lieu de résidence) a diminué de 2.8 points de pourcentage (OCDE.Stat). Au niveau régional, le taux d'emploi a baissé dans la majorité (13 sur 19) des régions de la Norvège (graphique 1.19) entre 2000 et 2006. C'est dans l'Østfold, le Nord-Trøndelag, le Sør-Trøndelag, le Hedmark et l'Oppland que ce phénomène a été le plus marqué, tandis que le Sør-Trøndelag et

Graphique 1.19. **Évolution des taux d'emploi régionaux (2000-05)**

Ventilation en 2006



l'Aust-Agder enregistraient la plus forte progression de leur taux d'emploi, suivis du Rogaland et du Vest-Agder. Les régions ayant le PIB par habitant le plus élevé étant aussi les plus ouvertes à l'économie mondiale, elles ont probablement été plus touchées par le ralentissement de l'activité économique que les autres régions, y compris les moins performantes. Dans cinq régions où le taux d'emploi a baissé (Nordland, Oppland, Nord-Trøndelag, Østfold et Hedmark), ce phénomène a été dû à une diminution du nombre d'emplois tandis que dans les autres régions, la cause en a été un accroissement plus sensible de la population en âge de travailler.

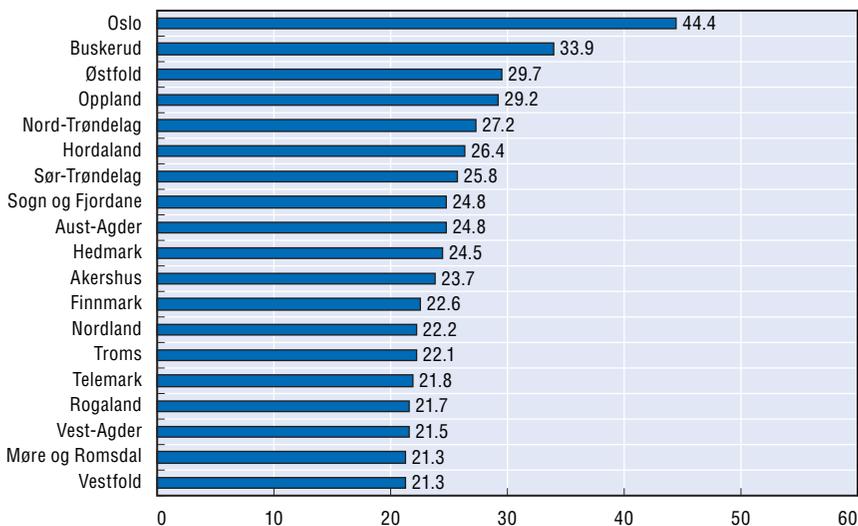
1.2.4. Compétences et innovation

Le système éducatif norvégien est dans l'ensemble très performant et la Norvège se classe parmi les premiers pays membres de l'OCDE à différents points de vue (OCDE, 2006c). Plus de 88 % des Norvégiens font des études secondaires complètes (contre une moyenne de 67 % pour 30 pays de l'OCDE). La Norvège occupe également un rang très élevé du point de vue du nombre d'années de scolarisation, qui est de près de 14 ans pour les deux sexes. La proportion des personnes âgées de 25 à 34 ans terminant des études du troisième degré (environ 40 %) est plus ou moins la même qu'en Finlande, en Suède, en Belgique et en Irlande¹⁶.

Il existe des établissements d'enseignement supérieur – universités et/ou collèges universitaires – dans chacun des 19 comtés. Aujourd'hui, les taux de participation ne diffèrent guère entre zones urbaines et rurales. Une proportion très importante (40 %) des étudiants provient de familles où les deux parents ont eux aussi fait des études supérieures, tandis le pourcentage tombe à 8 % (OCDE, 2005a) lorsque l'un des parents (ou les deux) n'a (n'ont) pas dépassé le niveau primaire (ce qui est plus souvent le cas en milieu rural). Il existe également des différences sensibles d'une région à l'autre au niveau des compétences. Le pourcentage de la population âgée de 25 à 66 ans ayant un diplôme de l'enseignement supérieur varie de 44 % ans la région d'Oslo à 21 % dans le Vestfold (graphique 1.20). L'Østfold et le Buskerud sont d'autres régions comptant un fort pourcentage de personnes au niveau d'instruction élevé (environ 30 %), tandis que dans la plupart des autres régions, ce pourcentage est beaucoup plus faible (inférieur à 25 %).

Graphique 1.20. **Différences de niveau d'instruction entre les régions de la Norvège, 2001**

Population âgée de 25 à 66 ans ayant fait des études supérieures (%)

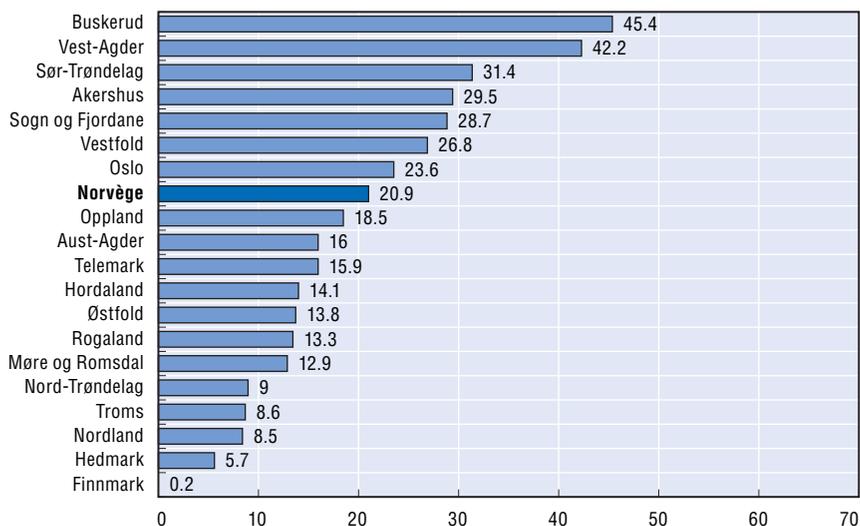


Note : L'enseignement supérieur correspond aux niveaux 5 et 6 de la Classification internationale type de l'éducation (CITE 97).

La répartition régionale de la R-D est toutefois quelque peu différente (graphique 1.21) car elle est influencée par les politiques nationales. Le ratio le plus élevé de R-D totale (privée) par salarié est enregistré au Buskerud (NOK 45 400) et au Vest-Agder (NOK 42 200), suivis du Sør-Trøndelag (NOK 31 400), de l'Akershus (NOK 29 500), du Sogn og Fjordane (NOK 28 700), du

Graphique 1.21. Investissements privés dans la R-D, par salarié (2004)

En milliers de NOK



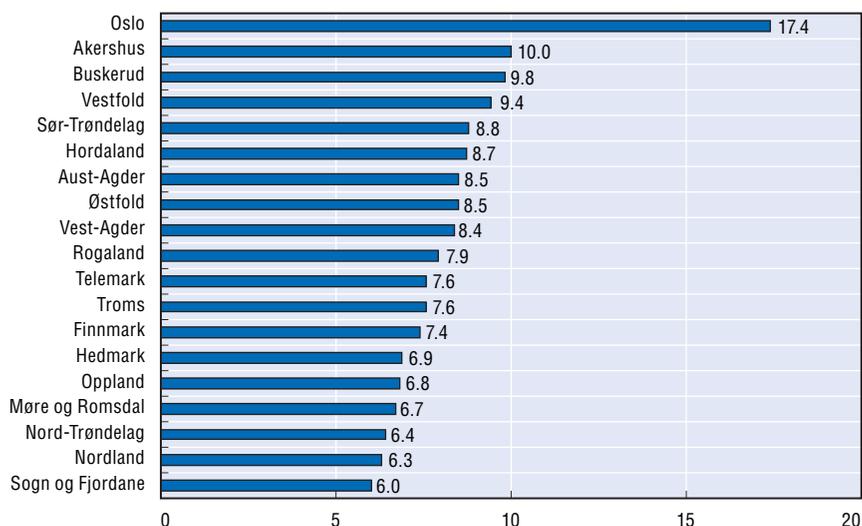
Source : Statistics Norway.

Vestfold (NOK 26 800) et d'Oslo (NOK 23 600). Dans ce groupe, le Vestfold, le Vest-Agder et l'Akershus sont des régions où les niveaux d'instruction sont nettement plus bas qu'ailleurs.

Les analyses précédentes confirment que la localisation régionale de la R-D semble être corrélée à deux facteurs. Le premier est la présence de grands centres urbains où sont concentrés les sièges des entreprises, les services aux entreprises à forte intensité de savoir, les universités et les laboratoires privés. La présence de la capitale et celle des villes de Trondheim et de Kristiansand expliquent ainsi les ratios élevés de R-D dans les régions d'Oslo, Sør-Trøndelag et Vest-Agder. Le second facteur propice à un ratio de R-D élevé est l'existence de petits pôles d'activités industrielles, par exemple l'électronique et les hautes technologies à Horten (Vestfold); la défense, l'aérospatiale, le matériel maritime et l'automobile à Kongsberg (Buskerud); les métaux légers et l'aluminium à Raufoss (Oppland), et le papier, l'exploitation pétrolière en mer, la technologie gazière, les TI et les télécommunications à Kristiansand (Vest-Agder).

La R-D constitue un moyen de mesure clé du niveau des investissements consacrés à l'innovation par les entreprises existantes, mais une part importante de l'innovation est due à l'arrivée sur le marché d'entreprises nouvelles. Selon des données d'enquête, la proportion des entreprises innovantes parmi les start-ups norvégiennes semble être un peu inférieure à 60 % (Spilling, 1996) mais les taux d'enregistrement des nouvelles entreprises varient fortement d'une région à l'autre (graphique 1.22). En général, les comtés à population dense sont mieux

Graphique 1.22. Taux d'enregistrement pour 1 000 habitants (2004)



Source : Spilling, O.R. (1996), « Regional Variation of New Enterprise Formation: The Norwegian Case », *Entrepreneurship and Regional Development*, 8(3), pp. 217-243.

classés du fait que les opportunités économiques y sont concentrées. Les taux de création d'entreprises diffèrent selon les secteurs, et la structure industrielle contribue également à ces classements. Ils sont généralement faibles dans les zones où prédominent les industries lourdes et ils sont élevés dans le secteur des services, ce qui explique pour une large part le bon classement d'Oslo¹⁷. Il est probable que ces deux facteurs – opportunités économiques et structure industrielle – expliquent également pourquoi les taux de création d'entreprises nouvelles sont plus élevés en milieu urbain que dans les zones rurales.

Selon Spilling, l'attachement social est le facteur le plus important qui intervient dans le choix du lieu d'implantation d'une entreprise nouvelle (d'après 80 % des répondants à l'enquête), les autres facteurs étant la qualité de vie, la proximité des marchés, le bas niveau des coûts, l'état des installations des entreprises, la qualité des services sociaux, et un environnement industriel favorable. L'attractivité d'une région pour une nouvelle entreprise semble donc dépendre d'un ensemble de facteurs dont certains sont liés au marché et d'autres non. Dans le cas de la Norvège, la disponibilité de services publics de haute qualité dans l'ensemble du pays tendrait à réduire l'impact de ce facteur sur le choix d'un emplacement, mais d'autres considérations telles que l'accessibilité et la distance peuvent jouer un rôle.

1.2.5. Performances régionales

Lorsqu'on examine les différences de performance d'une région à l'autre, il faut, pour éviter les erreurs d'interprétation, prendre en compte les migrations quotidiennes car c'est un facteur qui introduit un biais. Lorsque l'on vit dans une région et que l'on travaille dans une autre, cela signifie que les gains du travail sont comptabilisés dans une région, mais que le revenu dépensé bénéficie à l'autre. Comme le PIB par habitant est mesuré sur la base des gains du travail, les migrations quotidiennes doivent être considérées comme un indicateur indirect des effets de l'emplacement géographique. Cela dit, plusieurs facteurs contribuent à expliquer les différences de performance observées d'une région à l'autre.

Certains de ces facteurs sont liés aux atouts « naturels » d'une région – géographie, tendances démographiques, patrimoine historique, agréments divers – et d'autres, à une utilisation plus efficace de ces atouts – productivité, spécialisation industrielle, fonctionnement du marché du travail, éducation et innovation. On peut évaluer les facteurs de compétitivité spécifiques à une région en comparant les performances des régions à celles de l'ensemble du pays. En prenant le PIB par habitant comme mesure des performances, on peut expliquer entièrement la différence entre son niveau dans une région et la moyenne nationale comme étant le résultat de six facteurs :

- Migrations quotidiennes : indicateur indirect des effets de l'emplacement géographique.
- Productivité de la main-d'œuvre : indicateur indirect de la productivité du système de production régional.
- Taux d'activité : mesure de l'offre de main-d'œuvre.
- Taux d'emploi : indicateur du bon fonctionnement du marché du travail local.
- Spécialisation : impact de la composition de l'activité économique sur la compétitivité potentielle dans les secteurs à forte valeur ajoutée.
- Vieillesse de la population : indicateur de l'effet de la dynamique de la population.

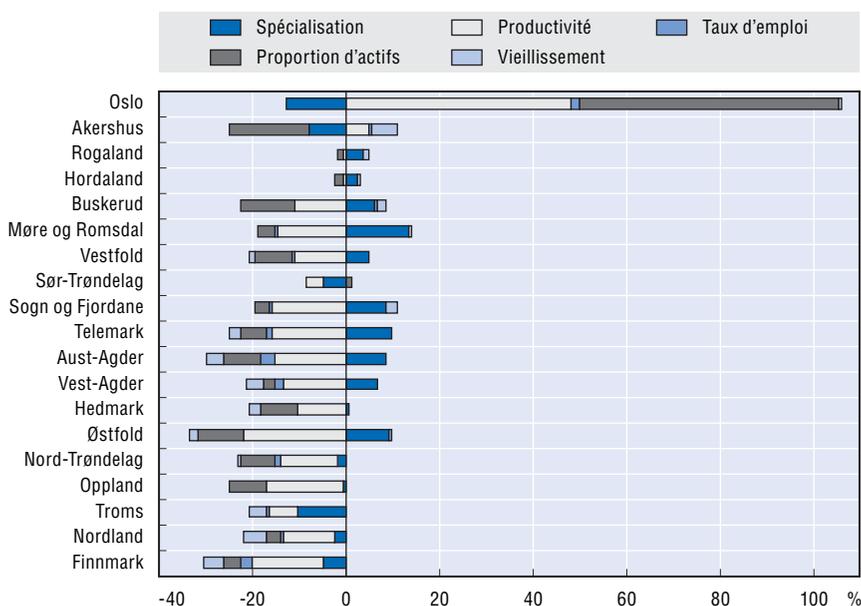
Le premier de ces facteurs – les migrations quotidiennes – semble expliquer pour une large part les différences de PIB par habitant existant entre les différentes régions de Norvège. Comme une personne peut résider dans une région – parce qu'elle y vit ou y est enregistrée – et travailler dans une autre, le PIB par habitant sera minoré dans la région où cette personne réside et majoré dans celle où elle travaille. Si l'on ajuste le PIB par habitant pour tenir compte des migrations quotidiennes, les différences d'une région à l'autre ont tendance à diminuer (tableau 1.5). En particulier, le PIB par habitant de la région d'Oslo apparaît nettement plus faible (-25 %) tandis qu'il augmente fortement (22 %)

Tableau 1.5. Effet des migrations quotidiennes sur le PIB régional par habitant en Norvège (2001)

Région	PIB par habitant		
	Chiffres relevés	Chiffres ajustés compte tenu des migrations quotidiennes	%
Oslo	530 010	397 512	-25
Akershus	230 163	281 008	22
Hedmark	204 187	229 107	12
Oppland	193 033	217 940	13
Østfold	200 767	229 973	15
Buskerud	228 084	262 413	15
Vestfold	220 699	246 272	12
Telemark	219 481	236 250	8
Aust-Agder	208 511	232 811	12
Vest-Agder	220 611	229 238	4
Rogaland	269 532	275 797	2
Hordaland	263 039	268 955	2
Sogn og Fjordane	231 648	243 091	5
Møre og Romsdal	243 435	255 601	5
Sør-Trøndelag	243 951	242 363	-1
Nord-Trøndelag	194 954	217 443	12
Nordland	201 704	211 696	5
Troms	211 883	215 040	1
Finnmark	185 120	198 992	7
Ensemble du pays	262 205	262 205	

dans la région d'Akershus. De même, dans sept des autres régions (Hedmark, Oppland, Østfold, Buskerud, Vestfold, Aust-Agder et Nord-Trøndelag), cette augmentation est comprise entre 11 % et 15 %, entre 5 % et 10 % dans deux autres, et entre 1 % et 5 % dans sept autres.

Le graphique 1.23 indique les effets des cinq autres facteurs sur les différences de PIB par habitant ajustées en fonction des migrations quotidiennes. Le premier et le deuxième facteur, à savoir une forte productivité de la main-d'œuvre et une proportion d'actifs élevée, sont à l'origine du PIB par habitant élevé de la région d'Oslo. À l'inverse, une productivité plus faible de la main-d'œuvre et une moindre proportion de personnes actives semblent être les principaux facteurs expliquant le faible niveau du PIB par habitant dans la plupart des autres régions. En Østfold, l'écart de PIB par habitant de plus de 20 points de pourcentage semble être dû à la faiblesse de la productivité et en Møre og Romsdal, Sogn og Fjordane, Telemark, Aust-Agder, Oppland et Finnmark, l'écart de PIB dû à ce même facteur dépasse 10 points de pourcentage. En dehors d'Oslo, Akershus est la seule région où la productivité de la main-d'œuvre soit à l'origine d'un niveau de PIB par habitant supérieur à la moyenne nationale (5 %).

Graphique 1.23. **Déterminants des performances des diverses régions de Norvège (2001)**

Une forte productivité de la main-d'œuvre peut elle-même être due à quatre facteurs principaux : le stock de capital physique et humain, le niveau technologique, la qualité des infrastructures et les économies d'agglomération dues à la concentration de ces facteurs dans la même région. Leur organisation et leur interaction dans le cadre d'un système de pôle d'activités pourraient constituer en elles-mêmes un cinquième facteur mais il est vrai que celui-ci ne peut être mesuré objectivement.

D'autre part, les résultats d'une analyse de régression laissent à penser que les différences régionales de productivité en Norvège sont essentiellement liées aux modes d'habitat : environ 62 % des différences de productivité tiennent à la nature des régions (urbaines, intermédiaires ou rurales)¹⁸. La productivité supérieure des régions à forte densité de population témoigne du rôle crucial des économies d'agglomération, mais elle est également due au fait que les investissements dans la technologie (par le biais de la R-D), le capital humain (par le biais du niveau de formation) et les infrastructures sont généralement concentrés sur les régions urbaines et intermédiaires.

Une faible proportion d'actifs est un deuxième facteur nuisant à la compétitivité régionale. Les faibles taux d'Akershus et de Buskerud semblent être à l'origine d'un écart de PIB par habitant égal à 17 % et 11 % respectivement. Dans un grand nombre de régions (Vestfold, Aust-Agder, Hedmark, Østfold,

Nord-Trøndelag et Oppland) les faibles proportions d'actifs expliquent à hauteur de 7 % l'écart de PIB.

Le troisième facteur, l'efficacité du marché du travail local, semble avoir un effet plus limité. De petites différences de taux d'emploi (rapport emploi/main-d'œuvre) impliquent que le fonctionnement du marché du travail influe peu sur la compétitivité régionale. En effet, dans la région où l'impact du marché du travail est le plus sensible – Aust-Agder – l'écart de PIB ne dépasse pas -3 %.

Le quatrième facteur, la pyramide des âges, semble avoir un effet plus marqué, du moins dans certaines régions. Au Vest-Agder, au Nordland et au Finnmark, une petite proportion de la population en âge de travailler (15-64 ans) semble être à l'origine d'un écart de PIB atteignant 4 %. En revanche, une proportion plus grande de population en âge de travailler dans la région d'Akershus assure une différence positive de PIB par habitant égale à 5 %.

La ventilation sectorielle, cinquième et dernier facteur, semble être à l'origine des excellentes performances d'un grand nombre de régions norvégiennes. En général, le PIB par salarié agricole est plus faible que dans le secteur manufacturier et les services ce qui fait que plus la part de l'emploi agricole est importante, plus la productivité régionale est faible. Le tableau 1.6 indique la spécialisation sectorielle des régions de la Norvège.

En Møre og Romsdal, la spécialisation relative dans la production manufacturière et l'extraction minière est à l'origine d'un écart positif de PIB par habitant égal à 14 % (graphique 1.23, plus haut). La spécialisation dans ces mêmes activités a un effet tout aussi bénéfique dans le Telemark et en Østfold (10 %), Sogn og Fjordane et Aust-Agder (9 %), Vest-Agder (7 %), Buskerud (6 %) et Vestfold (5 %). Au contraire, la charge plus lourde que représentent les services aux personnes dans les régions d'Oslo et d'Akershus et le secteur public dans le Troms (39 %) se traduit par un écart de PIB égal à -12 %, -8 % et -10 %, respectivement.

D'une façon générale, les régions comptant une proportion importante d'emplois agricoles ont un niveau de productivité un peu inférieur à la moyenne. En fait, la productivité plus faible de l'agriculture est compensée par une proportion plus forte d'emplois dans les secteurs manufacturier et minier, où la productivité est supérieure. Cela semble être le cas du Sogn og Fjordane et de l'Oppland, où la proportion des emplois dans l'agriculture et le secteur manufacturier est supérieure à la moyenne nationale, comme l'indique le tableau 1.6. L'écart de productivité dû à la spécialisation est un plus marqué au Nord-Trøndelag, où la proportion d'emplois dans le secteur manufacturier est égale à la moyenne norvégienne (13 %), mais où celle des emplois agricoles est nettement supérieure (9 % contre 3 %).

Tableau 1.6. **Spécialisation régionale de la Norvège (2001)**

Ventilation des emplois par région et par secteur (%)

Région	Agriculture			Industrie			Services			Total	
	Agriculture et sylviculture	Pêche et aqua-culture	Secteur manufacturier et extraction minière	Approvisionnement en électricité et en eau	Bâtiment	Forages et extraction de pétrole et de gaz	Commerce de gros et de détail	Transports et communications	Administration centrale et locale, services publics		Autres services
	(%)										
Oslo	0	0	7	0	5	0	16	9	23	39	100
Akershus	1	0	8	1	6	0	21	10	27	25	100
Hedmark	6	0	15	1	8	0	14	5	34	17	100
Oppland	7	0	14	1	9	0	14	5	32	18	100
Østfold	2	0	20	1	9	0	16	6	29	17	100
Buskerud	3	0	18	1	9	0	17	6	28	19	100
Vestfold	2	0	17	1	8	0	17	7	29	19	100
Telemark	2	0	19	1	8	0	14	6	32	17	100
Aust-Agder	2	0	18	1	7	0	14	7	33	17	100
Vest-Agder	2	0	18	1	8	0	15	7	30	19	100
Rogaland	4	0	16	1	7	6	15	6	25	20	100
Hordaland	2	1	14	1	7	2	13	8	29	23	100
Sogn og Fjordane	8	2	19	1	8	0	11	7	31	13	100
Møre og Romsdal	5	2	22	1	7	0	13	8	28	14	100
Sør-Trøndelag	4	1	11	1	7	1	14	7	32	22	100
Nord-Trøndelag	9	1	13	1	8	1	12	7	34	14	100
Nordland	4	3	11	1	7	0	12	9	36	15	100
Troms	3	3	7	1	7	0	14	8	39	18	100
Finnmark	3	5	10	1	7	0	12	7	21	13	100
Ensemble du pays	3	1	13	1	7	1	15	7	29	23	100

1.3. Potentialités insuffisamment exploitées

1.3.1. Éducation

Comme on l'a vu, les performances du système éducatif norvégien dans son ensemble sont jugées assez bonnes, et généralement similaires à celles des autres pays nordiques. On peut citer à cet égard le fait que la durée moyenne des études et les pourcentages de diplômés de l'université sont élevés dans la plupart des comtés. Malgré ces résultats, on a observé ces dernières années que l'esprit d'entreprise laissait à désirer. Dans ce contexte, il s'agit avant tout de savoir comment mettre les performances du système éducatif au service du développement territorial. Il s'agit non seulement de

développer des synergies entre ce système et le marché du travail afin de créer des emplois, mais aussi de faire en sorte que les diplômés de l'université restent dans leur région au lieu d'aller chercher un emploi ailleurs.

La fuite interne des cerveaux est le fait de jeunes qui quittent des zones essentiellement rurales pour s'installer dans des centres régionaux, avant de se diriger souvent vers des villes plus grandes d'autres comtés, en particulier la zone d'Oslo, la région adjacente d'Akershus et Trondheim, qui offrent le plus de nouveaux emplois. On peut citer à cet égard un exemple concret, celui du médecin généraliste de Steigen, municipalité rurale du comté de Nordland, où se sont rendus les représentants de l'OCDE en juin 2006. D'après lui, durant les 32 années qu'il a passées à y pratiquer la médecine, 15 élèves de Steigen ont obtenu leur diplôme de docteur en médecine dans différentes universités, mais aucun n'est revenu! Cette municipalité rurale dont la population diminue est considérée comme représentative de nombreuses petites communes. Ce phénomène ne peut être attribué à des difficultés d'accès aux services publics, dont la haute qualité et la prestation satisfaisante dans toutes les régions du pays (voir chapitre 2) sont des caractéristiques fondamentales du système de protection sociale norvégien.

De ce point de vue, le système d'enseignement supérieur de la Norvège est bien réparti sur l'ensemble du territoire national et l'on compte six universités, cinq établissements universitaires spécialisés et 25 collèges universitaires, le plus septentrional ayant été créé à Tromsø en 1968 dans le cadre d'une politique volontariste de développement régional. Diverses mesures prises ces dernières années, ont renforcé la contribution des établissements d'enseignement supérieur au développement, en particulier l'octroi de financements davantage axés sur l'obtention de résultats, la possibilité de créer des fondations ou des sociétés par actions. Malgré cela, les résultats concrets obtenus à ce jour paraissent insuffisants pour permettre aux compétences de la main-d'œuvre formée dans ces établissements de contribuer réellement à la croissance régionale¹⁹. Différentes mesures volontaristes décrites au chapitre 2 ont pour but d'accorder des avantages aux zones périphériques pour inciter leurs habitants à y rester et pour attirer des entreprises.

1.3.2. Tourisme

D'après Statistics Norway, le tourisme représentait 3.4 % du PIB de la Norvège et 6.4 % du nombre total d'emplois en 2006. Le pays dispose d'atouts touristiques uniques, tant naturels que culturels, les fjords aux paysages de mer et de montagne pratiquement uniques au monde étant le plus connu. La patrimoine culturel et architectural est varié et très original, et comprend aussi bien les navires vikings exposés à Oslo que les églises en bois situées dans différentes parties du pays, ou encore l'ancienne ville hanséatique de Bergen et la cathédrale de Trondheim, entre autres. Six sites norvégiens sont

inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO, dont les célèbres Geirangerfjord et Naeroyfjord, sur la côte ouest, les cinq²⁰ autres relevant du patrimoine culturel. Grâce à sa latitude, la Norvège demeure une destination touristique toute l'année, avec son soleil de minuit et la possibilité de pratiquer les sports d'hiver près de six mois par an dans une bonne partie du pays.

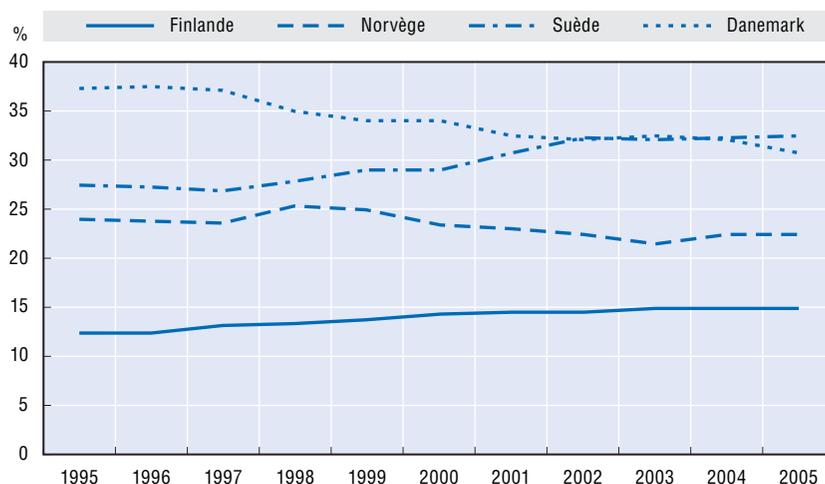
En dépit de ces caractéristiques très positives, la Norvège ne vient qu'au troisième rang des pays nordiques par le nombre de touristes étrangers, sur la base du nombre de nuitées²¹, derrière la Suède et le Danemark, mais devant la Finlande (Office du tourisme de Finlande, 2006), comme le montre le tableau 1.7. La part du tourisme est en recul depuis cinq ans et elle est maintenant plus faible qu'il y a dix ans (voir graphique 1.24). Ce phénomène est peut-être lié aux Jeux olympiques d'hiver de Lillehammer, qui avaient permis à la Norvège de continuer à attirer un grand nombre de visiteurs étrangers pendant un certain temps, mais aussi à l'intérêt croissant que portent les touristes russes à la Finlande. La Norvège n'est pas une destination bon marché car la vie y est chère, mais il est maintenant moins coûteux de s'y rendre et s'y déplacer en raison de la baisse générale des tarifs aériens. D'autre part, les infrastructures touristiques sont de haute qualité et fréquentées le plus souvent par une clientèle aisée. En outre, le fait que le pays dispose d'un environnement naturel exceptionnellement bien préservé tout en restant « hors des sentiers battus » constitue un atout indéniable, qui pourrait donner un nouvel essor au tourisme à condition que des campagnes de promotion ciblées soient lancées²².

Le tourisme est souvent l'une des rares activités qui peut être développée avec profit dans les régions ou zones rurales dont la population diminue et qui se caractérisent souvent par un cadre naturel remarquable ainsi que par un mode de vie et un patrimoine culturel attrayants pour les visiteurs. La

Tableau 1.7. **Nombre de nuitées de visiteurs étrangers dans les installations touristiques des pays nordiques, 1995-2005**

	Norvège	Suède	Finlande	Danemark	Total
1995	7 059 791	7 860 658	3 384 495	10 789 641	29 094 585
1996	6 983 340	7 701 085	3 368 818	10 810 187	28 863 430
1997	7 005 000	7 658 900	3 714 510	10 918 596	29 297 006
1998	7 462 922	8 029 087	3 784 452	10 287 564	29 564 025
1999	7 376 850	8 600 785	3 843 212	9 965 684	29 786 531
2000	7 061 186	8 654 086	4 128 926	10 008 377	29 852 575
2001	6 886 252	9 133 450	4 268 926	9 748 084	30 036 712
2002	6 823 276	9 767 709	4 369 765	9 582 132	30 542 882
2003	6 477 662	9 714 883	4 421 618	9 863 446	30 477 609
2004	6 745 947	9 723 676	4 383 198	9 570 167	30 422 988
2005	6 874 610	10 085 272	4 495 446	9 405 648	30 860 976

Source : Office du tourisme de Finlande, 2006.

Graphique 1.24. **Nombre de nuitées de visiteurs étrangers dans les pays nordiques, 1995-2005**

Source : Office de tourisme de la Finlande, 2006.

répartition des nuitées dans les différents comtés de Norvège en 2005 (voir tableau 1.8) montre que ce potentiel est encore largement sous-exploité. La plupart des nuitées sont concentrées à Oslo (17.20 %) et une part considérable également dans d'autres parties de la Norvège centrale (Oppland, 11.12 %; Buskerud, 8.72 %) et le sud, en particulier les zones côtières pittoresques (Hordaland, 10.63 %). La part des régions périphériques reste modeste, le Nordland, le Troms et le Finnmark représentant au total moins de 10 % de ces nuitées. La proximité d'Oslo profite à certaines zones (Akershus, 6.47 %), mais d'autres sont nettement moins favorisées (Telemark, Hedmark, Vestfold, Ostfold et Aust-Agder ont tous des parts inférieures à 4 %). Ce bref tour d'horizon montre que le potentiel touristique de nombreuses zones peu peuplées appelées à faire l'objet de mesures spéciales dans le cadre de la politique régionale (voir chapitre 2) pourrait être mieux exploité à l'avenir.

1.3.3. Investissements directs étrangers

Du point de vue des apports d'investissements directs étrangers (IDE) mesurés en pourcentage du PIB (y compris le secteur pétrolier et les activités connexes), la Norvège s'est classée derrière les autres pays scandinaves entre 2000 et 2002. Durant la même période, les apports d'IDE ont également été en forte diminution comme dans les autres pays nordiques, comme l'indique le tableau 1.9 ci-dessous. Toutefois, de 2003 à 2005 la Norvège a reçu davantage d'IDE et en 2005, elle s'est même classée au premier rang des pays nordiques dans ce domaine.

Tableau 1.8. **Pourcentage de nuitées par comté, et classement, 2005**

	Pourcentage	Classement	Population	Ratio nuitées/population	
Østfold	1.46	18	258 542	0.964215	19
Akershus	6.47	5	494 218	2.238706	16
Oslo	17.20	1	529 846	5.553261	4
Hedmark	2.79	14	188 376	2.535636	14
Oppland	11.12	2	183 174	10.38787	1
Buskerud	8.72	4	243 491	6.12819	2
Vestfold	2.29	15	220 736	1.771301	18
Telemark	3.86	10	166 289	3.971519	7
Aust-Agder	1.39	19	103 596	2.297695	15
Vest-Agder	3.10	13	161 276	3.292753	10
Rogaland	6.04	6	393 104	2.627666	13
Hordaland	10.63	3	448 343	4.05852	6
Sogn og Fjordane	3.60	11	107 032	5.754158	3
Møre og Romsdal	3.89	9	244 689	2.720776	12
Sør-Trøndelag	5.99	7	272 567	3.759461	9
Nord-Trøndelag	1.50	17	128 444	1.992689	17
Nordland	4.48	8	236 825	3.233827	11
Troms	3.53	12	152 741	3.952325	8
Finnmark	1.96	16	73 074	4.578865	5

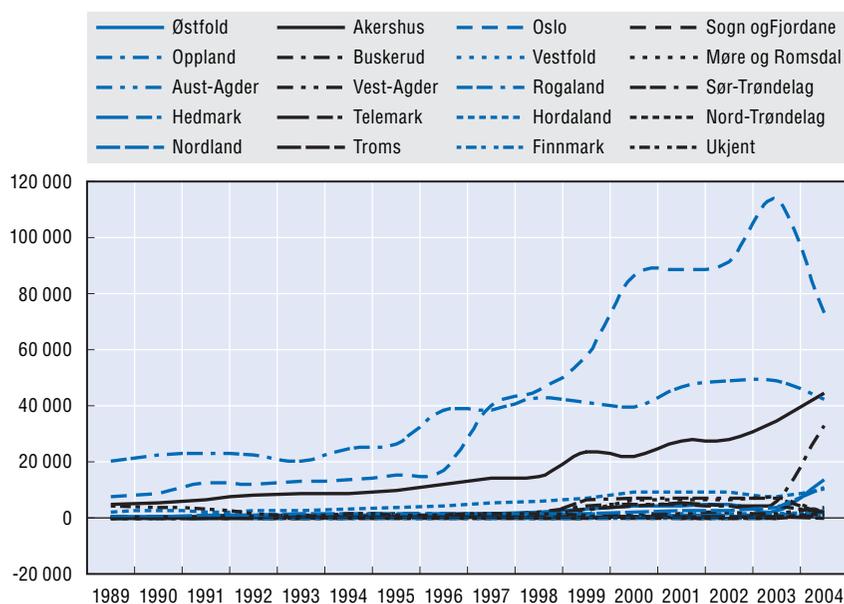
Source : Statistics Norway, 2005.

Tableau 1.9. **Apports d'investissements directs étrangers**

En pourcentage du PIB

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Danemark	19.6	7.2	3.8	1.2	-4.4	1.9
Finlande	7.3	3.0	5.9	2.0	1.9	2.3
Norvège	4.1	1.2	0.4	1.7	1.0	4.8
Suède	9.6	5.4	4.8	0.4	-0.5	3.8

Si l'on examine les apports globaux d'IDE par comtés entre 1989 et 2004, la situation paraît quelque peu contrastée, comme le montre le graphique 1.25. En 1989, tous les comtés se situaient plus ou moins au même niveau (NOK 10 milliards au maximum), à l'exception du Rogaland, avec un niveau deux fois supérieur, en raison de la construction navale à Stavanger et de la mise en exploitation des gisements pétroliers en mer. Dans les années qui ont suivi, les apports d'IDE ont clairement avantagé le Rogaland, Oslo et Akershus, et ceux dont ont bénéficié le Buskerud et l'Ostfold, où sont situés des pôles d'activités²³, ont sensiblement augmenté depuis 2003. Durant toute cette période, les IDE qu'a reçus le Rogaland ont augmenté lentement, pour se stabiliser en 2004 à un niveau deux fois supérieur à celui de 1989. En 2004, Oslo (NOK 73 055 milliards), Akershus (NOK 44 319 milliards) et le Rogaland

Graphique 1.25. **Évolution des flux d'IDE dans les comtés, 1989-2004, en millions de NOK**

Source : Statistics Norway.

(NOK 42 542 milliards) venaient très nettement en tête, devant l'Ostfold (NOK 13 883 milliards), le Nordland (NOK 10 774 milliards) et le Hordaland (NOK 10 157 milliards). Dans tous les autres comtés, les apports d'IDE sont inférieurs à NOK 4 milliards, et ils restent à des niveaux très modestes dans les deux autres comtés les plus septentrionaux du pays, Finnmark et Troms (NOK 0 dans le premier et NOK 9 millions dans le second).

1.4. Principaux défis

1.4.1. Enjeux territoriaux auxquels est confrontée la Norvège

Contexte

La Norvège est confrontée à de sérieux défis territoriaux. D'un point de vue géographique, c'est un grand pays. Les régions insulaires arctiques sont situées à quelque 2 650 km de l'extrême sud du pays, tandis qu'en Norvège continentale, le Cap Nord est plus éloigné de la pointe sud du pays (environ 1 750 km) qu'Oslo de Rome. En outre, l'impact de la distance est accentué par la topographie du pays, à quoi s'ajoute un climat relativement rude. En particulier dans l'ouest et le nord de la Norvège, les communications sont entravées par de nombreux obstacles naturels, notamment par une côte découpée, fragmentée par des fjords profonds, des régions montagneuses et un grand nombre d'îles,

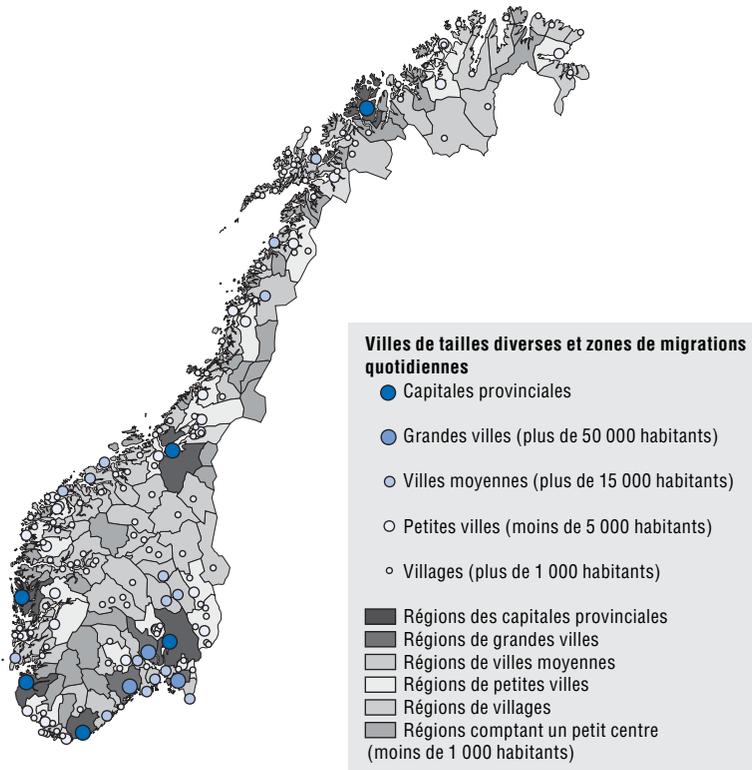
ce qui fait que les communications internes n'ont jamais été aisées. Pour montrer combien la distance est importante, prenons le cas de Vadsø (centre administratif du Finnmark, comté le plus septentrional du pays), ville située à près de 500 km par la route d'Alta, principale ville du comté. De plus, certaines communautés vivant sur les côtes de Norvège continentale sont mieux desservies par bateau que par des moyens de transport terrestre. Enfin, les effets du climat ne font qu'aggraver les difficultés liées à la distance et au terrain. Dans le Grand nord, les températures sont généralement inférieures à 0 °C environ 200 jours par an, tandis que la longue nuit polaire ne fait également qu'accentuer les défis dus à la géographie.

La Norvège est en même temps un « petit » pays à d'autres égards. Avec 4.6 millions d'habitants seulement, son économie est beaucoup plus tributaire des ressources naturelles que celle des autres pays nordiques. Sa base industrielle n'est pas très spécialisée, ce qui ne lui permet pas d'affronter la concurrence aussi bien que certains de ses voisins. Dans de nombreuses parties du pays, les principaux employeurs sont les petites entreprises, de même que le secteur public. Le fait d'être à la fois un grand pays du point de vue géographique et un pays relativement petit par la population et le développement des entreprises place la Norvège face à un certain nombre de défis territoriaux majeurs. La densité de population moyenne qui n'atteint que 14 habitants au km² rend problématique la prestation de services locaux dans certaines parties du pays. Ces questions se posent avec une acuité particulière dans les trois comtés les plus septentrionaux, où la densité de population moyenne n'est que de 4.1 habitants au km², mais d'autres zones (surtout les régions montagneuses et côtières périphériques) sont également confrontées à de sérieux problèmes à cet égard. La dispersion des entreprises suscite des préoccupations similaires au sujet de la masse critique à atteindre et de l'accès aux marchés. Des questions connexes plus générales peuvent être posées quant aux modes de peuplement du pays, d'autant plus que la population de nombreuses zones déjà peu peuplées continue à diminuer. On peut ainsi se demander si les modes de peuplement actuels pourront être maintenus à l'avenir compte tenu de la répartition de la population et des entreprises.

Les distinctions analytiques utilisées pour examiner la structure urbaine du pays font ressortir l'ampleur des problèmes de peuplement auxquels est confrontée la Norvège. L'analyse du problème régional qui a inspiré le Livre blanc de 2005 sur la politique régionale (St.meld.nr.25, 2004-05) a porté en particulier sur la taille des centres urbains dans les régions. Cinq grandes catégories ont été examinées : les *régions comprenant une grande ville*, où le principal centre urbain compte plus de 50 000 habitants; les *régions comprenant une ville moyenne*, où le centre régional compte entre 15 000 et 50 000 habitants; les *régions comprenant des petites villes*, où les centres régionaux comptent de 5 000 à 15 000 habitants; les *régions comprenant des petits centres* comptant entre 1 000 et 5 000 habitants; et

les régions à faible densité de population, qui comprennent des centres de moins de 1 000 habitants. Le graphique 1.26 indique qu'il n'existe que neuf régions comprenant une grande ville (et une seule dans le nord) et 16 régions comprenant des villes moyennes (dont trois seulement dans le nord). De plus, au moins les trois quarts de ces villes grandes et moyennes sont situées sur la côte, et l'intérieur du pays est pratiquement dépourvu de centres importants. Ce schéma est confirmé par la répartition des zones à faible densité de population, situées essentiellement dans l'intérieur et le nord du pays. Son mode de peuplement pose très manifestement un problème à la Norvège.

Graphique 1.26. **Villes et petits centres dans leur contexte géographique**



Source : T. Selstad, 2007, Collège universitaire de Lillehammer.

À ces problèmes proprement territoriaux s'ajoute le fait que les principales évolutions sectorielles qu'a connues la Norvège ont eu des effets localisés. Par exemple, l'exploration et l'exploitation des réserves pétrolières et gazières de la Mer du Nord et de la Mer de Norvège ont profité à Stavanger, en particulier, ainsi qu'à d'autres points de la côte sud-ouest tels que Bergen et Kristiansund.

Plus récemment, les découvertes faites en Mer de Barents ont abouti à la construction d'un centre de gaz naturel liquéfié à Hammerfest, dans le Finnmark. Cela a créé diverses opportunités pour les entreprises dans le Grand nord, bien que les problèmes liés au climat, à l'emplacement et à l'insuffisance des réseaux commerciaux constituent encore un sérieux obstacle au développement. Il est clair que les activités tant agricoles qu'halieutiques sont également concentrées à certains endroits. Seulement 3.2 % du territoire norvégien sont cultivés et la plupart des exploitations sont situées dans l'est, le centre et le sud du pays. Plus des trois quarts des exploitations où sont cultivées des céréales se trouvent dans l'est, et 18 % dans le centre du pays, bien que les fermes laitières soient plus répandues. Pour leur part, les pêcheries sont naturellement importantes dans les zones côtières. Près de la moitié des pêcheurs du pays travaillent dans le nord du pays, région qui assure également près des deux cinquièmes de la valeur totale de la production et de la valeur ajoutée de la pêche (Glomsrod et Aslaksen, 2006, p. 57).

La Norvège a en même temps une économie ouverte soumise aux pressions croissantes de la mondialisation, ce qui a créé un nouveau contexte auquel ses régions ont dû s'adapter. Elle a également accordé une importance accrue à la compétitivité régionale, notamment en maximisant la contribution qu'Oslo et les autres villes clés peuvent apporter à l'économie norvégienne (voir section 2.3). Cela pose manifestement des problèmes de fond qui viennent s'ajouter à ceux qui sont liés traditionnellement aux régions périphériques et peu peuplées. Pour résoudre le problème que pose le développement de ses régions, la Norvège doit concilier la nécessité de renforcer sa compétitivité au niveau régional, national et international et sa volonté de maintenir en l'état les structures de son peuplement.

Zones régionales cibles

Pour comprendre les problèmes liés à l'éloignement, à une situation périphérique, aux très faibles densités de population et à l'exode rural en Norvège, il est indispensable non seulement de comprendre les caractéristiques géographiques des zones présentées au chapitre 1, mais aussi d'identifier les facteurs déterminant ces caractéristiques. Ces facteurs sont définis et pondérés de façon objective par un « indice périphérique » utilisé pour délimiter les différentes catégories de zones pouvant bénéficier de mesures compensatoires spéciales en faveur du développement des entreprises, ou d'une aide supplémentaire aux municipalités pour la prestation des services publics. On a conçu cet indice pour respecter un principe cardinal de la Norvège, qui est de tenter d'assurer un traitement plus ou moins égal aux régions confrontées à des problèmes d'ampleur comparable. Cet indice donne une idée de la gravité du problème que constitue l'éloignement en combinant des indicateurs géographiques, démographiques, de développement économique et de revenu

(voir tableau 1.10). Les facteurs géographique entrent pour les deux cinquièmes dans cet indice, prenant en compte le caractère central d'un emplacement, la densité de population et la distance par rapport à Oslo (en temps). Les indicateurs démographiques représentent quant à eux 30 % de l'indice et mettent tout particulièrement l'accent sur l'évolution de la population au cours des dix dernières années. Les 30 % restants représentent des mesures du marché du travail, la croissance de l'emploi et le revenu par habitant. L'indice périphérique²⁴ va de 0 (pour la zone la plus périphérique) à 100 (pour la zone la plus centrale), et cette typologie aide à prendre toutes sortes de décisions concernant le ciblage et l'ampleur de l'aide à apporter aux zones retenues.

Tableau 1.10. **Éléments constitutifs de l'indice périphérique (avec coefficients de pondération)**

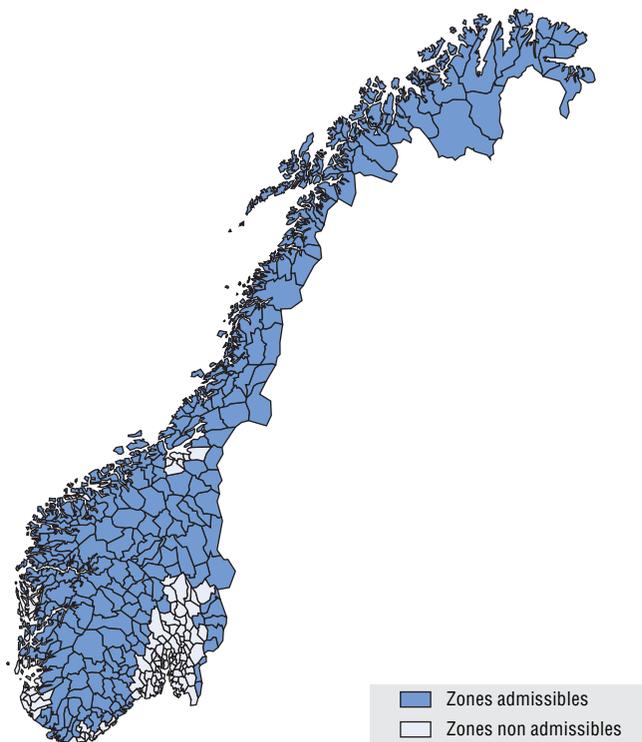
Dimension	Coefficient de pondération	Indicateurs	Coefficient de pondération
Géographique	40	Mesure de centralité (11 catégories différentes)	20
		Densité de population (habitants/km ²)	10
		Trajet jusqu'à Oslo (minutes)	10
Démographie	30	Accroissement de la population (10 dernières années, en %)	20
		Population âgée de 67 ans et plus (%)	5
		Femmes âgées de 29 à 39 ans (%)	5
Développement économique, marché du travail	20	Salariés résidant dans la même municipalité (%), proportion de la population âgée de 20 à 64 ans (%)	10
		Emploi croissance (10 dernières années, %)	10
Revenu	10	Revenu par habitant (17 ans et +)	10

Source : Ministère des Collectivités locales et du Développement régional.

La carte de l'aide à l'investissement régional récemment approuvée en Norvège révèle que les zones à problèmes retenues sont situées dans diverses régions, notamment une vaste zone située dans le sud du pays (voir graphique 1.27). Pour la période 2007-13, les zones qui doivent recevoir une aide à l'investissement correspondent à environ 86 % du territoire national et représentent les deux tiers des 431 municipalités du pays. Elles n'accueillent toutefois que 27.5 % de la population norvégienne. Les trois comtés du nord, Finnmark, Troms et Nordland, plus le comté de Sogn og Fjordane, dans le sud-ouest du pays, peuvent prétendre à cette aide pour la totalité de leur territoire, de même que beaucoup d'autres zones faiblement peuplées du sud du pays.

L'indice périphérique pour les zones admises à recevoir une aide d'après le graphique 1.27 est inférieur à 40, et il est de près de 80 pour les zones non retenues et de 68.1 pour l'ensemble de la Norvège. Les zones retenues ont pour

Graphique 1.27. **Zones admissibles ou non admissibles à une aide aux régions, 2007-13**



Source : Ministère des Collectivités locales et du Développement régional.

autres caractéristiques le fait d'être handicapées par une population peu dense (seulement 4.5 habitants au km² contre 77.9 pour les zones non retenues) et en diminution (de près de 3 % entre 1985 et 2005, alors que la population des zones non retenues a augmenté de 17.6 %). Ces chiffres montrent que ce sont les principales régions urbaines, visiblement à l'exception de Tromsø au nord, qui ont été exclues de la carte. Cette observation vaut en particulier pour les zones situées autour d'Oslo, Trondheim, Bergen, Stavanger et Kristiansand et pour un certain nombre d'autres points de la côte.

À la différence des autres pays nordiques, la Norvège connaît donc des problèmes de peuplement (faible densité de population et éloignement) qui ne se limitent pas au Grand nord. Il existe, beaucoup plus au sud, des zones (en particulier, les municipalités du Nord-Trøndelag, Sogn og Fjordane, Hedmark, Oppland, Møre og Romsdal, Telemark, Buskerud et Hordaland), qui sont handicapées par de très faibles densités de population et qui sont souvent difficiles d'accès en raison du terrain. Elles se caractérisent également par un

dépeuplement qui tient non seulement au déplacement de la population vers le sud, en particulier vers la capitale, mais aussi à la migration de la population des zones rurales adjacentes vers les centres régionaux. Il est ainsi difficile de définir une politique visant à la fois à parvenir durablement à une masse critique et à apporter une aide aux zones rurales éloignées.

Norvège du Nord

Face à son défi territorial, la Norvège accorde une attention toute particulière au nord de son territoire (comtés de Nordland, Troms et Finnmark). Ces comtés représentent quelque 35 % de la superficie de cette région et accueillent environ 10 % de la population du pays. Le nord du pays est souvent qualifié de « version extrême de la Norvège », bien que de nombreux indicateurs clés (notamment les tendances de l'emploi) se rapprochent de la moyenne nationale (voir tableau 1.11). Parmi les principales caractéristiques distinctives de cette région figurent la faible densité de population (4.1/km² seulement) ainsi que la distance et le climat;²⁵ une économie reposant essentiellement sur les ressources naturelles (plus d'un sixième de l'emploi industriel) et le secteur public (près des deux cinquièmes de l'emploi) (voir Glomsrod et Aslaksen, 2006), l'absence de centres de décision dans la région, des niveaux plus élevés de chômage et de paiements de pensions d'invalidité, un solde migratoire très négatif, une population vieillissante et, au plan interne, le mouvement de population vers des centres régionaux tels que Bodø, Tromsø et Alta ainsi que vers d'autres villes offrant des possibilités d'emploi dans le secteur public.

Tableau 1.11. Emploi par secteur
Tendances de l'emploi par secteur : différences entre la Norvège du Nord et la moyenne nationale

Secteur	1900	1920	1946	1970	1990	2005
Primaire	25	22	17	9	3	2.6
Secondaire	-15	-13	-12	-7	-3	-4.3
Tertiaire	-10	-9	-5	-2	0	1.7

Emploi, par secteurs, 2004 (répartition en %)

	Norvège du Nord	Ensemble du pays
Industries primaires	6.1	3.5
Industries secondaires	16.5	20.8
Industries tertiaires	77.4	75.7
dont : Secteur public	39.1	30.4

Source : Statistics Norway.

Les trois comtés sont souvent considérés ensemble, mais de grandes différences les séparent (voir tableau 1.12). Le Nordland est le plus méridional. Bien que relativement étalé (avec un indice périphérique de moins de 40), ce comté bénéficie grandement de la production d'hydroélectricité et de métaux. Bien que son principal centre régional, Bodø, soit important au niveau de la région nord du pays, c'est une ville de taille moyenne au niveau national, et elle est dépourvue d'université. En revanche, le Troms est plus compact et accessible (indice périphérique de plus de 50), tandis que Tromsø est à la fois une ville universitaire et une grande ville à l'échelon national. Enfin, dans le cas du Finnmark, l'emplacement géographique (indice périphérique de 33.6) et la faible densité de population (1.5 habitants au km²) constituent des handicaps particulièrement sérieux. Quatre municipalités seulement sur dix-neuf sont autonomes financièrement. Le Finnmark est bien placé pour tirer parti de la production de pétrole et de gaz dans la région de la Mer de Barents. En bref, les trois comtés présentent plus de différences que de points communs.

Tableau 1.12. **Population, densité et évolution dans le nord de la Norvège**

	Population 2005	%	Densité de population (habitants au km ²)	Évolution de la population 85-05 (%)	Évolution de la population 95-05 (%)	Évolution de la population 00-05 (%)	Indice périphérique
Nordland	236 825	5.1	6.2	-2.8	-1.9	-1.0	39.7
Troms	152 741	3.3	5.9	3.8	1.4	1.0	50.3
Finnmark	73 074	1.6	1.5	-4.7	-4.6	-1.3	33.6
Norvège	4 606 363	100.0	14.2	11.1	5.9	2.9	68.1

Source : Ministère des Collectivités locales et du Développement régional.

À cela s'ajoutent également des différences considérables à l'intérieur de chaque comté, en particulier entre les centres urbains et les zones rurales voisines. C'est ainsi que les principaux centres régionaux du Nordland et du Troms (Bodø et Tromsø) ont ensemble une densité de population de plus de 27 habitants au km², contre 6.2 et 5.9 pour leurs comtés respectifs. De même, la population des deux villes a augmenté au total de plus de 11 % durant la dernière décennie, alors que celle de l'ensemble du Troms ne s'est accrue que de 1.4 % et que celle du Nordland a diminué de 1.9 %. Durant la même période, la population du Finnmark a diminué de 4.6 %, tandis que celle de sa plus grande ville, Alta, augmentait de près de 8 %.

Les 26 municipalités les plus septentrionales de Norvège continentale (Troms du nord et Finnmark) ont une superficie comparable à celle des Pays-Bas, mais ne comptent au total qu'un peu plus de 90 000 habitants (soit une densité de population de 1.6 habitants au km²), ce qui confirme la remarque générale faite au sujet de la diversité considérable qui caractérise le nord de la Norvège. Cette

zone subit en particulier les effets d'un dépeuplement marqué, ce qui entraîne une fragilisation extrême des structures. Du fait de la longueur des distances – la région s'étend sur un millier de kilomètres, de Kirkenes à l'est jusqu'à Karlsøy à l'ouest – les migrations quotidiennes sont impossibles, d'autant plus que le climat est très rude. Il est donc pratiquement inévitable que l'activité économique repose sur les ressources naturelles, sur la pêche et l'agriculture qui jouaient unialement un rôle prédominant, mais le pétrole et le gaz et aussi le tourisme jouent maintenant un rôle de premier plan. En dehors du secteur pétrolier et gazier, le développement des entreprises reste problématique du fait de l'exiguïté du marché du travail, des faibles possibilités de constituer des réseaux d'entreprise, et de l'importance des problèmes de restructuration (par exemple dans le secteur de la pêche).

En outre, la présence du groupe ethnique Sami dans le nord de la Norvège, de la Suède et de la Finlande et dans la péninsule de Kola, en Russie (pour une présentation générale, voir Brenna, n.d.) constitue une autre donnée à prendre en compte du point de vue de l'aménagement du territoire. En tant que peuple autochtone de la Norvège, les Sami ont un certain nombre de droits, notamment un droit spécial à la protection de leur culture. Environ les deux tiers des Sami (sur un total d'environ 70 000) vivent en Norvège, et le Parlement Sami se trouve à Karasjok, au Finnmark. En outre, Kautokeino (également dans le Finnmark) accueille le Collège universitaire Sami, ainsi qu'un Centre de documentation sur les droits des peuples autochtones, créé en 2002.

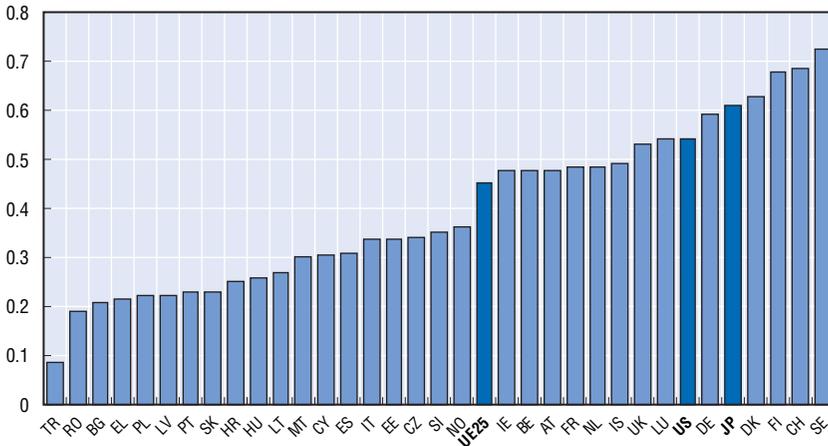
Il faut enfin parler de ce que l'on appelle le Grand nord, « principale zone stratégique de la Norvège dans les années à venir »²⁶. Le Grand nord est la région de la Mer de Barents, qui s'étend bien au-delà de la Norvège continentale jusqu'au Svalbard et à d'autres territoires insulaires. Les eaux territoriales de la Norvège couvrent une superficie considérable et sont riches en ressources naturelles. Bien que pendant des siècles, on se soit concentré essentiellement sur les abondantes réserves de poissons de la zone (conséquence de la faible profondeur et de la richesse de la Mer de Barents et des températures relativement plus élevées des eaux de la derive nord-atlantique), les vastes ressources pétrolières et gazières sous-marines offrent aujourd'hui d'énormes opportunités. L'exploitation de ces ressources n'ira certes pas sans problèmes, en particulier du fait des difficultés potentielles à concilier les impératifs environnementaux et les considérations énergétiques et haleutiques, mais leur présence a déjà modifié l'image du nord du pays (tant à l'extérieur qu'en Norvège même). Le « Grand nord » est de plus en plus synonyme du nord du pays, mais il a profondément changé de sens car il évoque non plus une zone à problèmes, mais une région riche en ressources naturelles et en opportunités. Malgré cela, diffuser la dynamique du Grand nord dans l'ensemble du nord de la Norvège reste un défi majeur.

1.4.2. Géographie des pôles d'activités et de l'innovation en Norvège

Comme indiqué plus haut dans la section 1.1.5, le secteur manufacturier de la Norvège est assez limité, tandis que la croissance économique est assurée par les secteurs basés sur les matières premières, essentiellement le pétrole et le gaz, les industries à forte intensité d'énergie et les services. Selon Statistics Norway, d'après la dernière enquête sur l'innovation portant sur les années 2002-04, seulement 26 % de l'ensemble des entreprises norvégiennes ont été innovantes durant cette période (Statistics Norway, 2005). Il existe toutefois des différences marquées entre les entreprises selon la taille, 62 % de celles comptant 500 salariés ou plus ayant en effet introduit des produits ou procédés nouveaux ou nettement améliorés, contre 20 % seulement de celles comptant entre 10 et 19 salariés. Ce sont essentiellement des facteurs économiques qui font obstacle à l'innovation, soit des coûts excessifs, soit le manque de financements externes/internes. Enfin, l'innovation est plus sensible dans l'industrie (37 % des innovations) que dans les services (28 % seulement).

Du point de vue de la R-D et de l'innovation, la Norvège semble être en retard sur d'autres pays d'Europe, en particulier sur ses voisins nordiques. Le Tableau de bord européen pour l'innovation (TBEI) de 2006²⁷ place la Norvège au-dessous de la moyenne de l'Union européenne des 25, tandis que les autres pays nordiques viennent aux tout premiers rangs (graphique 1.28). Selon le TBEI 2006, la performance de la Norvège est cependant satisfaisante en ce qui concerne les *moteurs de l'innovation*, tandis que les indicateurs de résultats sont à des niveaux inférieurs à ceux de l'UE des 25 (graphique 1.29). L'accès au réseau câblé à large bande (18.4 % en 2005, contre 10.6 % pour l'UE des 25) et la formation permanente (19.4 % en 2005 contre 11 % pour l'UE des 25) sont les points forts de la Norvège, suivis des crédits publics en faveur de l'innovation. Les indicateurs qui laissent le plus à désirer sont en particulier ceux qui concernent les exports de produits de haute technicité et les ventes de produits nouveaux sur les marchés. Selon le TBEI, les dépenses de R-D des entreprises norvégiennes sont inférieures à la moyenne de l'UE des 25, et elles ont même tendance à diminuer légèrement (passant de 0.99 % en 2003 à 0.82 % en 2005). Ces dernières années (2003-05) une certaine amélioration a été enregistrée en ce qui concerne l'emploi dans les services de haute technologie, tandis que le capital-risque de démarrage commençait à diminuer.

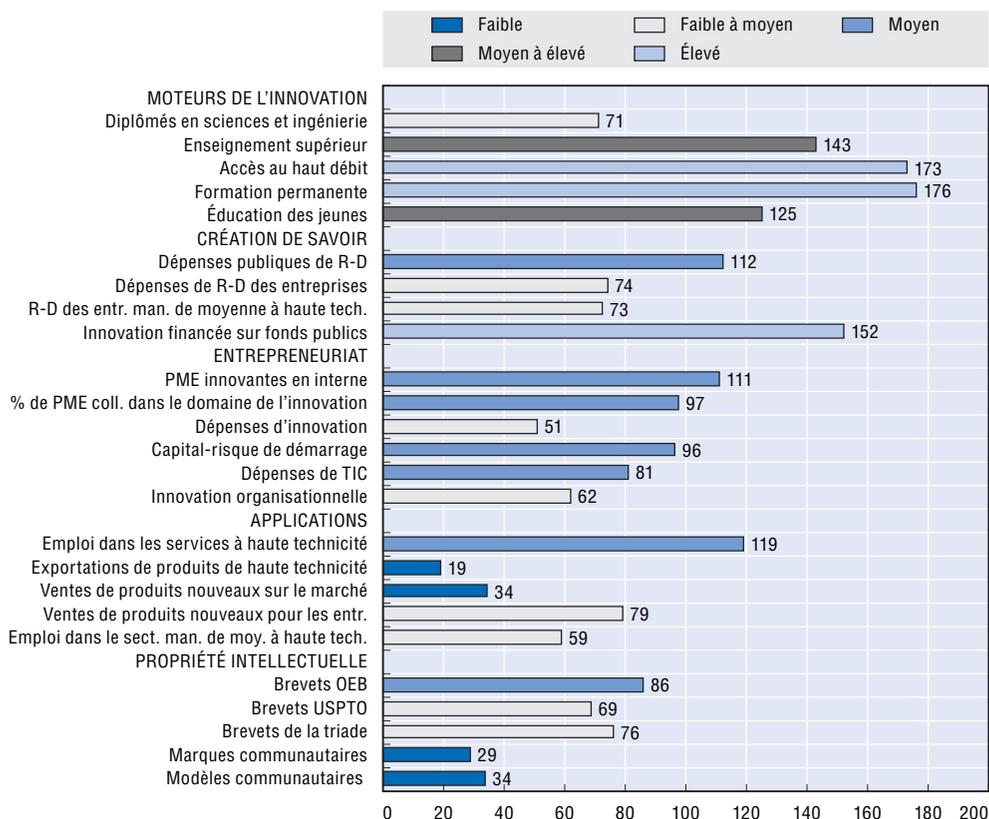
Selon le TBEI 2006, l'intensité des activités de R-D et les autres indices types d'innovation sont également assez modérés en Norvège, mais la situation n'est ni claire ni simple. D'une part, les gains de productivité sont marqués et d'autre part, la Norvège a mis en place un solide cadre institutionnel pour l'aide à l'innovation. Le problème semble tenir essentiellement au fait que les entreprises sont très bien parvenues à adapter les technologies existantes pour accroître leur productivité, mais qu'elles ne jugent guère nécessaire d'innover

Graphique 1.28. **Tableau de bord européen pour l'innovation 2006**

Source : Commission européenne (2006a), *Tableau de bord européen pour l'innovation 2006*, Commission européenne, Bruxelles.

elles-mêmes en raison des risques et des coûts considérables en jeu. Cela est dû en partie à la structure industrielle, caractérisée par la petite taille des entreprises et leur faible niveau de technicité. Toutefois, à plus long terme, la croissance dépendra de plus en plus de la capacité de toutes les entreprises à développer et intégrer des procédés et des produits innovants, à mesure que les ressources pétrolières commenceront à diminuer. D'un point de vue territorial, la situation analysée plus haut amène à conclure que les entreprises les moins innovantes sont généralement situées dans les régions les moins dynamiques sur le plan économique et où la taille moyenne des entreprises est plus petit, essentiellement dans les zones rurales éloignées ou périphériques.

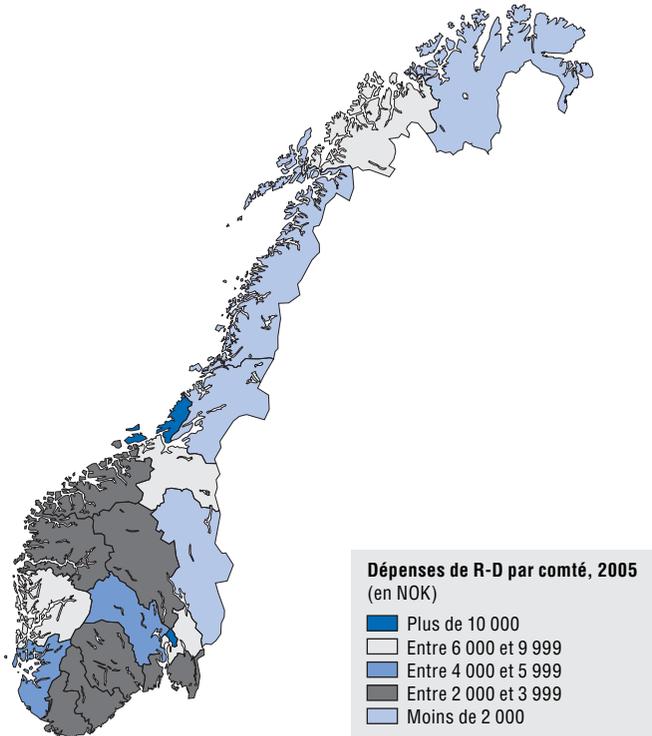
Les dépenses de R-D restent le principal indice de la volonté qu'a un pays d'accroître sa base de connaissances. De ce point de vue, la Norvège ne fait pas aussi bien que ses voisins. En 2004, elle consacrait 1.8 % de son PIB à la R-D, contre plus de 3.5 % pour la Suède et la Finlande et 2.6 % pour le Danemark (Hanell et Neubauer, 2006). La R-D est également une activité géographiquement centralisée, concentrée essentiellement dans les grandes villes. Comme le montre le graphique 1.30, les centres norvégiens de R-D sont situés dans les centres universitaires ou à proximité, principalement à Oslo et Trondheim, suivis de Bergen and Tromsø. Les plus bas niveaux de R-D sont enregistrés dans deux régions du pays à très faible densité moyenne de population, le Finnmark, mais également le Hedmark, dans le sud-est du pays.

Graphique 1.29. **Performance de la Norvège par rapport à l'Union européenne des 25 d'après le Tableau de bord européen pour l'innovation (TBEI) 2006**

Source : Commission européenne (2006a), *Tableau de bord européen pour l'innovation 2006*, Commission européenne, Bruxelles.

1.4.3. Pôle d'activités de la Norvège

Selon différentes mesures internationales, c'est dans les pays nordiques (Finlande, Suède, Danemark et Norvège) que l'établissement de réseaux atteint son niveau et son degré d'intensité les plus élevés. Dans ces pays, la majorité des entreprises faisant partie de pôles d'activités participent activement à au moins deux réseaux et environ neuf de ces entreprises sur dix, à au moins un de ces réseaux (The Gallup Organization Europe, 2006). Il existe en Norvège trois principaux pôles d'activités spécialisés, au sens large du terme, affrontant la concurrence internationale dans les secteurs du produits alimentaires d'origine marine, de l'énergie et du maritime. Il existe également un pôle d'activités orienté vers les TIC et basé sur une solide infrastructure de R-D. Quelques pôles d'activités de moindre ampleur, qui jouent un rôle capital dans leurs régions environnantes, seront décrits plus en

Graphique 1.30. **Dépenses de R-D par comté en Norvège en 2005**

Source : NIFU STEP et Statistics Norway, 2007.

détail au chapitre 2. Il convient de noter que les principaux pôles d'activités et les principaux acteurs des pôles d'activités sans caractère géographique précis sont situés dans le sud de la Norvège.

Le pôle d'activités des produits alimentaires d'origine marine est situé pour l'essentiel sur la côte ouest, aux environs de Bergen et Stavanger. Dans ce secteur, les entreprises collaborent à la recherche de solutions novatrices pour l'accès aux marchés mondiaux, face à la vive concurrence des pays asiatiques en particulier et pour développer la pisciculture de différentes espèces. La rentabilité, la taille, le type de production et la localisation des entreprises varient. Pour rester pleinement compétitive, la Norvège accorde la plus grande importance, dans sa stratégie sectorielle, à la recherche, à la production et à la diffusion du savoir. Seafood North Norway se prépare à la mariculture de nouvelles espèces (moules et oursins en particulier). Ce projet, auquel participent le ministère des Pêches et des Régions côtières et un certain nombre de partenaires publics et privés, a pour but de renforcer les connaissances et l'expérience régionales globales liées aux processus d'innovation fondés sur des réseaux.

En plus des grandes entreprises internationales de production et distribution de pétrole²⁸, le pôle d'activités pétrolières et gazières norvégien comprend des entreprises d'approvisionnement et de services compétitives au plan international et couvrant toute la chaîne de valeur, depuis l'exploration jusqu'au déclassement en passant par le développement, la production et l'exploitation. Le secteur pétrolier emploie environ 80 000 personnes en Norvège et l'on estime que 60 000 autres travaillent directement pour le secteur des approvisionnements et des services. Les compétences et l'expérience acquises sur le Plateau continental norvégien ainsi que la technologie qui y a été mise au point sont utilisées par l'industrie pétrolière et gazière dans le monde entier. On peut citer également l'industrie sous-marine basée en Norvège, leader international avec 70 à 80 % du marché mondial. Géographiquement, le pôle d'activité opère essentiellement à partir de Stavanger et secondairement à partir du Hordaland (y compris Bergen et Kristiansand), mais il a des antennes dans différentes parties du pays, en particulier dans le nord. L'un des problèmes qui se posent consiste toutefois à amener l'industrie à créer davantage d'emplois au Finnmark jusqu'à ce que l'exploitation des réserves de la Mer de Barents fasse pleinement sentir ses effets (voir section 1.1.3), dans une vingtaine d'années.

Les entreprises maritimes norvégiennes constituent une constellation d'industries compétitives au plan international et fondées sur de hauts niveaux d'expertise. Les principaux centres de ce pôle d'activité sont situés dans plusieurs points du sud du pays: Oslo, Stavanger, Kristiansand et Møre og Romsdal en particulier. Il existe également des liens étroits fondés sur le savoir-faire et les compétences entre le pôle d'activités maritime et d'autres pôles d'activités industriels-manufacturiers en Norvège. Dans le domaine de la technologie marine, un groupe est un fournisseur mondial de produits de pointe et de solutions intégrées pour les clients des secteurs pétrolier, gazier et énergétique et pour les industries de transformation (Groupe Aker). Il s'agit d'une des principales entreprises de construction navale d'Europe et d'un acteur important dans le secteur de la pêche. La Norvège compte également des entreprises de tout premier plan (Seadrill) dans le domaine des technologies marines.

Le pôle d'activité norvégien dans le domaine des TIC est situé pour l'essentiel dans la région d'Oslo, où se trouvent les principaux opérateurs. Soixante pour cent des emplois du secteur des technologies de l'information et de la communication de la Norvège sont également regroupés dans les environs d'Oslo (Oslo Teknopol, 2006). Les entreprises, centres de recherche et professionnels des TIC font généralement partie de trois pôles d'activités installés à proximité d'Oslo : Gaustabekk Valley, le Centre de TI de Fornebu, et le Parc technologique de Kjeller. Ces trois pôles d'activités de TI, proches les uns des autres, sont liés entre eux grâce à une infrastructure qui facilite les travaux de recherche communs. Des parcs de recherche secondaires ont

également été créés dans diverses villes de Norvège. Cet ensemble de parcs de recherche est à même de faire office de pépinière et de centre de recherche pour d'autres organismes et entreprises et d'assurer des liaisons entre eux.

Raufoss est aujourd'hui un pôle d'activité automobile dynamique du sud de la Norvège, dont les activités industrielles ont démarré il y a plus de 100 ans dans le secteur de la défense. La fabrication de pièces légères d'automobiles a commencé en 1956 et Raufoss s'est spécialisé dix ans plus tard dans les pièces en aluminium. Le pôle d'activité, qui travaille aujourd'hui pour de grands constructeurs du monde entier, emploie 3 000 salariés dans 30 entreprises différentes. Sa production est exportée à 85 %. Le succès persistant de Raufoss, bien que la Norvège soit un pays cher, ce qui pourrait être un handicap sur le marché international, peut être attribué à ses gains de productivité. Le pôle d'activité a demandé et obtenu un financement dans le cadre du programme de Centres norvégiens d'expertise. Parmi les différents projets qui ont été décidés à ce titre figure la création d'une « usine du savoir » et de procédés propres à faciliter les activités de R-D et les transferts de technologie. La mise en place de nouveaux modèles de coopération entre des partenaires de l'industrie, de la recherche et de l'enseignement est également une préoccupation constante des entreprises installées à Raufoss, afin de maintenir un niveau d'efficacité élevé.

En dehors du grand pôle d'activités décrit plus haut, d'autres pôles d'activités norvégiens ont fait l'objet d'un certain nombre d'initiatives avec l'appui des autorités nationales et régionales dans le cadre des programmes décrits au chapitre 2. L'exemple ci-dessous montre que les pôles d'activités peuvent regrouper plusieurs secteurs (en l'occurrence l'agriculture et la pêche) et que ces initiatives peuvent très bien être prises à l'échelle d'une petite ville. BIOINN, pôle d'activités biotechnologiques de Norvège axé sur la génétique animale et végétale, a été créé en 1998. Il est situé à Hamar (ville du Hedmark comptant quelque 26 000 habitants) et dans ses environs. La région joue un rôle de pointe dans les domaines de la reproduction et de la conversion animale ainsi que de l'amélioration des plantes et des arbres, et l'enseignement dispensé par le Collège universitaire du Hedmark porte essentiellement sur ces domaines. La création du pôle d'activité dans le cadre d'un partenariat est le fruit d'un effort conjoint du Conseil du comté, de la municipalité, du Collège universitaire, d'entreprises agricoles et de chercheurs, et d'autres parties du pays y ont été associées (en ce qui concerne les espèces haliéutiques). BIOINN est spécialisé dans la cryogénétique et met ses découvertes à la disposition de l'agriculture (pour l'élevage de bétail) et de l'aquaculture (pour le saumon) grâce à une bio-banque.

Entre 2003 et 2006, BIOINN a été un projet important dans le cadre du programme de développement de pôles d'activités ARENA appuyé par Innovation Norway, RCN et SIVA (voir chapitre suivant). Une bio-pépinière a été créée de même que six firmes-rejets au cours des trois dernières années.

Un « bio-centre » qui sert de lieu de réunion et de démonstration est en construction avec l'aide de la municipalité. Pour faciliter sa future croissance dans un cadre adapté, BIOINN a été créé en juin 2006 avec le statut de fondation. Cela favorisera les projets de coopération entre les acteurs du marché dans le domaine de la biotechnologie, grâce à un financement à la fois public et privé. BIOINN relèvera également du Programme de centres d'expertise norvégiens (voir chapitre 2). Ce projet couronné de succès montre qu'une zone rurale peu peuplée peut promouvoir des projets d'innovation produisant de la valeur ajoutée en utilisant les ressources locales, et avoir des effets qui sont loin d'être seulement locaux. Contrairement à ce que l'on pense souvent, ce type d'innovation ne nécessite pas toujours un environnement urbain.

1.4.4. Ressources publiques affectées à l'innovation

Le système d'enseignement supérieur de la Norvège, qui comprend six universités et 25 collèges universitaires, est relativement grand. Les six universités, qui accueillent environ un tiers de l'ensemble des étudiants, sont situées à Oslo, Stavanger, Bergen, Trondheim, Tromsø et Aas (Université norvégienne des sciences de la vie), près d'Oslo. Les 25 collèges universitaires, qui regroupent 47 % des effectifs, sont bien répartis dans le pays, et il en existe un dans chaque comté (ministère de l'Éducation et de la Recherche, 2003). On compte en outre 21 collèges privés recevant une aide financière de l'État, et un petit nombre qui n'en bénéficient pas. Ces collèges accueillent 15 % des effectifs. On compte également six petits établissements universitaires spécialisés offrant des cours dans des domaines tels que l'architecture.

Le secteur des universités et des collèges concentre une grande part des activités de R-D de la Norvège (environ 28 % du total, contre une moyenne de 19 % dans la zone OCDE). Toutes ces recherches dépendent dans une large mesure de sources de financement publiques. Les universités et les établissements universitaires spécialisés ont un niveau d'activité de R-D nettement plus élevé que les collèges universitaires, qui reçoivent peu de subventions de recherche attribuées sur concours. De plus, les universités et les établissements universitaires spécialisés ont été chargés tout spécialement de la recherche fondamentale à long terme et de la formation des chercheurs.

La Norvège compte plus de 200 instituts indépendants, dont environ 70 se consacrent exclusivement à la recherche. Ce secteur comprend des organismes qui ne relèvent ni de l'enseignement supérieur, ni de l'industrie. La proportion des activités de R-D menées par ces établissements est nettement supérieure à la moyenne des pays de l'OCDE puisqu'elle représente un quart de l'ensemble des activités de R-D au niveau national, contre 11 % dans la zone OCDE. Ce secteur, relativement spécialisé, effectue la plupart des travaux de R-D financés sur fonds publics dans les domaines de l'ingénierie, des sciences aquatiques et de l'agriculture²⁹. Les centres de recherche qui se consacrent principalement à la

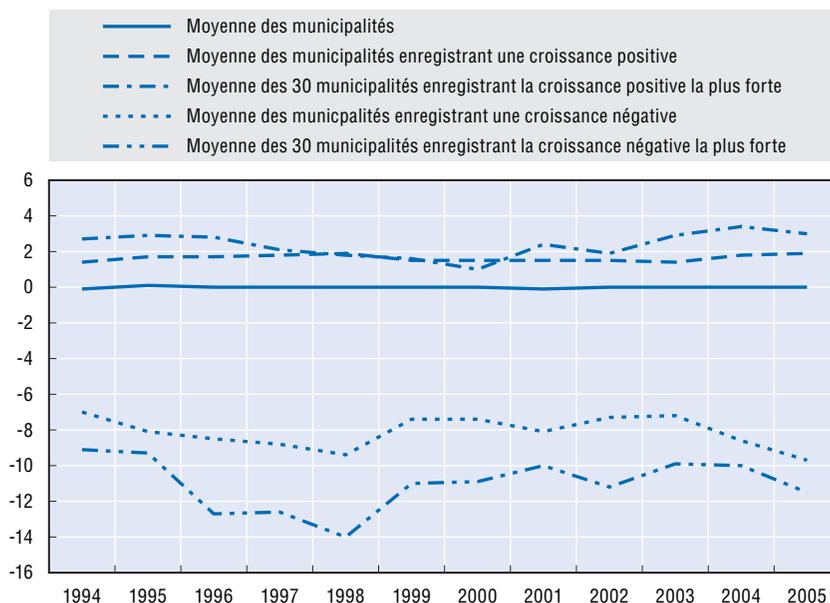
R-D assurent près de 80 % des activités de R-D, le reste étant le fait d'organismes administratifs publics, de musées et d'archives ou d'établissements de santé. Le Conseil norvégien de la recherche (RCN) a la responsabilité stratégique du secteur, fixe le cadre et les objectifs des diverses formes de financement public. Le Conseil de la recherche établit des rapports annuels sur les activités des centres de recherche à la demande des ministères.

Les centres de recherche jouent un rôle considérable dans le cadre du système de recherche de la Norvège en ce qui concerne la recherche appliquée. Le plus important centre de recherche est la SINTEF (Fondation pour la recherche scientifique et industrielle de l'Institut norvégien de technologie), principal organisme de recherche indépendant des pays nordiques, qui a son siège principal à Trondheim. Chaque année, la SINTEF apporte son concours au développement d'environ 2 000 entreprises (rapport annuel de 2006). Elle a pour but de contribuer à la création de richesse et au développement durable de la société en générant de nouvelles connaissances et en concevant des nouvelles solutions fondées sur la recherche et le développement technologique, les sciences naturelles, la médecine et les sciences sociales. Elle coopère très activement avec les instituts et les universités. Depuis sa création en 1950, elle collabore en effet étroitement avec l'Université norvégienne de science et de technologie (NTNU) de Trondheim. La SINTEF contrôle le Sinvent (service de commercialisation) chargé d'aider les firmes-rejets et les start-ups, qui est installé à Trondheim à proximité du NTNU TTO (Office de transfert des technologies).

1.4.5. Zones de la Norvège à population en diminution et accès aux services

Diminution de la population et distance par rapport aux services

Plus de la moitié des municipalités norvégiennes ont vu leur population diminuer au cours des 10 dernières années, essentiellement parce que des personnes en âge de travailler vont s'installer avec leur famille dans des zones plus urbanisées. Elles laissent derrière elles une population vieillissante qui a besoin de services différents et coûteux. La plupart des problèmes liés à une diminution de la population sont liés au départ d'une partie de celle-ci. Les effets de ce phénomène sont prononcés dans les municipalités ayant enregistré des taux d'accroissement négatifs de la population qui ont varié entre moins 7 et moins 9.7 entre 1994 et 2005 (voir graphique 1.31). Ces zones deviennent petit à petit de moins en moins attractives. En plus des problèmes démographiques, le climat rigoureux, le terrain difficile et les longues distances constituent autant d'obstacles à la réalisation de l'objectif déclaré qui est d'assurer un niveau de vie égal à tous les Norvégiens.

Graphique 1.31. **Migration moyenne nette pour 1 000 habitants entre 1994 et 2005**

Source : Statistics Norway.

La diminution de la population ne touche pas également tous les groupes d'âge. Les personnes en âge d'être scolarisées ou d'avoir une activité productive sont sous-représentées, tandis que les couches de la population de plus de 67 ans sont sur-représentées. Selon Statistics Norway, la population vieillit régulièrement, mais la proportion de personnes âgées de 67 ans et plus est plus forte dans les municipalités enregistrant une croissance démographique négative (voir tableau 1.13). Cette proportion est de 16,6 %, contre 13 % pour l'ensemble des municipalités, et elle est encore plus forte (17 %) dans les zones qui ont perdu davantage d'habitants au cours de la dernière décennie. Cette tendance exerce

Tableau 1.13. **Proportion de la population âgée de 67 ans et plus en 2006, selon les municipalités**

	Population âgée de 67 ans et plus
Ensemble des municipalités	13.0
Municipalités dont la population diminue	16.6
Municipalités dont la population augmente	12.2
30 municipalités dont la population diminue le plus	17.0
30 municipalités dont la population augmente le plus	11.7

Source : Statistics Norway.

une pression sur les besoins en services publics de ces personnes âgées. Le principal problème qui se pose aujourd'hui en matière de prestation de services publics dans de nombreuses zones rurales de Norvège concerne la disponibilité et la capacité des maisons de retraite et les soins à assurer aux personnes âgées.

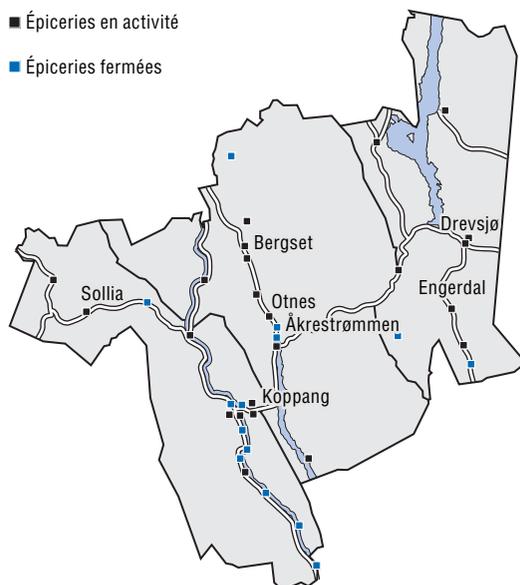
La faible densité et la diminution de la population des grandes municipalités ne font que rendre encore plus difficile la prestation des services. Les municipalités norvégiennes sont immenses, certaines d'entre elles couvrant plus de 3 000 km² et ne comptant pas plus de 3 000 habitants. Les distances entre leurs limites nord et sud ou ouest et est dépassent parfois 100 km. Ces longues distances et des densités inférieures à un habitant au km² posent d'énormes problèmes pour assurer à chacun des services équivalents. Dans ces zones à population faible et peu dense, les services appellent une attention particulière en termes de production, d'organisation, de maîtrise des coûts et d'efficacité. Dans les zones à plus forte densité de population, des économies d'échelle sont plus faciles à réaliser.

Le point de vue des usagers sur la diminution de l'offre de services

Les zones où la population est en diminution ont pour caractéristiques communes les fermetures continues d'écoles, de bureaux de poste, de gares de chemins de fer, de petits commerces, de stations service et d'autres services tant publics que privés. Entre 2001 et 2005, des écoles primaires et secondaires ont été fermées dans 80 municipalités à population en diminution. On a également fermé de nombreux bureaux de poste dans tout le pays, dans des zones aussi bien urbaines que rurales. Les services assurés par les bureaux de poste de type classique le sont dorénavant par des commerces. Cela a toutefois permis d'assurer un meilleur accès aux services postaux de bien des façons car les heures d'ouverture sont plus longues. Vingt-trois épiceries ont fermé dans la région du Midt-Østerdal depuis les années 60 (voir graphique 1.32) et l'on observe un phénomène similaire dans d'autres régions connaissant les mêmes problèmes démographiques. Il ne s'agit pas d'un problème limité aux seules zones rurales car des petits commerces ferment ailleurs également et les magasins de détail sont concentrés dans les grands centres commerciaux. L'effet de ces fermetures se fait toutefois sentir davantage dans les zones non urbaines, même si les gens ont tendance à être plus mobiles et sont disposés à parcourir de plus grandes distances pour bénéficier de services.

La disparition de points d'accès à des services a plusieurs conséquences. Les distances entre usagers et prestataires de services augmentent et atteignent des niveaux tels que des solutions novatrices doivent être trouvées par les uns ou les autres. De plus, l'esprit communautaire diminue si les gens n'ont pas d'endroits (écoles, épiceries ou bureaux de poste) où se rencontrer et communiquer entre eux. Enfin, le sentiment de sécurité fait place à la crainte que les enfants ne puissent pas recevoir une éducation satisfaisante ou qu'il

Graphique 1.32. **Évolution du nombre d'épiceries de 1960 à 2006 dans la région du Midt-Østerdal (comté de Hedmark)**



Note : Nombre antérieur et actuel d'épiceries (cases pleines). Midt-Osterdal, 2006.

Source : Aasbrenn, Kristian (2006), *Organisation de la prestation de services dans les zones dont la population diminue : la politique de la Norvège*, Institut des sciences sociales, Collège universitaire du Hedmark.

n'y ait pas d'ambulance en cas d'urgence. Un sentiment global d'isolement croissant incite les plus jeunes à partir et contribue certainement à rendre certaines zones moins attractives, quels qu'en soient les attraits par ailleurs.

Les distances et les difficultés d'accès à certains services expliquent les différences d'indice de satisfaction. Les résultats d'enquêtes Gallup TNS (voir *odin.dep.no*) (Aasbrenn, 2006) montrent que dans les régions périphériques, la population est moins satisfaite des conditions d'accès aux commerces et aux avantages qu'offrent les grands centres urbains (hôpitaux, établissements d'enseignement supérieur, loisirs et activités culturelles), et qu'elle se plaint aussi de l'insuffisance des transports publics et de la qualité de certains services de santé dans les zones éloignées. L'indice de satisfaction des personnes âgées est généralement plus élevé que celui de leurs homologues des zones urbaines et des jeunes ruraux. Cela semblerait signifier (Aasbrenn, 2006) que les personnes âgées vivant en milieu urbain pourraient être moins exigeantes que les autres en matière de services destinés au troisième âge. Cela posera donc un problème lorsque ceux qui font partie des jeunes générations (plus exigeantes aujourd'hui en ce qui concerne la disponibilité de services publics en général) et qui résideront encore dans ces zones, vieilliront et continueront à compter sur des services de grande qualité, quel que soit l'endroit où ils vivent.

Notes

1. « Nordique » est utilisé ici de préférence à « scandinave », terme qui, d'un point de vue strictement géographique, s'applique uniquement à la Norvège et à la Suède (c'est-à-dire à la péninsule scandinave). Toutefois, en langage courant et sur un plan pratique, le Danemark est souvent inclus lui aussi. La « Fennoscandie » inclut également la Finlande. L'expression « pays nordiques » ou « Norden » inclut en outre l'Islande, et souvent aussi les régions autonomes de Westnorden (Groenland et les Faeroe).
2. Dans les pays nordiques, une localité est souvent définie comme un groupe d'habitations situées à moins de 200 mètres (moins de 50 mètres en Norvège) les unes des autres et comprenant au moins 200 habitants. L'utilisation de cette méthode morphologique de définition des zones urbaines commune aux pays nordiques ne change rien à la classification sus-mentionnée. Si l'on applique à la Norvège la définition d'une localité en vigueur dans les autres pays nordiques (distance de 200 mètres entre les bâtiments, au lieu de 50 mètres), la Norvège atteint un taux d'urbanisation de 82.6 %.
3. L'agriculture, la pêche et la sylviculture jouent un rôle important dans les zones rurales, bien que le nombre total d'emplois du secteur primaire ait diminué dans tous les pays. En Norvège, ces activités reçoivent généralement une aide considérable, qui joue un rôle majeur dans l'économie de certaines régions. Leur impact territorial direct est cependant difficile à évaluer, mais leur rôle dans le développement régional est largement reconnu.
4. Toutes les données sur les zones urbaines proviennent de Statistics Norway, 2006. Statistics Norway considère comme une zone urbaine tout établissement de plus de 200 habitants ayant une certaine densité de bâtiments. On comptait 905 établissements de ce type en 2006.
5. Selon Statistics Norway, une zone périphérique est une région où les établissements humains comptent moins de 5 000 habitants (13 % de la population). Les notions de périphérie, de faible population et d'éloignement, avec les problèmes d'accès aux services publics qui en résultent, ainsi que des conditions moins propices au développement économique, sont fréquemment évoquées dans la présente étude. Les notions de faible population et d'éloignement s'appliquent aux zones essentiellement rurales, mais celle de périphérie, dans son acception géographique traditionnelle (en l'occurrence, la « périphérie septentrionale ») peut très bien comprendre les centres urbains d'une certaine taille (par exemple Tromsø et Bodø, dans le nord de la Norvège).
6. Les municipalités sont utilisées ici en remplacement des villes-centres. Dans le texte, elles sont désignées sous le nom de « villes-centres ».
7. Les régions urbaines sont définies par le ministère des Collectivités locales et du Développement régional comme celles où le principal centre urbain compte au moins 50 000 habitants.
8. Y compris le pétrole brut et le gaz naturel (extraction et transport par oléoduc ou gazoduc), l'extraction minière, l'alimentation en eau et en électricité et le bâtiment.
9. Les coûts de main-d'œuvre dans une monnaie commune étaient supérieurs de 25 % à ceux des partenaires commerciaux en 2004 (OCDE, 2005c).
10. Les dépenses de santé ont fait un bond en 2001, lorsque pour la première fois, les coûts supplémentaires des soins de santé de longue durée supportés par les administrations locales ont été inclus dans les dépenses de santé.

11. Cette section est fondée sur des données fournies par le ministère des Collectivités locales et du Développement régional et le site web de Statistics Norway, 2006.
12. D'un point de vue statistique, les pays « non occidentaux » incluent les nouveaux membres de l'UE depuis l'élargissement de 2004.
13. Ces chiffres prennent en compte à la fois les immigrants de la première et de la seconde génération.
14. Les municipalités sont responsables de ces cours, à hauteur de 850 leçons gratuites pour les immigrants ayant un niveau d'instruction primaire ou secondaire, et de 3 000 pour ceux qui ont un niveau d'instruction inférieur. Depuis le début de 2005, les immigrants et réfugiés adultes sont tenus de suivre 300 heures de cours de norvégien pour pouvoir obtenir un permis de séjour et la nationalité norvégienne (voir OCDE, 2005a).
15. Base de données territoriales de l'OCDE, pourcentages pour la Norvège : 2001, pour la Suède et la Finlande : 2003.
16. Le Canada, le Japon et la Corée atteignent des taux d'environ 50 %.
17. Le chiffre pour Oslo est peut-être excessif car de nombreuses entreprises sont créées par des résidents de zones proches.
18. L'analyse de régression est une technique statistique qui a pour but de déterminer dans quelle mesure la différence observée de la variable dépendante (c'est-à-dire la productivité) est due à l'effet d'un ensemble de variables explicatives (par exemple la R-D, les compétences et la Typologie régionale de l'OCDE).
19. Les liens entre les firmes locales et régionales et les enseignants universitaires ne concernent qu'une faible proportion de ces derniers (OCDE, 2006d).
20. Bryggen (le vieux port de Bergen, Ligue hanséatique), l'église en bois d'Urnes (Sogn og Fjordane), la cité minière de Roros (Sor Trondelag), l'art rupestre préhistorique d'Alta (Finnmark), et le paysage naturel de l'archipel Vega (Nordland).
21. Le nombre de nuitées de visiteurs étrangers inclut cependant tout à la fois les séjours touristiques et les voyages d'affaires à l'étranger. La part de ces derniers est en gros proportionnelle à la taille d'un pays et au dynamisme de son industrie. La Suède a donc le plus grand nombre potentiel de visiteurs des pays de la région, mais pas nécessairement comme touristes.
22. La Norvège est bien dotée à cet égard car elle dispose à l'étranger d'un réseau d'offices du tourisme qui a fusionné avec Innovation Norvège en 2004. Une stratégie touristique nationale fait l'objet de discussions entre neuf ministères et doit être rendue publique au milieu de 2007.
23. Dans le Buskerud, à Kongsberg (défense, matériel maritime et automobile); dans l'Ostfold et à Halden (papier et TIC).
24. L'indice périphérique initial a été mis au point par l'Institut de l'économie des transports et l'Institut norvégien pour la recherche régionale et urbaine et il a été ultérieurement modifié légèrement par les autorités norvégiennes. Cet indice est établi à partir du niveau municipal et permet des comparaisons à différents niveaux territoriaux (bassins d'emploi, marchés régionaux, régions économiques, comtés et zones au niveau NUTS).
25. Pour une description plus générale des régions périphériques du nord, voir Gløersen, et al., 2006.

26. Citation provenant du site web du ministère des Affaires étrangères. Voir également ministère des Affaires étrangères (2005).
27. Le TBEI est l'instrument mis au point à l'initiative de la Commission européenne, dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne, pour évaluer et comparer la performance à l'innovation des pays membres de l'UE. Le TBEI 2006 comprend des indicateurs d'innovation et des analyses de tendances pour le pays membres de l'UE des 25, plus les deux nouveaux membres, la Bulgarie et la Roumanie, ainsi que pour la Croatie, la Turquie, l'Islande, la Norvège, la Suisse, les États-Unis et le Japon.
28. Par exemple le géant résultant de la fusion de Statoil et de Norsk Hydro, l'une des plus grandes entreprises de la zone nordique.
29. La plupart des activités de R-D financées par l'État dans les domaines des sciences humaines et de la médecine sont menées dans des établissements d'enseignement supérieur, la R-D en sciences naturelles se partageant de façon à peu près égale entre ces établissements et des centres de recherche publics.

Bibliographie

- Aardal, Bernt (2006), *How to Lose a Walk-Over Election? A Preliminary Analysis of the 2005 Parliamentary Election in Norway*, Report 2006:6, Institute for Social Research, Oslo.
- Aarsoether, Nils (dir. pub.) (2004), *Innovations in the Nordic Periphery*, Nordic Centre for Spatial Development, Stockholm.
- Aasbrenn, Kristian (2006), *Organizing Service Delivery in Areas with Population Decline: The Norwegian Approach*, Institute of Social Sciences, Collège universitaire de Hedmark.
- Almås, R. (dir. pub.) (2004), *Norwegian Agricultural History*, Tapir Academic Press Trondheim, cité dans Frode Lyssandtroe (2006), *Links between Agricultural Production and Rural Development: The Norwegian Experience*, OCDE.
- Anderson, B. et al. (2006), « Budgeting in Norway », *OECD Journal of Budgeting*, vol. 6, n° 1, OCDE, Paris, pp. 7-43.
- Arnold, Erik, Alessandro Muscio, Johanna Nählinger et Alasdair Reid (2005), *Mid-Term Evaluation of the VS2010 Programme: A Report to the Research Council of Norway*, Technopolis, Bruxelles.
- Askildsen, Jan Erik, Badi H. Baltagi et Tor Helge Holmås (2002), *Will Increased Wages Reduce Shortage of Nurses? A Panel Data Analysis of Nurses' Labour Supply*, Stein Rokkan Centre for Social Studies, Bergen University Research Foundation, Bergen.
- Autorité de surveillance AELE (2006), « PR(06)36: The EFTA Surveillance Authority Accepts a Norwegian Scheme on Regionally Differentiated Social Security Contributions for the Period from 2007 to 2013 », 19 juillet.
- Baltagi, Badi H., Espen Bratberg et Tor Helge Holmås (2003), *A Panel Data Study of Physicians' Labor Supply: The Case of Norway*, Stein Rokkan Centre for Social Studies, Bergen University Research Foundation, Bergen.
- Barents Secretariat (2006), « Petroleum in North Norway ».
- Bellone, Benoît et Bibbee Alexandra (2006), « The Ageing Challenge in Norway: Ensuring a Sustainable Pension and Welfare System », Documents de travail du Département des Affaires économiques n° 480, OCDE, Paris.
- Berg, Paul Olav (2003), *Regional Development in Norway – the Role of the State*, Bodø Graduate School of Business, Bodø.
- Bibbee, Alexandra et Flavio Padrini (2006), « Balancing Health Care Quality and Cost Containment: Ensuring a Sustainable Pension and Welfare System », Documents de travail du Département des Affaires économiques n° 481, OCDE, Paris.
- Bjørngum, Øystein (2005), *Localdemokrati og partnerskap (Local Democracy and Partnership – résumé en anglais)*.
- Blomberg et al. (1999), *Telemedicine in Norway: Status and the Road Ahead*, ministère de la Santé et des Services de soins, Oslo.

- Bohm, P. et H. Lind (1993), « Policy Evaluation Quality: A Quasi-Experimental Study of Regional Employment Subsidies in Sweden », *Regional Science and Urban Economics*, vol. 23, Elsevier, Pays-Bas.
- Borge, L.E. et J. Rattsø (1997), « Local Government Grants and Income Tax Revenue: Redistributive Politics in Norway 1900-1990 », *Public Choice*, pp. 181-197.
- Borge, L.E. et J. Rattsø (2003), *Property Taxation as Incentive for Cost Control: Empirical Evidence for Utility Services in Norway*, Department of Economics Paper, Norwegian University of Science and Technology, Trondheim.
- Borge, L.E. et Rattsø, J. (2004), « The Relationship between Costs and User Charges: The Case of a Norwegian Utility Service », paper, Department of Economics, université de Trondheim.
- Bratton, Kathleen A. et Leonard P. Ray (2002), « Descriptive Representation, Policy Outcomes, and Municipal Day-Care Coverage in Norway », *American Journal of Political Science*, vol. 46, n° 2, pp. 428-437.
- Breivik, Elin, Lars Kr. Rye et Line Linstad (2006), « Project Report Telemedicine in Norway: Norwegian Experiences ».
- Breivik, Elin, Lars Kr. Rye et Line Linstad (2007), *Telemedicine in Norway: Norwegian Experiences*.
- Brenna, Wenke (non daté), *The Sami of Norway*, disponible sur <http://regjeringen.no>.
- Bundt, Nancy (2003), *Invest and Work in Oslo*, Teknopol, Oslo.
- Byrkjeflot, Haldor (2005), *The Rise of a Healthcare State? Recent Healthcare Reforms in Norway*, Stein Rokkan Centre for Social Studies, Bergen University Research Foundation, Bergen.
- Byrkjeflot, Haldor et Simon Neby (2004), *The Decentralized Path Challenged? Nordic Health Care Reforms in Comparison*, Stein Rokkan Centre for Social Science, Bergen University Research Foundation, Bergen.
- Carlsen, Benedicte (2006), « The Changing Role of Gatekeepers: Rationing and Shared Decision-Making in Primary Care », dissertation for the degree Philosophiae Doctor, université de Bergen, Bergen.
- Carlsen, Benedicte et Ole Frithjof Norheim (2003), « Introduction of the Patient-List System in General Practice: Changes in Norwegian Physicians' Perception of their Gatekeeper Role », *Scandinavian Journal of Primary Health Care*, vol. 21, n° 4, pp. 209-13.
- Christensen, Dag Arne (2003), *Active Ageing: Country Report Norway*, Stein Rokkan Centre for Social Studies, Bergen University Research Foundation, Bergen.
- Christensen, T. et P. Laegreid (2004), *Regulatory Agencies – The Challenges of Balancing Agency Autonomy and Political Control*, Working Paper 18, Stein Rokkan Centre for Social Studies, Unifob AS, Oslo.
- Christensen, T. et P. Laegreid, (2006), *Modern Regulatory Agencies – Professional and Judicial Objectivity or Increased Complexity in Decision-Making?*, Working Paper 12, Stein Rokkan Centre for Social Studies, Unifob AS, Oslo.
- Christensen, T., P. Laegreid et I. Mariestigen (2004), *Performance Management and Public Sector Reform: The Norwegian Hospital Reform*, Stein Rokkan Centre for Social Studies, Bergen University Research Foundation, Bergen.
- City of Bergen (2006), « The Centre of Norway's Most Attractive Region for Business Locations ».

- Coleman, J.S. (1990), *Foundations of Social Theory*, Belknap Press, Cambridge, Mass.
- Commission européenne (2006a), *Tableau de bord européen de l'innovation (TBEI) 2006*, Commission européenne, Bruxelles.
- Commission européenne (2006b), *The PAXIS Manual for Innovation Policy Makers and Practitioners, Analysis and Transfer of Innovation Tools, Methodologies and Policy*, Commission européenne, Bruxelles.
- Commission européenne (2006c), *European Trend Chart on Innovation, Annual Innovation Policy Trends and Appraisal Report – Norway – 2004-2005*, Commission européenne, Bruxelles.
- Commission européenne (2007), « Examples of Regional Innovation Projects, Programmes for Innovative Actions 2000-2006 », DG Regio.
- Conseil de la région d'Oulu (2006), *Pohjois-Pohjanmaan maakuntaohjelma 2007-2010 (Regional Development Programme of Council of Oulu Region 2007-2010)*, Conseil de la région d'Oulu, Oulu.
- Conseil norvégien de la recherche (2005), *Annual Report 2004*.
- Conseil norvégien de la recherche (2005), *Report on the Evaluation of the Regular General Practitioner Scheme*, Oslo.
- Conseil norvégien de la recherche (2005a), *Annual Report 2004 (Årsmelding 2004)*, Conseil norvégien de la recherche, Oslo.
- Conseil norvégien de la recherche (2005b), « Results from the Hospital Reform – Access, Priorities, Efficiency and Stake Holders' Participation ».
- Conseil norvégien de la recherche (2006), *Report on Science and Technology Indicators for Norway 2005*, Conseil norvégien de la recherche, Oslo.
- Defra (Department for Environment Food and Rural Affairs) (2005), *Rural Delivery Pathfinders: Prospectus*, Defra, Working in partnership with local government, Defra, Londres.
- Directorate for Health and Social Affairs (2005), *The Challenge of the Gradient (2005-06)*, Directorate for Health and Social Affairs, Norvège.
- Edvardsen, Hege Marie (dir. pub.) (2004), « Regional Policy in Norway and Sweden », NIBR Report, 13.
- Ervik, Rune et Ingrid Helgøy (2005), « Overcoming the Barriers and Seizing the Opportunities for Active Ageing in Norway: Report from an Expert Panel Meeting », Stein Rokkan Centre for Social Studies, Bergen University Research Foundation, Bergen.
- Fimreite, Anne Lise et Per Lægred, (2005), *Specialization and Co-ordination: Implications for Integration and Autonomy in a Multi-Level System*, Stein Rokkan Centre for Social Studies.
- Finnish Tourist Board (2006), *Research and Statistics*.
- Fiva, J.H. et J. Rattso (2005), « Decentralization with Property Taxation to Improve Incentives: Evidence from Local Governments' Discrete Choice », Working Paper No. 6, Department of Economics, Norwegian University of Science and Technology, Trondheim.
- Flak, Leif Skiftenes, Dag H. Olsen et Peter Wolcott (2005), « Local e-Government in Norway: Current Status and Emerging Issues », *Scandinavian Journal of Information Systems*, vol. 17-2, pp. 41-84.

- Forbord, M. (1998), « New Co-operatives and Local Development – The Case of Jämtland and Trøndelag », *Rural and Regional Development Publications*, 61, P. Saukkonen et H. Vihinen, Mikkelä, Mikkelä Institute for Rural Research and Training, université d'Helsinki.
- Forbord, M. (2005), « Co-creating Successful New Industrial Networks and Products », *Managing Product Innovation*, 13, A. G. Woodside, Elsevier Ltd, Oxford, pp. 211-335.
- Forum économique mondial (2007), *The Global Competitiveness Report 2006-2007*, Forum économique mondial, Genève.
- Foss, Olaf et Tor Selstad (1997), *Regional Arbeidsdeling (Répartition régionale du travail)* [traduction non officielle], Tano-Aschehoug, Oslo.
- Gammon, Deede (1999), *Restraining and Facilitating Factors in the Diffusion of Telemedicine*.
- Gløersen, Erik, Alexandre Dubois, Andrew Copus et Carsten Schürmann (2006), *Study on Northern Peripheral, Sparsely Populated Regions in the European Union and in Norway*, Nordregio report 2006:2, Nordregio, Stockholm.
- Glomsrød, Solveig et Iulie Aslaksen (dir. pub.) (2006), *The Economy of the North*, Statistics Norway, Oslo-Kongsvinger.
- Hanell et Neubauer (2006), « Geographies of Knowledge Production in Europe », *Nordregio Working Paper*, 3.
- Hansen, Jens Blom (1999), *Policy-Making in Central-Local Government Relations: Balancing Local Autonomy, Macroeconomic Control, and Sectoral Policy Goals*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Hansteen, Kjell (2005), *Norwegian and Swedish Broadband Initiatives (1999-2005)*, HØYKOM report No. 505, ministère de la Modernisation, Norvège.
- Hauknes, Johan, Olav Wicken, Per Koch et Siri Aanstad (2003), *GoodNIP – Good Practices in Nordic Innovation Policies, Part 2 Innovation Policy Trends and Rationalities*, STEP, Centre for Innovation Research, Oslo.
- Hegrenes, A., S., Gezelius, F. Kann et K. Mittenzwei (2002), *Agriculture and Regional Policy – an Analysis of Agricultural Support in Norway*, Norwegian Agricultural Economics Research Institute, Oslo.
- Helgøy, Ingrid (2005), *Active Ageing and the Norwegian Health Care System*, Stein Rokkan Centre for Social Studies, Bergen University Research Foundation, Bergen.
- Hoel, Michael et Karl Ove Moene (1987), « Produksjonsteori » (« Production Theory »), Department of Economy, université d'Oslo, Universitetsforlaget.
- Holmås, Tor Helge (2002), *Keeping Nurses at Work: A Duration Analysis*, Stein Rokkan Centre for Social Studies, Bergen University Research Foundation, Bergen.
- Høykom (2004), *Support for Broadband Communication in the Public Sector in Norway*, Høykom, SINTEF STEP.
- Innovation Norvège (2006), *Annual Report 2005*, Innovation Norvège, Oslo
- Institute for Teacher Education and School Development University of Oslo (2006), *Norwegian reports from TIMSS and PISA 2003*, Institute for Teacher Education and School Development – université d'Oslo, Oslo.
- Isaksen, Arne (1996), *The Innovation and New Technology Programme in Northern Norway (NT Programme): Results from the Evaluation of the NT Programme: An Overview*, STEP Publication 1/1996, STEP-Group, Oslo.

- Johnsen, Elis, Elin Breivik, Robert Myrvand et Frank Olsen (2006), *Benefits from Telemedicine in Norway. An Examination of Available Documentation*, ministère norvégien de la Fonction publique et de la Réforme, Oslo.
- Juvkam, Dag (2002), « Inndeling I bo-og arbeidsmarkedsregioner » (Définition des régions d'emploi), NIBR-report.
- Koch, Per (2006), *Innovation, Entrepreneurship and Regional Development in Norway*, NIFU STEP Studies in Innovation, Research and Education, NIFU Step, Oslo.
- Korkeamäki, O., R. Uusitalo (2005), *Sosiaaliturvamaksukokeilun vaikutus työllisyyteen, arviointiprojektin raportti (L'impact de mesures d'allègement de charges sociales sur le plan de l'emploi, rapport du projet d'évaluation)* (traduction non officielle), Ministry of Social Affairs and Health, Helsinki, juin 2005.
- Kotilainen, Heikki (2005), *Best Practices in Innovation Policies*, Tekes Technology Review 177/2005, Tekes, Helsinki.
- Knudsen, J.P. et al. (2005), *En vurdering av fylkeskommunenes rolle som regional utviklingsaktør og partnerskapenes funksjon i den sammenheng (Une évaluation du rôle des conseils de comté en tant qu'acteurs régionaux du développement et la fonction des partenariats dans ce contexte)* (traduction non officielle), Nordregio et NIBR, Stockholm et Oslo.
- Læg Reid, Per, Ståle Opedal et Inger Mariestigen (2003), *The Norwegian Hospital Reform – Balancing Political Control and Enterprise Autonomy*, Stein Rokkan Centre for Social Studies, Bergen University Research Foundation, Bergen.
- Lanestedt, Gjermund et Thor Mogen (2005), *Project Benefits and Results Indicators for Use in the Høykom Programme*, HØYKOM Report No. 503, ministère de la Modernisation, Norvège.
- Langset, M. et L. Aurdal (2006), « Intermediate Level of Public Administration in Norway: Structure, History and Recent Developments », Rapport de l'Institut européen d'administration publique (IEAP) sur l'échelon intermédiaire des administrations publiques en Europe occidentale.
- Lenk, Klaus et Gudrun Klee-Kruse (2000), *Multifunktionale Serviceläden, Ein modellkonzept für die öffentliche Verwaltung im Internet-Zeitalter (Les points de service multi-fonctions: un modèle conceptuel pour l'administration publique à l'ère de l'Internet)*, Sigma, Berlin.
- Lind, Truls et Jan Serck-Hanssen, université d'Oslo (1972), « Regional Subsidies on Labour and Capital », *Swedish Journal of Economics*.
- London Business School et Babson, Wellesly (non daté), « Global Entrepreneurship Monitor », Massachusetts, État s-Unis.
- Magliola, V. (2005), *The Concept of Social Capital in Classical Theories and in Contemporary Research*, n° 02/05, Trondheim, Centre for Rural Research.
- Ministère des Affaires étrangères (2005), *Opportunities and Challenges in the North*, Rapport n° 30 (2004-05) au Storting, Oslo, 15 avril 2005,
- Ministère des Collectivités locales et du Développement régional (2002), « Growth – In All Parts of the Country », déclaration du ministre Erna Solberg devant le Storting, Norvège, mardi 30 avril 2002.
- Ministère des Collectivités locales et du Développement régional (2005a), *A New Regional Policy – For Different Regions; Globalization Changes The Conditions For Regional Growth*, ministère des Collectivités locales et du Développement régional, Oslo.

- Ministère des Collectivités locales et du Développement régional (2005b), *Inntektssystemet for kommuner og fylkeskommuner 2006*, Beregningsteknisk dokumentasjon til St.prp.nr.1 (2005-06) (*Système de péréquation des communes et des conseils de comté*, documentation sur les calculs techniques 2005-06), ministère des Collectivités locales et du Développement régional, Oslo
- Ministère des Collectivités locales et du Développement régional (2005c), *Diversity through Inclusion and Participation: Responsibility and Freedom (2003-2004)*, Rapport n° 49 au Storting.
- Ministère des Collectivités locales et du Développement régional (2006a), Notification de la zone pouvant bénéficier de l'aide régionale nationale et des niveaux des aides pour la période 2007-13 à l'Autorité de surveillance AELE, juin 2006.
- Ministère des Collectivités locales et du Développement régional (2006b), *The Rural and Regional Policy of the Norwegian Government*, Résumé du Livre blanc n° 21 (2005-06), Norvège.
- Ministère des Collectivités locales et du Développement régional (2007), Version préliminaire du Livre blanc sur la région d'Oslo, ministère des Collectivités locales et du Développement régional, Oslo.
- Ministère du Commerce et de l'Industrie (2003), *Norwegian Government's Plan for Innovation*, ministère du Commerce et de l'Industrie, Oslo.
- Ministère du Commerce et de l'Industrie (2006), *The EU Lisbon Strategy – A Norwegian Perspective*, ministère du Commerce et de l'Industrie, Oslo.
- Ministère de l'Éducation et de la Recherche (2003), *Education in Norway*.
- Ministère de l'Éducation et Research Directorate for Education and Training (2007), *Facts about Education in Norway - Key Figures*, Statistics Norway, Oslo.
- Ministère des Finances (2006), *State Aid – Regionally-Differentiated Social Security Contributions*, soumission à l'Autorité de surveillance AELE, 12 juin 2006, ministère des Finances, Oslo.
- Ministère de l'Intérieur du Luxembourg (2003), « Centres de Développement et d'Attraction », dans *Programme directeur d'Aménagement du Territoire*, ministère de l'Intérieur, Luxembourg.
- Ministère norvégien de l'Éducation et de la Recherche (2003), *Education in Norway*, ministère norvégien de l'Éducation et de la Recherche, Oslo.
- Ministère du Pétrole et de l'Énergie (2006), *Facts 2006 The Norwegian Petroleum Sector*, ministère du Pétrole et de l'Énergie, Oslo.
- Ministère de la Santé et des Services de soins (1998), *Telemedicine in Norway: Status and the Road Ahead*, ministère de la Santé et des Affaires sociales, Oslo.
- Ministère de la Santé et des Services de soins (2005), *Long Term Care – Future Challenges*, Rapport n° 25 au Storting (2005-06), ministère de la Santé et des Affaires sociales, Oslo.
- Ministère de la Santé et des Services de soins (2006), *National Health Plan for Norway (2007-2010)*, ministère de la Santé et des Services de soins, Oslo.
- Møreforskning Molde (2001), « Differensiert arbeidsgiveravgift, kunnskapsstatus » (*Système sélectif de charges sociales, état des connaissances*), décembre.
- Mortimer, Peter (rapporteur), Simon Field et Beatriz Pont (2004), « *Equity in Education Thematic Review, Norway Country Note* », OCDE.
- National Council for Senior Citizens (non daté), *Challenges for Senior Policy 2006-2009*, National Council for Senior Citizens, Oslo.

- National Directorate for Health and Social Affairs (2005), « ... and it's going to get better! – National Strategy for Quality Improvement in Health and Social Services (2005-2015) », National Directorate for Health and Social Affairs, Oslo.
- Neubauer et al. (2007), *Regional Development in the Nordic Countries 2007*, Nordregio Report 2007:1.
- Van den Noord, Paul, Terje Hagen et Tor Iversen (1998), « The Norwegian Health Care System », OCDE, Document de travail n° 198.
- Nordic Innovation Centre (2005), *Innovation Systems and the Periphery*, Nordic Innovation Centre, Oslo.
- Nordic Innovation Centre (2006), *Nordic Private Equity – An Industry Analysis*, Nordic Innovation Centre, Oslo.
- Nordic Working Group on Cities and Regions (2006), *The Role of Urban Areas in Regional Development – European and Nordic Perspectives*, Nordregio Working Paper 2006:4, Stockholm.
- Nordregio (2005), *An Evaluation of Public-Private Partnerships*, Nordregio, Stockholm.
- Norges Gruppen (2004), *Arsrapport*, résumé en anglais, Norges Gruppen, Oslo.
- Norsk Telecom (2004), *Norske Bredbåndsaktører*, Norsk Telecom AS Report 2, mars 2004 pour le ministère de l'Industrie et du Commerce.
- Norut Group, Ltd. (2006), *Annual Report 2005*, Norut Group, Tromsø.
- Norut samfunnsforskning et Ernst and Young (2000), *Evaluering av NT-programmet (Évaluation du programme NT pour le nord de la Norvège)*, ministère des Collectivités locales et du Développement régional, Oslo.
- Norwegian Board of Health (2002), *Quality in Health Care: The Role of Government in Supervision and Monitoring in Norway*, Norwegian Board of Health, Oslo.
- Norwegian Government (2006a), *Første stortingsmelding om innovasjon* (communiqué de presse relatif au premier Livre blanc sur l'innovation), Pressemelding Nr. 83/06, gouvernement norvégien, Oslo.
- NOU (Norwegian Official Report) Report of the Effects Committee (2004a), *Effekter og effektivitet – effekter av statlig innsats for regional utvikling og distriktspolitiske mål (Effets et efficacité)* (traduction non officielle), NOU, vol. 2, janvier 2004, Oslo.
- NOU (Norwegian Official Report), Report of the District Commission (2004b), *Viable Districts and Regions: Frameworks for a Holistic and Geographically-Adapted Policy*, NOU, vol. 19, 12 octobre 2004, Oslo.
- NOU (2006), « Det lokale folkestyret i endring? » (La démocratie locale en évolution?), Norwegian Official Reports, n° 7.
- Odden, Sigrun (2006), *Evaluation of Industry-College Collaboration Scheme (Evaluering av bedriftsopplæringsprogrammet Østerdalskolen)*, Høgskolen i Hedmark, Report No. 10, Høgskolen I Hedmark, Elverum.
- OCDE (2003a), *Examens territoriaux de l'OCDE : Helsinki, Finlande*, Publications de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2003b), *Examens territoriaux de l'OCDE : Öresund, Copenhagen/Sweden*, Publications de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2003c), *Urban Renaissance: Berlin: Towards an Integrated Strategy for Social Cohesion and Economic Development*, Publications de l'OCDE, Paris.

- OCDE (2004a), *Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE*, Publications de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2004b), *Equity in Education, Thematic Review, Norway*, Publications de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2004c), *ICT Diffusion to Business: Peer Review, Country Report: Norway*, Working Party on the Information Economy, Publications de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2005a), *Equity in Education, Thematic Review, Norway*, Publications de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2005b), *Panorama de la santé : Les indicateurs de l'OCDE 2005*, Publications de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2005c), *Études économiques de l'OCDE : Norvège*, Publications de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2005d), *Panorama des statistiques de l'OCDE : Économie, environnement et société*, Publications de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2005e), *Examens territoriaux de l'OCDE : Finlande*, Publications de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2005f), *Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation*, Publications de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2006a), *OECD Territorial Reviews: Stockholm, Sweden*, Publications de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2006b), *Maladie, invalidité et travail : surmonter les obstacles (vol. 1) : Norvège, Pologne, Suisse*, Publications de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2006c), *Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006d), *OECD Thematic Review of Tertiary Education, Norway Country Note*, Publications de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2006e), *Examens de l'OCDE des politiques rurales : Le nouveau paradigme rural : Politiques et gouvernance*, Publications de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2007a), *Études économiques de l'OCDE : Norvège*, Publications de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2007b), *Panorama des régions de l'OCDE*, Publications de l'OCDE, Paris.
- OCDE/IMHE (2006), *Supporting the Contribution of Higher Education Institutions to Regional Development, Peer Review Report: Trondelag (Mid Norway Region), Norway*, Publications de l'OCDE, Paris.
- Office of the Prime Minister (2006), « Integrated Management Plan Ready », Press release No. 45-06, 31 mars 2006, Oslo.
- Oslo Innovation Centre (2006), *Le plus grand centre d'innovation de la Norvège (Forskningsparken – Norges største innovasjonssenter)*, Oslo Innovation Centre, Oslo.
- Oslo Teknopol (2003), *Invest and Work in Oslo Guide*, Oslo Teknopol, Oslo.
- Oslo Teknopol (2005), « Hovedstadsprosjektet » – Capital City Project, final report, Oslo Teknopol, Oslo.
- Oslo Teknopol (2006), *Join the Mobile Adventure*, Oslo Teknopol, Oslo.
- Putnam, R. (1993), *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*. University Press, Princeton, NJ.
- Rattso, J. (2003), « Vertical Imbalance and Fiscal Behavior in a Welfare State: Norway », document du Département des sciences économiques, Université norvégienne de la science et de la technologie, Trondheim.
- Région de Laponie (2003), *Lapin osaamiskeskusohjelma 2003-2006 (Programme du Centre d'Expertise pour 2003-2006)*, Lapin elämysteollisuuden osaamiskeskusohjelma, Rovaniemi.

- Rural Policy Committee (Commission finlandaise de la politique rurale) (2004), « Viable Countryside: Our Joint Responsibility », *Rural Policy Programme 2005-2008*, Commission de la politique rurale, Finlande.
- Salomon, L. et W. Sokolowski (2004), *Global Civil Society: Dimensions of the Non-Profit-Sector*, Kumarian Press, Bloomfield, CT.
- Selvitysmies Raimo Sailaksen työryhmä (Groupe de travail de Raimo Sailas) (2005), *Työnantajan sosiaaliturvamaksusta vapauttamisen alueellinen kokeilu – työllisyys ja muut vaikutukset (Action régionale en matière d'avantages consentis aux employeurs sur le plan des prélèvements sociaux – Emploi et autres impacts)*, octobre.
- Semlitsch, Kjersti (2006), *Public Private Partnerships: Norwegian Challenges*, Office of the Auditor General of Norway, Oslo.
- Senneseth, Knut (2005), *Innovation Norway, Cluster Policy and Programmes in Norway*, Innovation Norvège, Oslo.
- Serck-Hanssen, Jan (1984), Annex to the Official Norwegian Report: « Statlig næringsstøtte I distriktene », NOU, 21 A.
- Skogseid, Ingjerd (2005), *Market-Driven Development of Broadband Infrastructure in Rural Areas*, Western Norway Research Institute, IRIS 28, IRIS (Information Systems Research in Scandinavia), Norvège.
- Skogseid, Ingjerd et Ole Hanseth (2005), *Local Actors Build Broadband Infrastructure*, Western Norway Research Institute, Norvège.
- Sölvell, Örjan, Göran Lindqvist et Kristian Ketels (2003), *The Cluster Initiative Green Book*, The Competitiveness Institute, Barcelone.
- Spilling, O.R. (1996), « Regional Variation of New Firm Formation: The Norwegian Case », *Entrepreneurship and Regional Development*, 8(3), pp. 217-243.
- St.meld.nr. 19 [Rapport au Parlement norvégien, le Storting] (2001-02) *Nye oppgaver for lovaldemokratiet – regional og lokalt nivå (De nouvelles tâches pour la démocratie locale – Niveaux local et régional)* (traduction non officielle), Rapport au Parlement norvégien, 2002, Oslo.
- St.meld.nr. 8 (2003-04), *Rich Diversity in the North: About the Action Zone in Finnmark and North Troms*, Rapport au Parlement norvégien, 2003, Oslo.
- St.meld.nr. 24 (2003-04), *National Transport Plan 2006-2015*, 12 mars 2004, Rapport au Parlement norvégien, Oslo.
- St.meld.nr. 25 (2004-05), *Om regionalpolitikken* (ministère des Collectivités locales et du Développement régional, *A New Regional Policy – For Different Regions: Globalisation Changes the Conditions for Regional Growth – résumé en anglais*), Rapport au Parlement norvégien, 2005, Publication numéro H-2163 E, Oslo.
- St.meld.nr. 21 (2005-06), *Hjarte for heile landet: Om distrikts- og regionalpolitikken* (ministère des Collectivités locales et du Développement régional, *The Rural and Regional Policy of the Norwegian Government – résumé en anglais*), Rapport au Parlement norvégien, 2006, Publication numéro H-2190 E, Oslo.
- St.meld.nr. 12 (2006-07), *Regionale fortrinn – regional framtid (Avantages régionaux – Avancées régionales)* (traduction non officielle), Rapport au Parlement norvégien, 2006, Oslo.
- Statistics Norway (2005), *Innovation in Norwegian Enterprises 2004*, Statistics Norway, Oslo.

- Statistics Norway (2006), *Research and Development (R&D) in the Norwegian Business Enterprise Sector 2005*, Statistics Norway, Oslo.
- Statistics Norway (2006), *The Merchant Fleet 2005*, Statistics Norway, Oslo.
- Stoye, Monica (2006), « The Small Food Producers' Network and the Knowledge Centre for Food Development (VIFU), Denmark », dans le rapport intitulé *Peripheral Localities and Innovation Policies*, Nordic Innovation Centre, Oslo, pp. 122-137.
- Svendsen, G.T. et G.L.H. Svendsen (2006), *Social kapital. En introduktion*. København, Hans Reitzels Forlag.
- The Gallup Organization Europe (2006), « 2006 Innobarometer on Cluster's Role in Facilitating Innovation in Europe », Analytical Report, *Flash Eurobarometer*, 187.
- Virkkala, Seija et Kristiina Niemi (dir. pub.) (2006), *Peripheral Localities and Innovation Policies: Learning from Good Practices between the Nordic Countries*, Nordic Innovation Centre, Oslo.
- Wiig Aslesen, Heidi, Morten Fraas, Arne Isaksen et Keith Smith (2000), *Evaluation of SIVA, STEP Report*, STEP Research Institute, Oslo.
- Wishlade, Fiona G. (2003), *Regional State Aid and Competition Policy in the European Union*, Kluwer European Monographs, Vol. 43, Kluwer, La Haye.
- Westlund, H. (2006), *Social Capital in the Knowledge Economy – Theory and Empirics*, Heidelberg, Springer.
- Yuill, D. (2006), « Responding to the Changing Policy Agenda: Recent Regional Policy Developments in the EU and Norway », EorPA 06/1, European Policies Research Centre, University of Strathclyde, Glasgow.
- Yuill, D et H. Vironen (2006), « Regional Policy, Urban Areas and Innovation: A Policy Review », dans ministère de l'Intérieur, *Cities Making a Competitive and Liveable Europe*, document établi comme base de discussion sur le développement urbain pendant la présidence finlandaise de l'Union européenne, Helsinki.

Sites Web officiels

Portail des sites publics : www.norway.no.

Ministère des Collectivités locales et du Développement régional : www.krd.no.

Statistics Norway : www.ssb.no.

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation : www.lmd.dep.no.

Ministère l'Éducation et de la Recherche : www.kd.dep.no.

Ministère de la Pêche et des affaires côtières : www.fkd.dep.no.

Ministère de la Fonction publique et de la Réforme : www.fad.dep.no.

Ministère de la Santé et des Services de soins : www.hod.dep.no.

Ministère du Pétrole et de l'Énergie : www.oed.dep.no.

Ministère des Transports et des Communications : www.sd.dep.no.

KS : www.ks.no.

Innovation Norvège : www.innovasjon Norge.no.

Conseil norvégien de la recherche : www.rcn.no.

Société norvégienne pour le développement industriel, SIVA : www.siva.no.

Table des matières

Évaluation et recommandations	13
Chapitre 1. Performances régionales et potentialités sous-exploitées ...	31
Introduction	32
1.1. Principales tendances démographiques et économiques	35
1.1.1. Mouvements de population et évolution démographique	35
1.1.2. Évolution de la croissance urbaine	36
1.1.3. Changements structurels de l'économie	41
1.1.4. Changements sociétaux et effets à long terme	45
1.1.5. Défis à long terme auxquels est confrontée la Norvège ..	53
1.2. Tendances régionales	59
1.2.1. Démographie	59
1.2.2. PIB par habitant	63
1.2.3. Chômage	67
1.2.4. Compétences et innovation	69
1.2.5. Performances régionales	73
1.3. Potentialités insuffisamment exploitées	77
1.3.1. Éducation	77
1.3.2. Tourisme	78
1.3.3. Investissements directs étrangers	80
1.4. Principaux défis	82
1.4.1. Enjeux territoriaux auxquels est confrontée la Norvège ..	82
1.4.2. Géographie des pôles d'activités et de l'innovation en Norvège	91
1.4.3. Pôle d'activités de la Norvège	93
1.4.4. Ressources publiques affectées à l'innovation	97
1.4.5. Zones de la Norvège à population en diminution et accès aux services	98
Notes	102

Chapitre 2. Évaluer les politiques régionales	105
2.1. Évolution des politiques régionales en Norvège	106
2.1.1. Développement à long terme des politiques régionales norvégiennes	106
2.1.2. Développements récents des politiques publiques	108
2.1.3. Champ d'application de la politique régionale	110
2.2. Mesures destinées aux zones périphériques et en déclin	116
2.2.1. Instruments d'action visant les zones faiblement peuplées	118
2.2.2. Instruments d'action destinés au Nord	125
2.2.3. Enjeux et défis des politiques mises en œuvre	127
2.2.4. Résumé	132
2.3. Politiques régionales favorisant la compétitivité	133
2.3.1. Politiques de l'innovation et des pôles d'activités	133
2.3.2. Compétitivité régionale et principaux centres urbains	153
2.3.3. Compétitivité des zones rurales/isolées	165
2.3.4. Politiques d'innovation pour le Nord	171
2.3.5. Résumé	180
2.4. Prestation des services dans les régions de moins en moins peuplées	182
2.4.1. Défis à relever par les politiques	182
2.4.2. Solutions apportées par les politiques	185
2.4.3. Éducation	186
2.4.4. Approches novatrices	204
2.4.5. Résumé	216
Notes	217
Chapitre 3. La gouvernance	221
3.1. Les défis de la politique régionale	222
3.2. Le cadre institutionnel	222
3.2.1. Administration centrale	225
3.2.2. Acteurs institutionnels intermédiaires	226
3.2.3. Communes et conseils de comté	228
3.3. Finances locales	234
3.3.1. Dépenses infranationales	234
3.3.2. Recettes infranationales	239
3.3.3. Péréquation fiscale	249
3.4. Coordination verticale et horizontale	261
3.4.1. Coordination verticale	261
3.4.2. Coopération horizontale	262
3.4.3. Défis de la gouvernance à plusieurs niveaux	268

3.5. Participation des citoyens	277
3.5.1. Élections locales	278
3.5.2. Processus participatifs	279
3.5.3. Entrepreneuriat	280
3.5.4. Société civile	282
3.6. Développements futurs	283
Notes	286
Bibliographie	287
Liste des tableaux	
1.1. Taux d'accroissement annuels moyens de la population des régions, 1980-2006	60
1.2. Répartition de la population entre les régions (%), 1980-2004	61
1.3. Déterminants de la dynamique de la population des régions	62
1.4. Population âgée de 15 à 64 ans, par région (%), 1980-2004	63
1.5. Effet des migrations quotidiennes sur le PIB régional par habitant en Norvège (2001)	74
1.6. Spécialisation régionale de la Norvège (2001)	77
1.7. Nombre de nuitées de visiteurs étrangers dans les installations touristiques des pays nordiques, 1995-2005	79
1.8. Pourcentage de nuitées par comté, et classement, 2005	81
1.9. Apports d'investissements directs étrangers	81
1.10. Éléments constitutifs de l'indice périphérique (avec coefficients de pondération)	86
1.11. Emploi par secteur	88
1.12. Population, densité et évolution dans le nord de la Norvège	89
1.13. Proportion de la population âgée de 67 ans et plus en 2006, selon les municipalités	99
2.1. Budget du ministère des Collectivités locales et du Développement régional, 2005-07	110
2.2. Zones bénéficiant du système de contribution fiscale aux charges sociales	119
2.3. Zones désignées et non désignées, intégrées et exclues	123
2.4. Subventions pour le Nord en 2007	126
2.5. Projets sélectionnés de centres norvégiens de compétences pour 2006	150
2.6. Analyse des forces et faiblesses de la région d'Oslo	160
2.7. Pourcentage d'élèves autorisés à utiliser les transports publics en 2005 par catégorie de municipalités	189
2.8. Quote-part municipale des dépenses publiques totales pour les services de médecine générale	197

2.9. Nombre moyen de médecins pour 10 000 habitants en 2005	197
2.10. Personnel ayant une formation dans le domaine sanitaire et social pour des soins infirmiers pour 10 000 habitants en 2005.	203
2.11. Nombre de projets et investissements dans le cadre du programme « Høykom-Ecole »	211
3.1. Critères du système de péréquation des besoins de dépense des communes norvégiennes	252
3.2. Sources de recettes de la commune de Loppa dans le comté de Finnmark (2004); en pourcentage des recettes totales	258
3.3. Domaines de coopération intermunicipale en 2006	264
3.4. Fusions de communes depuis 1995.	265

Liste des graphiques

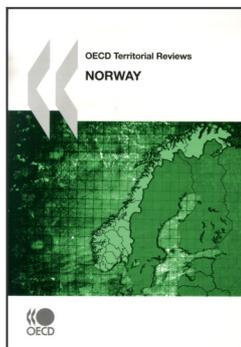
0.1. La Norvège et les pays nordiques	28
0.2. Les comtés norvégiens	29
1.1. Modes de peuplement de la Norvège	34
1.2. Accroissement de la population des principales villes-municipalités de Norvège, 1996-2006.	37
1.3. Taux d'accroissement annuels de la population des principales villes-municipalités de Norvège, 1996-2006.	38
1.4. Accroissement de la population de neuf bassins régionaux de main-d'œuvre de Norvège, 1996-2006	38
1.5. Taux d'accroissement annuels de la population de neuf bassins régionaux de main-d'œuvre, 1996-2006	39
1.6. Accroissement de la population d'Oslo et environs, 1996-2006	40
1.7. Taux d'accroissement annuels de la population d'Oslo et des régions voisines, 1996-2006.	40
1.8. Produit intérieur brut par habitant d'un certain nombre de pays, 2004.	42
1.9. Principaux pays producteurs et exportateurs de pétrole en 2006. . . .	43
1.10. Prestations sociales assurées par l'État dans les pays de l'OCDE . . .	46
1.11. Dépenses totales de santé des pays de l'OCDE	50
1.12. Immigrants non occidentaux, par municipalité	52
1.13. Composition de la production, par secteur	54
1.14. Indice de concentration géographique du PIB (NUTS 3) dans les pays de l'OCDE, 2003	64
1.15. Différences régionales de PIB par habitant entre les pays de l'OCDE, 2003.	65
1.16. Croissance de la partie du PIB imputable aux régions (1995-2004). .	66
1.17. Population, PIB par habitant et part des régions dans le PIB (1995-2002)	66
1.18. Évolution des taux de chômage régionaux (2000-05)	68

1.19. Évolution des taux d'emploi régionaux (2000-05)	69
1.20. Différences de niveau d'instruction entre les régions de la Norvège, 2001	70
1.21. Investissements privés dans la R-D, par salarié (2004)	71
1.22. Taux d'enregistrement pour 1 000 habitants (2004)	72
1.23. Déterminants des performances des diverses régions de Norvège (2001)	75
1.24. Nombre de nuitées de visiteurs étrangers dans les pays nordiques, 1995-2005.	80
1.25. Évolution des flux d'IDE dans les comtés, 1989-2004, en millions de NOK	82
1.26. Villes et petits centres dans leur contexte géographique	84
1.27. Zones admissibles ou non admissibles à une aide aux régions, 2007-13.	87
1.28. Tableau de bord européen pour l'innovation 2006	92
1.29. Performance de la Norvège par rapport à l'Union européenne des 25 d'après le Tableau de bord européen pour l'innovation (TBEI) 2006	93
1.30. Dépenses de R-D par comté en Norvège en 2005	94
1.31. Migration moyenne nette pour 1 000 habitants entre 1994 et 2005	99
1.32. Évolution du nombre d'épiceries de 1960 à 2006 dans la région du Midt-Østerdal (comté de Hedmark)	101
2.1. Zones désignées pour le système sélectif de charges sociales 2007-13	119
2.2. Zones désignées pour les aides régionales 2007-13	124
2.3. Le système norvégien pour l'éducation et la recherche-développement	136
2.4. Acteurs de l'innovation en Norvège	139
2.5. Région d'Oslo	156
2.6. Concentrations d'entreprises dans la région d'Oslo	158
2.7. Établissements d'enseignement situés dans le Nord	173
2.8. Dépenses communales par catégories en % des dépenses totales de Rendalen (Hedmark)	185
2.9. Nombre d'élèves dans les écoles primaires et collèges (2001-05) en Norvège	187
2.10. Nombre d'écoles primaires et de collèges publics (2001-05) en Norvège	187
2.11. Nombre d'écoles primaires et de collèges privés (2002-2006)	188
2.12. Dépenses moyennes par élève affectées aux salaires dans les écoles primaires et collèges	190
2.13. Nombre d'élèves par enseignant ayant la qualification requise	191

2.14. Évolution du nombre de médecins (toutes catégories) 2002-05	198
2.15. Salaires moyens pour les soins infirmiers et autres entre 2001-05 par catégorie de municipalités	202
2.16. Moyenne des dépenses de fonctionnement nettes par habitant, services de soins infirmiers des municipalités	203
3.1. Taille des communes (nombre moyen d'habitants par commune; 2005)	229
3.2. Nombre de communes par taille de population en 2006	230
3.3. Taille des communes (superficie moyenne par commune; 2005)	231
3.4. Nombre de communes en Norvège de 1947 à 2006	231
3.5. Part des employés nationaux et infranationaux dans l'emploi total	232
3.6. Personnel employé par les comtés pour 1 000 habitants (2005)	233
3.7. Dépenses des administrations infranationales et dépenses publiques totales, Norvège et pays de l'OCDE (2003)	235
3.8. Dépenses des administrations centrale, régionale et locale en Norvège (en milliards de NOK, 2005)	236
3.9. Dépenses infranationales (des comtés et communes) par habitant en Norvège (2005)	237
3.10. Principales catégories de dépenses des comtés (2005)	237
3.11. Principales catégories de dépenses des communes (2005)	238
3.12. Part des frais de personnel dans le budget municipal dans le nord de la Norvège et dans le reste de la Norvège de 1994 à 2004	238
3.13. Dépenses d'éducation et de soins aux personnes âgées des communes (en % du budget municipal)	239
3.14. Recettes des comtés (2005)	241
3.15. Sources des recettes municipales (2004)	241
3.16. Part des recettes municipales (en %) dans le nord de la Norvège et dans le reste de la Norvège (2005)	243
3.17. Évolution des recettes municipales entre 1994 et 2004	244
3.18. Caractère pro-cyclique des recettes de l'impôt sur le revenu local	246
3.19. Dix plus gros contributeurs du système de péréquation municipal (en millions de NOK; 2005)	255
3.20. Dix plus gros contributeurs par habitant du système de péréquation municipal (en millions de NOK, 2005)	256
3.21. Dix communes bénéficiant le plus de la péréquation en termes absolus (en millions de NOK, 2005)	256
3.22. Dix communes qui profitent le plus du système de péréquation en termes relatifs (en NOK par habitant, 2005)	257
3.23. Participation aux élections nationales, des comtés et des communes en Norvège : 1967-2005	279

Liste des encadrés

0.1. La Norvège en faits et en chiffres	26
1.1. Le Fonds de pension gouvernemental – Global	44
2.1. Ambitions et défis de la politique régionale de 2006	111
2.2. Les composantes de la politique régionale norvégienne	113
2.3. Les systèmes sélectifs de charges sociales en Suède et en Finlande	122
2.4. Initiative stratégique régionale (RSI), Région du Bas-Saint-Laurent, Québec, Canada	146
2.5. Programme finlandais des centres de compétences	168
2.6. Le Groupe Norut	175
2.7. Conseil du réseau des centres régionaux 1 + 3 de la région d'Oulu	179
2.8. Le Centre de santé de Steigen	200
2.9. Services sociaux fournis par les municipalités en Norvège	201
2.10. Améliorer la qualité de vie des personnes âgées en Saône-et-Loire (France)	204
2.11. Partenariat pour des projets à large bande dans le « Sogn og Fjordane »	210
2.12. Exemple de téléenseignement dans le secondaire	213
3.1. Le ministère des Collectivités locales et du Développement régional	224
3.2. Base de données KOSTRA (informations communiquées par l'administration infranationale)	247
3.3. Exemples de péréquation fiscale	251
3.4. Exemple de péréquation des besoins de dépense pour Oslo et Steigen	253
3.5. Association norvégienne des autorités locales et régionales (KS)	263
3.6. Le Sous-comité gouvernemental chargé de la politique rurale et régionale	264
3.7. Formes de coordination entre le niveau national et le niveau régional au sein de certains États membres de l'UE	271
3.8. Projets pilotes de gouvernance dans un organisme régional unique	274
3.9. « L'initiative des habitants en Norvège »	280



Extrait de :
OECD Territorial Reviews: Norway 2007

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264038080-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2008), « Performances régionales et potentialités sous-exploitées », dans *OECD Territorial Reviews: Norway 2007*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264038103-3-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.